

A red t-shirt is hanging on a clothesline made of bamboo poles. The background is a large, intense fire with bright orange and yellow flames and dark, charred areas, suggesting a scene of destruction or conflict.

Thaïlande

Aux origines d'une crise

CARNET DE L'IRASEC

IRASEC

Olivier Ferrari,
Narumon Hinshiranan Arunotai
Jacques Ivanoff, Arnaud Leveau

N°13



IRASEC

IRASEC - Institut de Recherche sur l'Asie du Sud-Est Contemporaine
IRASEC - Research Institute on Contemporary Southeast Asia

29 Sathorn Tai Road, Bangkok 10120, Thailand
Tel (+66) 026 27 21 80 - Fax (+66) 026 27 21 85
www.irasec.com

ISBN 978-616-90282-5-3



THAILANDE
AUX ORIGINES D'UNE CRISE

Couverture, cartes et mise en page : Mikael Brodu
Chronologie & relecture orthographique : Alice Dubot

ISBN 978-616-90282-5-3

© IRASEC, Juin 2010

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced or transmitted, in any form or means, without prior permission of the author or the publisher. The opinions expressed in these papers are solely those of the author(s).

Une collection dirigée par Benoît de Tréglodé

Thaïlande
Aux origines d'une crise

**Olivier Ferrari, Narumon Hinshiranan Arunotai,
Jacques Ivanoff & Arnaud Leveau**

Carnet de l'Irasec / Occasional Paper n°13



IRASEC

INSTITUT DE RECHERCHE SUR L'ASE DU SUD-EST CONTEMPORAIN
RESEARCH INSTITUTE ON CONTEMPORARY SOUTHEAST ASIA

L'Institut de recherche sur l'Asie du Sud-Est contemporaine (USR 3142 – UMIFRE 22 CNRS MAEE) s'intéresse depuis 2001 aux évolutions politiques, sociales et environnementales en cours dans les onze pays de la région. Basé à Bangkok, l'Institut fait appel à des chercheurs de tous horizons disciplinaires et académiques qu'il associe au gré des problématiques. Il privilégie autant que possible les démarches transversales.

The Research Institute on Contemporary Southeast Asia (USR 3142 – UMIFRE 22), based in Bangkok, Thailand, calls on specialists from all academic fields to study the important social, political, economic and environmental developments that affect, together or separately, the eleven countries of the region (Brunei, Burma, Cambodia, Indonesia, Lao, Malaysia, The Philippines, Singapore, Thailand, Timor-Leste and Viet Nam).

LE COMITÉ ÉDITORIAL DE L'IRASEC

- Jean BAFFIE, CNRS, IRSEA
- Bénédicte BRAC de la PERRIERE, CASE, CNRS, EHESS
- Sophie BOISSEAU du ROCHER, Asia Centre
- Jean-Raphaël CHAPONNIERE, AFD
- Christian CULAS, IRASEC CNRS
- Gilles DELOUCHE, INALCO
- Jean-Luc DOMENACH, CERI, Réseau Asie
- Evelyne DOURILLE-FEER, CEPII
- Stéphane DOVERT, MAE
- Frédéric DURAND, Université de Toulouse
- Alain FOREST, Paris VII
- Guy FAURE, IAO
- Michel FOURNIE, INALCO
- Charles GOLDBLUM, Institut français d'urbanisme
- Christopher GOSCHA, Université de Montréal
- Yves GOUDINEAU, EFEO
- Andrew HARDY, EFEO, Hanoi
- Jacques IVANOFF, IRASEC CNRS
- François LAGIRARDE, EFEO Bangkok
- Christian LECHERVY, MAE
- Arnaud LEVEAU, IRASEC
- LE Huu Khoa, Université de Lille
- Charles MAC DONALD, CNRS
- Rémi MADINIER, IRASEC CNRS
- Philippe PAPIN, EPHE
- François RAILLON, CASE, CNRS, EHESS
- Jean-François SABOURET, CNRS, Réseau Asie
- Christian TAILLARD, CASE, CNRS LASEMA
- Hugues TERTRAIS, Université de Paris I
- Benoît de TRÉGLODÉ, IRASEC
- Marie-Sybille de VIENNE, INALCO

Table des matières

Avant-propos	7
Introduction	9
Chapitre 1	
Construction ethnique et ethnorégionalisme en Thaïlande	15
<i>Jacques Ivanoff</i>	
Chapitre 2	
La Thainess ou la pratique de l'idéologie culturelle en Thaïlande	45
<i>Olivier Ferrari et Narumon Hinshiranan Arunotai</i>	
Chapitre 3	
Une crise multicolore, état des forces en présence	71
<i>Arnaud Leveau</i>	
Entretiens	
Thongchai Winichakul.....	93
Akin Rabibhadana et Paritta Chalernpow Koanantakool.....	97
Chronologie (2006-2010)	105

La Thaïlande



Avant-propos

La longue crise qui sévit en Thaïlande a touché tous les secteurs d'activités en révélant au monde des dysfonctionnements de la société thaïlandaise qui « posent question » aux acteurs économiques, aux chercheurs et aux journalistes. Ce carnet se justifie pour plusieurs raisons. La première est que de nombreux analystes internationaux nous ont demandé un avis sur la situation. Nous présentons ici une réponse la plus cohérente possible en fonction de nos données. La deuxième est que l'Irasec, de par sa position géographique (situé à Bangkok) est au cœur de l'événement et a pu suivre au quotidien la situation. La troisième est que l'Institut prépare une réédition de sa Monographie nationale sur la Thaïlande contemporaine dans une version remaniée et actualisée qui lui permet d'avoir une réflexion plus profonde sur les origines de la crise.

Il s'agit donc de mettre ce matériel à disposition. Pour ce faire, nous avons sélectionné trois contributions de la nouvelle version de *Thaïlande contemporaine*, absentes de la première édition, qui abordent le problème de front en les condensant pour les besoins du carnet. Nous y avons ajouté les interviews menées dans le cadre de cette réédition, que nous présentons avant leur réécriture (les versions complètes paraîtront dans la monographie).

Le chapitre de Jacques Ivanoff (Cnrs - Irasec) « Construction ethnique et ethnorégionalisme en Thaïlande », celui de Narumon Hinshiranan Arunotai (université de Chulalongkorn - Cusri) et Olivier Ferrari (chercheur associé Irasec - Cusri) « La *Thainess* ou la pratique de l'idéologie culturelle en Thaïlande », et celui de Arnaud Leveau (Irasec) « Une crise multicolore, état des forces en présence » seront publiés dans leur intégralité dans la Monographie nationale *Thaïlande contemporaine* sous la direction de Stéphane Doyet et Jacques Ivanoff (dernier trimestre 2010, www.indessavantes.com).

Benoît de Tréglodé

Introduction

Le centre économique et commercial de la capitale s'est transformé début avril en un vaste camp retranché insurrectionnel : quel spectacle peut-il mieux faire comprendre le malaise de la Thaïlande, que celui de cette « masse paysanne » au cœur de celle de la ville marchande, composée d'une élite de nouveaux riches qui estiment être les « vrais Thaïlandais », bâtie par des paysans, devenus pendant une génération, les travailleurs immigrés dans leur propre pays. Le face-à-face oblige chaque camp à affronter des questions de société qui surgissent non pas spontanément, mais qui auraient dû être réglées depuis longtemps. Pour aller de l'avant en Thaïlande, il va falloir réduire le différentiel entre développement économique et social et donc accepter l'idée que la poursuite du libéralisme a créée des classes sociales, une réalité dont on n'a pas voulu accepter le nom car, en Thaïlande, on estime être différent.

Dès les années 1960, les gouvernements ont construit un discours qui a imposé la « manière thaïlandaise » de gérer les relations sociales (compromis, corruption, népotisme et clientélisme) basée sur un principe idéologique, la *thainess*, qui définit qui est Thaïlandais et ce qui est thaïlandais. Mais, ce concept et les discours qu'il engendre fonctionnaient dans un moment historique donné, révolu aujourd'hui, celui du monde bipolaire qui a fait place à un monde polycentré avec de nouvelles manières de faire. C'est ce verrou protecteur créé par les élites gouvernementales qui est en train de sauter. Et paradoxalement, c'est Thaksin Shinawatra, un représentant de l'élite urbaine affairiste, notoirement corrompu, qui a sorti de leur léthargie politique les paysans et les pousse aujourd'hui à présenter leurs revendications dans la capitale. Depuis que son populisme a donné aux gens des campagnes une place dans le jeu politique, il est devenu une figure tutélaire du mouvement rouge qui s'est servi de son image pour se donner une légitimité (il a été élu et on le soutient au nom de la démocratie), mais dont on aimerait parfois se débarrasser aussi. Thaksin, c'est l'homme fort (et donc riche), celui qui fait ce qu'il dit et qui aide : il a sauvé la jeunesse durant la lutte contre la drogue, a rendu la fierté au pays en remboursant le FMI, a gelé les dettes des paysans et a donné de l'argent aux villageois. Ces actes, populistes certes, n'en étaient pas moins des symboles très forts (la fierté retrouvée de la Thaïlande) et des réalités tangibles pour les villageois (l'existence des pauvres reconnus, la jeunesse reprise en main...). Voilà un populisme efficace qui a interdit un retour en arrière, qui a fait perdre pied au fonctionnement traditionnel de la valse des factions politiques et de l'achat

généralisé des voix. Jusqu'alors, les paysans n'étaient qu'instrumentalisés par des politiciens. Il était là au bon moment, c'est-à-dire quand la Thaïlande devait réfléchir à ses archaïsmes pour affronter une concurrence depuis l'ouverture des frontières. Les proxies de Thaksin ne savent désormais plus comment gérer ce mouvement et ils se marginalisent eux-mêmes ne pouvant se rapprocher trop de ces « masses incultes » et dangereuses pour les privilégiés, ceux qui *kin muang* « mangent le pays », c'est-à-dire font de la politique.

Cette ouverture a donc permis au pays de se voir tel qu'il était, ce qui a fait resurgir des questions qui jusque-là étaient interdites au nom d'un consensus thaïlandais et d'un respect à la hiérarchie et à la monarchie (un discours imposé par les militaires-dictateurs des années 1960 qui a bloqué toutes les discussions politiques et avancées sociales d'un pays qui prenait son envol économique). Peu à peu, le discours des Rouges s'autonomise et prend de la hauteur, peu à peu la Thaïlande prend conscience de son silence sur les grandes questions sociales, un silence qu'elle ne peut plus maintenir aujourd'hui quand la globalisation impose une réflexion sur un modèle intérieur de développement. La Thaïlande se réveille et essaie de retrouver sa place de leader dans la région. Le réveil est difficile. La violence d'une société bloquée dans sa hiérarchie sociale est volatile. C'est douloureux, c'est nécessaire. Les figures tutélaires disparaissent peu à peu. Les Rouges cherchent une sortie de crise, sous forme politique ou de prise de pouvoir, d'un certain pouvoir en tout cas, celui d'une société civile qui a du mal à s'imposer, en dépit des constitutions de 1997 et 2007 qui les favorisent (au moins dans l'esprit).

Ainsi, la Thaïlande observe désormais la profondeur de sa division qu'elle n'a pas voulu affronter depuis que les Américains soutiennent le pays depuis les années 1960 pour résister au communisme, faisant aussitôt taire les velléités des discours de classe au profit du fameux « consensus thaïlandais ». Mais cette règle imposait le silence à la majorité qui se réveille aujourd'hui, un peu tard il est vrai. Et c'est là tout le problème, la Thaïlande doit rattraper son retard dans la discussion démocratique et le jeu politique. Elle doit réinventer un cadre aux relations entre classes, fournir un contenu aux discours politiques et donc faire une place aux électeurs, une place réelle. La Thaïlande est politiquement mûre et le montre, elle ne veut plus du consensus archaïque, qui ne bénéficiait qu'aux riches, bien que la volonté de ce consensus soit encore très forte (*road maps* du gouvernement, recours à l'armée par une frange de la population). Avant l'ouverture vers le monde « global », les paysans étaient pauvres chez les riches. Maintenant que sont-ils ? Même le discours de classe apparaît aujourd'hui dépassé, les dichotomies réductrices de la réalité sociale d'un pays, plus complexes qu'il n'y paraît sont réelles. Les classes sociales se sont transformées ;

elles s'incarnent plus dans une opposition classique dans l'histoire thaïlandaise ; celle des *phrai* (les paysans) contre les *amataya* (les représentants de l'élite). C'est aussi l'opposition des citadins et des paysans, qui révèle toutes les oppositions binaires permettant de prendre conscience de soi. On aperçoit le fossé, séparant les groupes, on ne le dissimule plus, mais il reste à trouver des passerelles pour se retrouver. C'est tout l'art de la discussion et du consensus qui sont en jeu, et c'est la « face » de la Thaïlande qui se joue dans cette bataille pour Bangkok.

La focalisation nationale et internationale sur une opposition « colorée » cache aussi les négociations plus secrètes au sein des forces armées (qui sont depuis toujours celles qui font et défont les crises) pas toujours d'accord sur la suite à donner aux événements (ils ne veulent pas de coup d'Etat; la Thaïlande étant trop avancée, pour se permettre ces retours en arrière qui la décrédibiliseraient, elle et son armée). Or, les relations entre le gouvernement et l'armée ne sont pas simples et chacun est l'otage de l'autre ; il y a les tenants de l'ancienne « façon » politique, à l'image du général Chavalit Yongchaiyudth qui essaie de capitaliser sur le mouvement (mais cela ne fonctionne pas bien). Ainsi, même les relais politiques des Rouges ne peuvent prendre la mesure de ce mouvement et de la profondeur sociologique qu'il révèle. Là encore, s'ouvre une énorme brèche séparant les Rouges de la vie politique, une brèche qu'ils sont en train de combler. Il y a enfin les négociations au sein du Conseil du roi, celles plus directes entre Prem Tinasulanond et les membres de la famille royale et le partage du pouvoir et des biens du domaine royal. Plus de parole suprême (le roi), plus de militaires volontaires, pas de justice car toujours défaillante à produire un discours qui aurait pu permettre une sortie de crise (six partis interdits, des condamnations faites sur mesure pour les intérêts politiques des uns et des autres). Ce sont les temps impartis à ces négociations et réseaux qui sont en train de jouer en faveur des Rouges : plus le temps passe dans des tractations, plus les Rouges auront un discours solide, qui ne pourra plus être supprimé de la scène politique facilement. Un discours solide, mais aussi des soutiens, car on constate que les Thaïlandais laissent faire, non pas par fatalisme, mais parce que les mécontents sentent bien qu'il se passe quelque chose et peu à peu le mouvement élargit sa base. L'alternance jaune et rouge n'est pas une solution, tout le monde le sait, mais la Thaïlande s'est enfermée dans ce dilemme et elle veut en sortir. Elle s'oblige à être créative pour sortir de la crise et ne plus avoir recours aux vieilles recettes (arrangements politiques et financiers et coups d'Etat, sans que l'on puisse évidemment retirer ces actions de l'équation). Ouverture politique et discussion de fond, retour en arrière ou répression, telle est l'équation. Et celui qui déclenchera le premier les hostilités sera stigmatisé pour longtemps, d'où le blocage actuel de la société.

La Thaïlande n'a pas de légitimité historique (lutte pour l'indépendance) et a donc construit une idéologie pour un *geobody* comme l'explique l'historien thaïlandais Thongchai Winichakul (un corps national qu'on lui a imposé). Elle a donc créé un centre illusoire, celui des « vrais Thaïlandais » qui sont au Centre, une élite urbaine qui accepte les paysans de la plaine de la Chao Phraya et des marges, le Nord-Est et le Sud pas considérés comme tout à fait Thaïlandais. Les dictateurs des années 1960 ont inventé la *thainess* (*khwampenthai* « ce qui fait que l'on est Thaïlandais ») et ressorti le roi pour en faire une icône destinée à renforcer leur pouvoir. La nation, le roi et le bouddhisme étaient les piliers de cette *thainess*. Celle-ci a permis de développer des notions très thaïlandaises, celle du respect au chef par exemple, bref de l'obéissance. Elle a bloqué le pays dans une hiérarchie stricte. Cette *thainess* a permis de dire d'un communiste qu'il n'était pas un Thaï ; ainsi il n'y aurait pas de classes sociales en Thaïlande, et donc un consensus entre des aînés et des cadets (les cadets étant les gens du Nord-Est). Mais le développement n'a pu empêcher une certaine prise de conscience des cadets qui se regardent maintenant à travers une histoire contemporaine qui n'est plus celle de la bipolarité.

Le problème est que cette imposition des normes thaïes a été acceptée (par la transmission des générations, par les apprentissages scolaires...) et a fonctionné¹. La Thaïlande hors de l'histoire (sans classes sociales...) devait trouver de nouveaux référents, la royauté en était un. La « sauce a pris », mais ce n'était pas aussi évident que cela. Cela a été construit. Le respect du chef renvoie aussi au respect de l'homme fort et riche, ce qui est acceptable pour un Thaïlandais : un fort doit être riche puisqu'il vous aidera à son tour. Mais on ne doit pas être trop fort, l'erreur des dictateurs et de Thaksin, qui se croyaient invincibles, le prouve. Le conflit larvé entre la monarchie et Thaksin se reflète aujourd'hui, car on le soupçonne de vouloir renverser la monarchie et instaurer un régime présidentiel... On ne voit plus de portait du roi dans le village rouge, ce qui est très étrange, l'image même de Thaksin disparaît, le peuple se découvre sans figure tutélaire et le ciment identitaire de cette *thainess* au-dessus de laquelle trônait le roi fonctionne moins. Il y eut pourtant un âge d'or ; comment oublier, dans un pays où la prise de parole est difficile et la « face » importante, la scène présentant, après le *Bloody May* de 1992, Chamlong Srimuang et le militaire Suchinda Kraprayoon à genoux devant le roi comme deux enfants indisciplinés. Jeu d'images et de face si important dans le royaume, le lendemain, les militaires rentraient dans leur caserne et Chamlong dans son temple. Mais la Thaïlande, c'est aussi cela, l'impermanence et la renaissance bouddhiste, les militaires sont

¹ A. Baron-Guty & Supat Chupratit eds., *Education, Economy and Identity. Ten years of Educational reform in Thailand*, Bangkok, Carnet de l'Irascé n°11, 2009, 114 pages.

revenus, Chamlong aussi, on ne peut inventer un consensus sans base sociologique. Un discours purement idéologique ne fonctionne pas et la Thaïlande dans cette structure n'avance plus. Le consensus est brisé.

Jacques Ivanoff
CNRS - IRASEC

Construction ethnique et ethnorégionalisme en Thaïlande

Jacques Ivanoff

Le déclin des années Thaksin Shinawatra (Premier ministre de 2001 jusqu'au coup d'État de 2006) a commencé avec la violence qu'il provoqua dans le Sud (plusieurs milliers de morts). Son maintien sur la scène politique thaïlandaise est dépendant de son influence dans le conflit, et de sa violence potentielle, que traverse aujourd'hui la Thaïlande entre Chemises rouges et Chemises jaunes. On retrouve dans les rangs des manifestants (notamment dans ceux des Chemises rouges) des militants des années 1973-1974, quand l'opposition droite / gauche était très violente, mais surtout des mécontents de tout ordre, particulièrement ceux venus des régions marginales, de ces populations au loyalisme douteux, opposées à celle d'un centre peuplé de *Thai thae thae*, des « Thaïlandais vraiment vrais² ». Cet amalgame oblige « l'élite » pro Thaksin du Nord (une région considérée plus développée que le Nord-Est) à se distancier d'un mouvement qui dépasse le simple soutien à la figure de Thaksin, mais cristallise bien d'autres malaises au sein de la société thaïlandaise. Il s'agit là d'un discours opposant des classes sociales, ce que le mouvement rouge assume, et cela même si le vocable est mal accepté dans un pays qui a été le « rempart » de l'Occident contre « l'invasion » communiste. Et aujourd'hui les Jaunes, qui ont créé un parti, supportent mal la reprise de leur tactique par les

² Certains intellectuels thaïlandais remettent en cause cette construction et affirment même que le Nord-Est est le berceau de la société thaïlandaise. R. Myers, *The Isan Saga: the Inhabitants of Rural Northeast and their Struggle for Identity, Equality and Acceptance (1964-2004)*, Thesis presented to the Faculty of San Diego State University, Department of Asia Pacific Studies, 2005, p. 5 déclare ainsi : « Les géniteurs des gens de l'Isan, avec leurs cousins Thaïs et Lao, ont certainement migré depuis le Sud de la Chine et au-delà, vers le 1^{er} millénaire avant J.-C. ou même peut-être avant. C'est la perspective la plus communément admise, renforcée par les modèles sociolinguistiques et d'autres indicateurs. Cette idée se vérifie à travers les anciennes chroniques, chinoises, khmères et indiennes, mais aussi à travers des traditions orales et écrites thaïes et lao. Cependant, suite à une réévaluation des preuves historiques, de nouvelles théories sur les origines ont été émises par des révisionnistes déclarant que l'origine de la race thaïe serait Isan ».

Rouges qu'ils accusent de tous les maux (népotisme, corruption, alcoolisme...) et radicalisent leur discours.

Et pourtant, grâce au mouvement rouge, des tabous sont en train de voler en éclats en Thaïlande, notamment celui de l'impossibilité de prendre la parole pour des paysans jugés incompétents à gérer les affaires du pays ou encore celui de conduire une révolte sans se recommander du roi. Même si les deux mouvements s'en défendent, les Rouges et les Jaunes ont brisé le consensus thaïlandais, ils ont libéré la parole et des forces dont il est difficile de savoir ce qu'elles deviendront ou provoqueront. Une chose est sûre, cette prise de parole est nécessaire dans un pays qui a atteint les limites de son développement. Les revendications sociales en Thaïlande ont toujours été traitées avec mépris par les élites qui s'enrichissaient, elles éclatent maintenant au grand jour et grippent le modèle socioéconomique thaïlandais. Le pays ne sait plus utiliser correctement ses ressources humaines, ni même former sa jeunesse. Il est encourageant de voir que la Thaïlande réfléchit sur son identité, les régions sur leur intégration et la population sur sa place dans le monde. Mais une Thaïlande qui se penche sur elle-même et réfléchit trop, inquiète les représentants traditionnels du pouvoir, maîtres des collusions avec le pouvoir et à l'origine des réseaux illégaux, les « influences sombres » (*itthiphan muet*), qui ont jusque-là tiré profit du consensus. Les militaires sont proches du gouvernement, qui ne semble être parfois qu'un simple paravent, et des politiciens. L'actuel Premier ministre Abhisit Vejjajiva n'existerait pas sans le soutien des militaires qui s'affaiblit sous la poussée de la rue. C'est seulement après avoir réglé leurs relations d'intérêts réciproques que l'armée et le gouvernement ont réussi à dominer par la force le mouvement rouge, mouvement que l'on a laissé longtemps s'exprimer dans la rue sans que les raisons qui empêchaient les forces de l'ordre d'agir ne soient très claires. On a parlé de la loyauté douteuse de l'armée, de la proximité de celle-ci avec le peuple, de la volonté de ne pas recourir à la force, de la présence des femmes et des enfants, alors qu'en Thaïlande jusqu'alors, ces questions ne se sont jamais posées. Ce ne sont pas les bonnes réponses. Tout d'abord, la « communauté internationale » était présente et la Thaïlande devait faire preuve de retenue. Ensuite et surtout, les Rouges ont ouvert une brèche dans le discours idéologique national influençant directement les relations entre groupes d'intérêt y compris la monarchie. Ils ont ainsi provoqué une nécessaire redistribution du « gâteau national », ce qui a empêché pendant plusieurs mois la répression. Mais dès que les parties se sont mises d'accord, le « bâton » est tombé, sans que rien ne soit résolu pour ceux qui manifestaient et on peut craindre que la révolte gronde dans des provinces peu convaincues par l'action du gouvernement et l'échec apparent de ses porte-parole. On s'aperçoit que si des « forces vives » de la société s'expriment, les forces sombres sont encore bien présentes. Consensus ou

coup d'État : tout est possible. La politique au jour le jour ne permet pas de distinguer de lignes claires, sauf celle qui lie la survie du gouvernement et du Commandant en chef de l'armée royale. Pourtant, la Thaïlande doit continuer le dialogue et permettre aux tensions accumulées au nom du consensus et du développement de s'exprimer et de rattraper ainsi un retard politique et social.

1. Qui est Thai/Thaïlandais ?

En Asie du Sud-Est, l'ethnorégionalisme est le résultat de l'expression d'une identité révélée par un choc historique. L'imposition des frontières (et la colonisation siamoise) a créé un bouleversement identitaire en distinguant la présence de citoyens aux dénominations multiples. Dans le Nord-Est de la Thaïlande, on trouve des Siamois, des Lao, des Laotiens, des Thaïlandais, des Thaïs, des *Khon Isan* ou tout simplement *Isan* (terme d'origine pali-sanskrit voulant dire Nord-Est³), alors que dans le Sud-Est du pays, plusieurs noms sont donnés aux habitants : *khaek*⁴, Thai-islam⁵, *Oré Nayu*, « Homme malais » en langage de Patani⁶.

Famille et nation

Le terme *thai*, désigne d'abord la langue des Siamois, puis l'ethnie de même langue. Il s'agit surtout d'une construction ethno-linguistique moderne qui englobe les Thaïs « ethniques » de la Thaïlande moderne ; les Thaïlandais sont les citoyens du pays, indépendamment de l'origine ou de la langue. Les Thaïs

³ Pour plus de renseignements cf. Ronald L. Myers, 2005, p. 12 : « Le mot Isan, désignant à la fois les habitants et la région Nord-Est serait un dérivé du terme pali Isana. Il est possible que cela se réfère à un ancien royaume môn-khmer appelé Isana qui aurait fleuri dans la région. Le terme est peut-être aussi une traduction approximative voulant dire "vaste" ou "prospère" bien que "vaste" semble plus approprié. D'autres maintiennent que le nom Isan est associé à la divinité hindoue Phra Isuan, également appelée Phra Siwam le dieu hindou de la destruction ».

⁴ « Invité » et par extension les Indiens et les musulmans considérés ainsi comme des populations allogènes.

⁵ En Malaisie, les concepts d'islam et d'identité sont mêlés.

⁶ Dialecte proche de celui du Kelantan malais ; pour plus d'informations sur la question de l'origine du mot *melayu*, cf. Nathalie Fau, « Être malais de part et d'autre du détroit de Malacca. Approche transfrontalière », *Aséanie* 23, Bangkok, juin, 2009, p. 109.

« ethniques⁷ » seraient différents des Thaïs de Thaïlande et notamment les « vrais Thaïlandais », des constructions idéologiques nationales qui se détachent des habitants de l'Isan, du Sud, des Chinois, des *Khaek*..., qui créent une hiérarchie fonctionnelle, intégrée par tous, créatrice de déséquilibres et de clientélisme. Mais c'est une construction dangereuse qui mélange plusieurs réalités, géographiques (Isan), sociales (Bangkok), religieuses (Sud musulman) entre lesquelles les caractéristiques ethniques ne sont pas définies. Ce flou de l'appartenance ethnique offre une opportunité aux populations pour révéler des latences culturelles vivaces qui ne demandaient qu'à s'exprimer. La globalisation des marchés et l'ouverture des frontières n'ont pas noyé, ni même contourné, ces vellétés culturelles.

⁷ En résumant rapidement, on peut dire que sur le territoire actuel de la Thaïlande, des civilisations préhistoriques étaient présentes dès 10 000 avant notre ère. Dès le 1^{er} siècle de notre ère, des royaumes môn-khmers occupèrent la région que les Khmers finirent par occuper en totalité. Au milieu du XIII^e, poussés par les Mongols, les Thaïs quittent les vallées du Yunnan et s'installent en Asie du Sud-Est. Dès lors, le Siam (nommé ainsi selon certaines théories par les Khmers) apparut alors comme la puissance locale. Il existe de nombreuses théories concernant l'origine des Thaïs. Les premières sont issues d'observations des pionniers, voyageurs, linguistes, missionnaires, administrateurs, militaires, ethnologues mais reprises par des historiens thaïlandais quand cela les arrange (les origines thaïes de Mongolie, de Chine centrale ou de Chine du Sud par exemple). Mais n'oublions pas les théories plus iconoclastes, mais également très intéressantes, comme celles des liens du thaï avec l'indonésien. Voir à ce sujet les travaux linguistiques de P. Benedict dont on se rend compte de la justesse en travaillant dans le sud avec des populations thaïes et malaises. P. Benedict propose également de placer l'origine des Tai (terme englobant les Thaïs, les Shan...) en Indochine. Mais il propose aussi que les Tai puissent être les premiers habitants de la Thaïlande, et qu'il y a environ 4 000 ans, une race de parler môn-khmer venue de Chine aurait poussé les Tai vers la Chine du Sud, ils seraient ensuite redescendus vers l'Assam, les États Shan, la Thaïlande du Nord, le Laos et le Nord Viêt Nam, mais sans argument convaincant. Cf., Paul K. Benedict, « Thai, Kadai and Indonesian: a New Aligment in Southeastern Asia », *American Anthropologist* 44, 1942, p. 576-601. Somsak Punta-Sombun a fait une recherche génétique et sanguine dont les résultats indiquent que les Tai sont proches des Javanais et que les gènes tai et chinois ne sont pas semblables. De là à en déduire que les Tai ont vécu à Java il n'y a qu'un pas. Le problème des analyses génétiques est qu'elles ne peuvent accepter les résultats d'enquêtes culturelles et linguistiques plus pertinentes car elles tiennent compte des éléments humains et des comportements culturels qui conduisent aux changements et aux choix ethniques (cf. Geoffrey Benjamin, « In the Long Term: Three Themes in Malayan Cultural Ecology », in Karl L. Hutterer, A. Terry Rambo & Georges Lovelace (eds), *Cultural Values and Tropical Ecology in Southeast Asia*, Ann Arbor, Center for South and Southeast Asian Studies, University of Michigan, 1985, p. 219-278).

En Thaïlande, l'identité thaïe est d'abord construite au regard de l'histoire (les Thaïs viennent du nord et se sont répartis en plusieurs groupes au cours de l'histoire), puis d'éléments linguistiques (ce sont des critères linguistiques qui permettent essentiellement de classer les Thaïs au sein des familles ethniques venues du sud de la Chine et ayant essaimé en Asie du Sud-Est). Les frontières de la Thaïlande ont obligé à jeter un regard nouveau sur certaines parties de ce *geo-body*⁸ qu'est devenue la Thaïlande post-coloniale. Les différents groupes, sans remettre en cause les structures transnationales et ethniques qui les liaient (les Malais du sud de la Thaïlande et les Malaisiens, les Isan et les Laotiens...), ont accepté cependant d'être partie prenante du pays, plus ou moins volontairement. Ces peuples constituent les nouvelles marches d'un royaume qui ne se posait auparavant guère la question sur ses périphéries gérées à travers un système de multivassalités (un même territoire et une même population dépendant de plusieurs vassaux qui recevaient des tributs). La Thaïlande ne s'est jamais véritablement adaptée à son nouveau « corps ». Pourtant, la persistance du système traditionnel, qui a survécu à l'arrivée d'un centralisme autoritaire, contraint à percevoir les différences sans les accepter officiellement ; les Thaïlandais sont tous des *phi nong prachachon*, des « aînés cadets citoyens ». Car la nation est une famille, le choix du terme lui-même de *chat* le montre.

« Le terme utilisé pour nation, *chat*, se réfère aussi à une famille étendue. *Chat* était un concept riche et varié, une des raisons pour laquelle il a été utilisé pour traduire nation. Étymologiquement, *chat* vient du sanskrit *jati*, dont le sens englobait une relation à la naissance, comme dans une vie d'un cycle bouddhiste des renaissances, à une caste, une origine, un lignage. Sa combinaison avec d'autres termes indique sa « puissante résonance de liens de sang et, plus important encore, de commune descendance⁹ ». L'histoire du *chat* s'est affirmée au cours du temps : son substrat bouddhiste est emprunt d'un sens familial et plus politique ensuite.

Le roi Vajiravudh a remarquablement bien dominé le discours de l'ethnographie moderne en l'utilisant contre les uns et les autres – dans ce cas les Chinois – contre le Siam. Il a trouvé utile le concept d'évolution progressive : chaque société devrait passer par certains

⁸ Thongchai Winichakul, *Siam Mapped. A History of the Geo-body of a Nation*, Chiangmai, Silkworm books, 2005 (1st edition 1994, University of Hawaii Press), 228 p.

⁹ Charles F. Keyes, « Towards a New Formulation of the Concept of Ethnic Group », *Ethnicity* 3 (1976), 206, cité in Craig J. Reynolds (ed.), *National Identity and its Defenders – Thailand 1939-1989*, Chiang Mai, Silkworm Books, 1993, p. 23-24.

stades de développement et d'organisation sociale. Dans cet essai, la famille liée par le sang est au sommet de l'évolution hiérarchique, au-dessus du clan, de la tribu, du totem et plus important encore du *sae* chinois qu'il caractérisait comme étant l'équivalent des clans écossais¹⁰. »

Ce concept de famille, de *phi nong*, a pour résultat implicite que les habitants qui sont membres de la famille ne sortent pas du cercle et que les adoptés sont rares... On renaît dans le cercle de la nation, on n'en sort pas, les cycles sont infinis comme ceux des renaissances. D'ailleurs le but ultime du *chat*, c'est la délivrance des individus. Certains membres de cette famille thaïe sont pourtant plus *nong* [cadets] que d'autres, c'est ainsi le cas des Isan. Des catégories non ethniques (elles n'existent pas officiellement) se sont glissées dans les mentalités des Thaïlandais qui ont construit leur propre hiérarchie et échelle de valeur basée sur la production d'un *Thai thae thae*. Celle-ci a permis de créer des sous-catégories de *Thai Isan*, de Thai-islam, de *Thai Mai...*, des variétés de Thaïs qui ne sont pas tout à fait des Thaïs, mais qui sont tous des Thaïlandais. Le jeu de construction idéologique entre l'État et les mentalités locales qui établissent des différences ethniques (donc sociales) évidentes (richesse, couleur de peau, habitat...), pouvait se dérouler sans heurt car la fluidité du système et le consensus, tant vanté comme étant issu de « l'esprit thaï », nécessitaient une hiérarchie pour fonctionner (c'est-à-dire se partager les richesses sans violence). Cette hiérarchie a longtemps été acceptée, et cela jusqu'à l'apparition des Rouges qui englobent désormais plus que les simples paysans mécontents. Remarquons que certaines dénominations sont officielles, comme le Thai-islam qui reconnaît la religion comme une variable de l'ethnicité thaïe. Les *Thai Isan* sont, quant à eux, une catégorie acceptée qui se définit d'abord géographiquement (le Nord-Est), puis linguistiquement (le *phasa isan* bien qu'il en existe beaucoup de variantes) et enfin ethniquement (les *Isan* sont des Thaïlandais d'origine laotienne mais aux caractéristiques différentes depuis leur inclusion dans les frontières thaïlandaises¹¹).

¹⁰ Tamara Loos, *Subject Siam. Family, Law, and Colonial Modernity in Thailand*, Bangkok, Silkworm Books, 2006 (1st edited in 2002 by Cornell University), 212 p.

¹¹ Comme les Malais de Patani, Yala, Naratiwat qui sont des Malais mais aux caractéristiques différentes depuis la rétrocession des États au Siam en 1909.

Le pays accepte la différence ethnique au nom d'une différence géographique régionale dans un cas (*isan*) et religieuse dans l'autre (islam¹²). Aucune catégorie n'est toutefois basée sur la culture. C'est la force d'intégration de la Thaïlande, mais aussi l'une de ses limites. On peut s'intégrer, mais on ne peut faire reconnaître sa culture. La Thaïlande prend de plus en plus conscience que ce jeu de miroir et de segmentation est dangereux pour son unité. Dans le milieu académique, le précepte commence progressivement à être remis en cause, de nombreux intellectuels ne reconnaissent plus de « vrais Thaïlandais », mais seulement des mélanges de Chinois, d'*Isan*... Dans le Sud, à Ranong, les grandes familles commencent même à accepter le fait que du sang birman coule dans les veines de leurs familles. On le savait, mais on ne le disait pas. Rappelons enfin qu'il existe un mouvement qui veut changer le nom de Thaïlande et reprendre celui de Siam ce qui permettrait de ne plus exclure les populations non-thaïes.

Particularismes de l'ethnorégionalisme thaïlandais

Il existe autant de présentations de la Thaïlande que d'idéologies à son propos. La Thaïlande ne se présentera pas comme le fera un autre pays de l'Asean qui ne le fera pas comme le font d'habitude les pays occidentaux. On ne sait d'ailleurs pas véritablement cerner la question de l'identité thaïlandaise car les ethnologues basent trop souvent leurs conclusions sur des critères linguistiques, les historiens sur des reconstructions du passé souvent aléatoires, et d'autres intellectuels tentent d'expliquer l'ancienneté de la « race » thaïe pour justifier la domination de la péninsule. Thaï, Siamois, Thaïlandais, *Thai Isan*, Thai-islam, *Thai Mai*... Qui sont les Thaïs de Thaïlande ? Prenons le tableau dans l'encadré des pages suivantes à titre d'exemple.

¹² Pourtant la religion est un ingrédient essentiel de la « thaïtude » et dès le XVIII^e siècle les édits royaux insistaient sur la relation entre le bouddhisme et le fait d'être thaï.

Principaux groupes ethnolinguistiques

Groupe	Région principale	%
Groupes de langues thaï		83,0
Siamois	Centre	40,0
Isans (ou Lao-Thaïs)	Nord-Est	31,0
Muangs (ou Yuans)	Nord	10,0
Thaïs du Sud (ou Pak Tai)	Sud	4,0
Thaïs musulmans	Centre et Sud	1,0
Autres groupes thaïs (Shan, etc.)	Centre et Ouest montagneux	2,0
Sino-Thaïs et Chinois	Régions urbaines (surtout Bangkok)	10,0
Groupes austro-asiatiques		2,2
Khmers	Est frontalier	1,5
Móns	Centre	0,2
Kuis	Nord-Est	0,4
Autres (Lahus, Lawas, etc.)	Nord montagneux	0,1
Austronésiens (Malais)	Sud frontalier	3,0
Groupes montagnards		1,0
Karens (tibéto-birman)	Nord et Ouest montagneux	0,6
Hmongs et Yaos	Nord montagneux	0,2
Autres (Akhas, etc.)	Nord montagneux	0,2
Groupes immigrants		0,3
Vietnamiens	Régions urbaines et Nord-Est	0,2
Indiens et autres	Régions urbaines	0,1

La Thaïlande compte de nombreux peuples. On peut en distinguer deux types principaux : d'abord les Thaïs (env. 80 % de la population), des peuples d'origine thaï-kadai, puis les non-Thaïs (env. 20 %). Les Thaïs sont eux-mêmes composés de quatre groupes ethniques et linguistiques : les *Thaïs siamois*, les *Thaïs du Nord-Est* ou les Isans (ou Lao-Thaïs), les *Thaïs du Nord* ou les Muangs et les *Thaïs du Sud* ou les Pak Tai.

Les Thaïs siamois, qui vivent généralement dans le centre du pays, parlent le siamois (appelé aussi thaï siamois, thaï central ou thaï standard), seraient entre 20 et 25 millions (environ 40 % de la population totale). Ce sont les Thaïs siamois qui dirigent le pays, qui ont défini la norme linguistique et imposé leur variété linguistique à l'ensemble du pays, notamment au gouvernement, dans l'éducation et dans les médias écrits. Le thaï officiel correspond en effet au thaï siamois. Les Thaïs siamois se considèrent comme les « vrais Thaïs ».

Les Thaïs du Nord-Est ou Isans (appelés aussi Lao-Thaïs) habitent dans quelques 17 provinces du Nord. On compte entre 15 et 23 millions de locuteurs parlant le thaï du Nord-Est (ou l'*isan*), soit environ 31 % de la population totale. Quelques 11 % d'entre eux sont bilingues et parlent le thaï du Nord-Est et le thaï siamois.

Les Thaïs du Nord, les Muangs (appelés également *Yuans*), sont concentrés dans les zones montagneuses du Nord. Au nombre de six millions (10 %), ils parlent le thaï du Nord ou *muang*, mais 9,5 % d'entre eux connaissent aussi la langue officielle.

Enfin, on compte cinq millions (8,3 % de la population) de Thaïs du Sud, appelés aussi les *Pak Tai*, disséminés dans les 14 provinces du Sud. On estime que 81 % d'entre eux s'expriment généralement en thaï du Sud, 8,5 % en thaï central et 10,5 % sont résolument bilingues.

Parmi les Thaïs, on distingue parfois les Thaïs musulmans (1 %), dont la langue maternelle est le thaï central. On peut consulter le tableau ci-dessous pour un résumé des principaux groupes ethnolinguistiques.

Les Thaïs parlent l'une des nombreuses variétés de thaï. L'intercompréhension demeure difficile entre les quatre langues thaïes, mais pas impossible. La langue officielle est le thaï siamois, anciennement appelée le *siamois*. Le thaï appartient à la famille thaï-kadai.

Le thaï est non seulement parlé en Thaïlande, mais aussi au Laos (dont la langue, le lao, est très proche parente du thaï, avec une écriture presque identique et une intercompréhension facile), en Chine (où la principale langue thaï, le zhuang, est parlée par 15 millions de personnes dans les provinces du Guangxi et du Yunnan) et en Birmanie (où tout l'État shan à l'est du pays est de langue thaïe). On considère que le lao du Laos est une variante dialectale du thaï. Le thaï et le lao s'écrivent tous deux avec un alphabet dérivé de l'alphabet khmer, lui-même tiré des langues de l'Inde. Quant au zhuang parlé en Chine, il s'écrit en idéogrammes chinois et l'intercompréhension avec le thaï est pratiquement impossible. Les autres langues du groupe thaï ne s'écrivent pratiquement pas. (<http://www.tfq.ulaval.ca/axl/Asie/thaïlande.htm>)

Il faudrait évidemment commenter ce tableau. Pour ne prendre que le seul exemple linguistique, on sait qu'il existe plusieurs langues dans le thaï du sud, même si les habitants de Bangkok n'en entendent qu'une seule ; il ne s'agit en fait que d'une langue véhiculaire pour les habitants qui ont presque dans chaque province (si ce n'est district) leur propre langue / dialecte. La Thaïlande est formée de noyaux culturels et linguistiques reliés les uns aux autres par une intégration passant notamment par l'école, mais qui n'en gardent pas moins leur autonomie. Si chaque commune a sa langue, elle a aussi ses traditions. Ainsi l'ethnorégionalisme n'est-il que le premier cercle solidaire que la nation contemporaine ait réussi à construire. La naissance de la Thaïlande contemporaine a permis à ces noyaux culturels et segments coupés de leur matrice d'élargir les liens entre les cercles culturels et linguistiques locaux. Les espaces sociaux¹³ mêlés dans un tissu socioéconomique de vassalités multiples se sont alors autonomisés à l'intérieur d'une nation. Puis, peu à peu, ces derniers se

¹³ Georges Condominas, *L'Espace Social. À Propos de l'Asie du Sud-Est*, Paris, Flammarion, (Coll. "Sciences"), 1980, 539 p.

sont étendus et entendus avec leurs voisinages et élites les plus proches, tissant des réseaux en toile d'araignée les rapprochant du centre. Ces espaces sociaux ont alors été parcourus de courants transversaux qui les reliaient et en ont créé à leur tour de plus larges. Pour C. Keyes¹⁴ au sommet de la hiérarchie se trouvent les citadins qui parlent le thaï standard comme langue principale. Selon le point de vue de la majorité du reste de la population, ceux qui vivent dans le bassin de la Chao Phraya et dans le nord de la péninsule parlant des dialectes issus du thaï central sont aussi considérés comme de « vrais Thaïlandais » (*Thai thae*). La plupart des autres a été moulée dans des identités régionales ou plutôt ethnorégionales. Dans la première partie du XX^e siècle, le plus important effort de cette politique inclusive s'est tourné vers ceux que, dans les temps précoloniaux, les Siamois appelaient Lao. Aujourd'hui ces populations forment la majorité des habitants du Nord-Est de la Thaïlande. Le Nord-Est est devenu une cible politique particulièrement prisée et classique pour les politiciens qui y trouvent un vivier de voix faciles à acheter. Le Centre, avec l'accord tacite de la région elle-même, a construit une identité nord-est, légitimant la différence avec les « vrais Thaïlandais » en considérant sa tradition comme respectable, même si, et parce que, paysanne et traditionnelle. La nouvelle classe moyenne y a d'ailleurs trouvé des racines et nombreux sont les citadins partant à la recherche de « l'authentique », répondant à une prise de conscience écologique mondiale et faisant apparaître de plus en plus de groupements issus de la société civile. On peut les diviser en trois grandes tendances : les écologistes qui voudraient gérer à l'occidentale les ressources, à l'exemple de la fondation Seub Nakhasathien¹⁵, les sociétés caritatives officielles et royales telle la fondation Chai Pattana¹⁶ et

¹⁴ Charles F. Keyes, « Ethnicity and the Nation-States of Thailand and Vietnam », in Prasit Leepreecha, Don Mccaskill & Kwanchewan Buadaeng (eds), *Challenging the Limits. Indigenous Peoples of the Mekhong Region*, Bangkok, Mekong Press, 2008, pp. 13-53. Voir aussi Jacks Hicks, *On the Application of Theories of 'Internal Colonialism' to Inuit Society*, Presentation for the Annual Conference of the Canadian Political Science Association, Winnipeg, June 5 2004.

¹⁵ La fondation aimerait se charger de la protection des forêts de la Thaïlande après la mort de son fondateur, responsable d'une réserve naturelle qui se suicida en 1990. Elle tend, à l'instigation notamment de l'UICN, à renforcer les pouvoirs déjà exorbitants des responsables des parcs et réserves nationaux tout en essayant d'associer les détenteurs de savoir-faire locaux, dont la fondation décide du bien-fondé. cf. Olivier Ferrari, Narumon Hinshiranan, Jacques Ivanoff & Kunlasab Utpuay, *Turbulence on Ko Phra Thong (Phang Nga Province, Thailand)*, coll. Kétos Anthropologie maritime/SDC (Swiss Agency for Cooperation and Development), 2006, 183 p.

¹⁶ Une fondation royale destinée à aider les pauvres, fondée en 1988 mais qui a souvent, par manque d'esprit critique et de possibilité de s'opposer et discuter, été contreproductive. Elle reste néanmoins un acteur incontournable quand l'État fait défaut pour aider ses concitoyens dans le besoin.

celles qui militent en faveur des oubliés du développement telle l'Assemblée des Pauvres¹⁷.

Et au-delà du territoire national, la famille *Tai* (*Thaï, Tai Dam, Tai Lü, Shan...*) permet aux Siamois/Thaïlandais de se dire présents sur tout le territoire de l'Asie du Sud-Est continentale. La conscience des limites des Thaïlandais s'est développée et les frontières ethniques et géographiques sont une nouvelle réalité. Hier la Birmanie, aujourd'hui le Cambodge, on se rend compte que des frontières « à risque » (implicitement non thaïes ou non thaïsées) existent alors que le Laos et la Malaisie semblent moins menaçants. Il y a une relation entre un ethnorégionalisme fort et une régulation des flux frontaliers en marchandises et en hommes.

Le recours au nationalisme et à l'unité du territoire est une méthode classique pour souder les populations d'un pays. L'incident de Phreah Vihear, un temple disputé par la Thaïlande et le Cambodge, l'a montré en 2009. Le gouvernement n'a pas géré la situation de la bonne manière et a fait preuve de faiblesse. En clamant qu'il lui incombait (en tant que membre aîné de la famille sud-est asiatique) de ne pas céder à la provocation des plus faibles, il a laissé la population dans le doute. Les cérémonies se sont succédées pour combattre l'envahisseur khmer et les Jaunes ont tenté d'utiliser ce conflit territorial pour ressouder la population autour de leurs idéaux mais sans succès car ils sont trop éloignés des réalités quotidiennes des paysans.

Et pourtant, les Khmers des provinces du Nord-Est auraient pu renégocier leur position au sein du royaume comme les Isan. D'ailleurs, un Khmer du Nord-Est, comme un *Souay* (comme se nomment eux-mêmes en Thaïlande les *Kui*) du Nord-Est est-il *Isan* ? Oui, si on reconnaît la nuance géographique du terme, non si on le leur demande car les gens se définissent selon des données culturelles et non géographiques. Le sous-ensemble national isan est donc lui-même scindé en différents segments identitaires. Le refus de reconnaître les ethnies par la Thaïlande brouille les pistes ; Khmers, *Souay*, Isan « ethniques » ont leurs propres interrelations contribuant ainsi à lier les sous-segments du Nord-Est et établissent leurs propres hiérarchies régionales. Mais, même si un

¹⁷ L'Assemblée des Pauvres est une ONG thaïlandaise destinée à aider ceux qui sont touchés par les projets industriels. Elle a la volonté de les faire participer au processus de décision pour qu'ils puissent bénéficier des projets de développement. Le groupe a démarré en 1995 avec des villageois luttant contre le projet de barrage Pak Mun et s'est développé depuis pour inclure de nombreuses autres organisations (cf. Bruce D. Missingham, *The Assembly of the Poor in Thailand, from Local Struggles to National Protest Movement*, University of Washington Press, 2004).

Souay se sent supérieur à un Isan ethnique, les préjugés contre la capitale les lieront, l'autre proche est toujours préférable à l'autre lointain (le même phénomène fonctionne dans le Sud). L'histoire n'a pas laissé aux Khmers le temps de se construire en tant que minorité « sacrifiée » par les colons. Les Khmers sont suspects grâce à leur passé glorieux et leur proximité avec les « choses sacrées » bref, ils sont victimes de leurs succès historiques qui renvoient la Thaïlande à ses propres faiblesses (développement trop rapide et abandon de ses traditions). On voit comment ces conflits ancrés dans l'histoire et manipulés par des élites ont encore des échos parmi la population aujourd'hui. Tous les Thaïlandais se sont solidarisés lors du conflit de territoire de Phreah Vihear. Ces sursauts rendent la Thaïlande fébrile dès que l'on menace son intégrité et sont extrêmement dangereux. Aujourd'hui encore on n'hésite pas à maintenir que la Thaïlande a des droits historiques sur le Cambodge. Et si ces droits sont mis en péril, ils mettent en péril la nation. Ce nationalisme thaï est basé essentiellement sur le concept du Grand Siam, l'époque où le pays dominait toute la région. Tout en prônant un nationalisme héritier du découpage colonial, la Thaïlande aimerait renouer avec ses vues expansionnistes à travers le maillage de populations qui lui sont ou seraient liées.

2. Deux extrémités du « geo-body » national

Thaksin en s'appuyant politiquement sur le Nord et le Nord-Est a joué la carte populiste (il est proche du peuple qu'il aide, il fait ce qu'il dit...) et démocrate (il a été élu à la différence des démocrates au pouvoir aujourd'hui). Il est doublement légitime, aimé du peuple et choyé des urnes. En s'appuyant sur lui, le Nord-Est tient là sa revanche et c'est Thaksin qui l'a libéré en donnant forme à sa frustration. Thaksin a donc réveillé une violence ethnorégionale. Il a brisé l'art du consensus qui a permis de tenir ensemble les différentes composantes de la nation jusqu'alors et de contenir les velléités séparatistes et communistes des deux régions. La violence qu'il a libérée sans le vouloir, pour des raisons politiques, s'explique par la même erreur que beaucoup de technocrates du développement et d'hommes d'affaires ont faite, à savoir l'oubli de l'aspect culturel des revendications. Thaksin a considéré la culture comme un simple levier pour attirer les électeurs, sans penser aux forces qu'il libérait et il a surtout réveillé des démons très thaïlandais : la peur de l'éclatement d'une nation qui se veut unie dans un creuset nationaliste commun, mais dont les résiliences et les dynamiques culturelles régionales sont les structures les plus solides.

Le Nord-Est et le Sud

Outre la violence et la prise de parole, plusieurs autres caractéristiques rapprochent ces régions permettant un comparatisme relatif. Tout d'abord, toutes deux ont été créées par la colonisation. Ensuite, leur potentiel séparatiste et autonomiste est plus important qu'ailleurs (une menace dépassée aujourd'hui pour le Nord-Est mais encore d'actualité pour le Sud-Est). Leur sous-développement (ou son mythe) ne cesse d'être utilisé par les politiciens dans le Nord-Est et les militaires dans le Sud, un sous-développement qui serait la cause selon ces derniers de l'infériorité « culturelle » dans le Nord-Est et de la rébellion dans le Sud-Est. Les projets de développement¹⁸ n'ont jamais réussi à accentuer ou diminuer, par exemple, la conscience des habitants du Nord-Est d'être proches des Laotiens et même d'être des Laotiens tout en étant des citoyens thaïlandais. Les projets de développement du Sud n'ont pas réussi à éradiquer la double identité thaïlandaise et malaise. À la fin de la monarchie absolue en 1932, des chefs du Nord-Est sont apparus et ont commencé à pénétrer le système politico-administratif de la Thaïlande centrale. Les députés élus ont été très critiques dès le départ à l'encontre du gouvernement (notamment de 1933 à 1938) qui, selon eux, ne consacrait pas assez de ressources au développement de la région. Ce sous-développement est politiquement motivé (comme dans le Sud) ; il est devenu le fonds de commerce de tous les politiciens régionalistes. Vivre sur les marges implique le sous-développement et donc les tentations séparatistes. Ce raisonnement permet de réclamer (et d'obtenir) sans cesse des crédits de développement, ce qui n'empêche pas les restrictions destinées à « punir » ceux qui votaient mal ou bien les politiciens peu manipulables qui perdaient leurs assises (puisque les crédits du Centre disparaissaient). Chavalit Yongchaiyudth (initiateur du projet politique *Harapan Baru* « Nouvel Espoir » dans le Sud et du projet de développement *Isan Khiao* « Isan Vert »¹⁹ dans le Nord-Est) et Thaksin Shinawatra ont été les deux Premiers ministres les plus populistes et parfois populaires en jouant la carte politique du régionalisme et de la paysannerie contre les élites de Bangkok poussées par les Démocrates (du Sud).

Les politiciens du Nord-Est ont donc toujours eu recours à la notion de sous-développement calculé et ont crié à l'abandon par la capitale pour prendre racine localement et se définir par rapport à une politique centrale qu'ils

¹⁸ Y compris les plus anciens comme le *Développement rural accéléré*.

¹⁹ Il s'agit, entre autres, de développer l'agriculture et trouver des alternatives à la riziculture dont reste dépendante la majorité des habitants dont la particularité est de planter et de se nourrir de riz gluant ...

estimaient élaborée contre la masse paysanne. Aujourd’hui, quel que soit le nombre de milliards dépensés, le fantasme du sous-développement reste présent dans les consciences des habitants du Sud et du Nord-Est. Le sous-développement est donc devenu une arme politique pour les députés (et des organismes internationaux trop contents de trouver une réponse toute prête aux problèmes de régionalisme et de nationalisme), leur cheval de bataille et un référent identitaire pour les habitants. Les paysans du Nord-Est se voient tels que les considèrent les Thaïlandais du Centre et cette image ne leur plaît pas. Ils veulent que cette différence revendiquée et assumée aujourd’hui soit une norme incorporée dans la construction nationale. Mais lorsque les coups d’État arrivent sur la scène politique, les députés sont renvoyés chez eux (par exemple avec le général Sarit Thanarat en 1958). Les dictateurs craignent la naissance de mouvements séparatistes, en particulier lorsque le communisme gagne du terrain et approche dangereusement du territoire devenu « national ». La prise en charge du problème culturel du Nord-Est a eu l’effet inverse de celui escompté car c’est à ce moment que les habitants ont pris le maquis et ont lutté dans les rangs des communistes. Ce processus est aussi applicable au Sud. Le sous-développement et le « traitement » de la différence culturelle (l’intégration forcée) ont permis aux communistes de recruter dans les villages musulmans. Mais, ni les communistes du Sud ni ceux l’Isan ne prirent en compte les différences culturelles et économiques régionales (Bangkok continuait à décider pour les communistes et la Chine ou la *Malaysia* – ici comprise comme la Malaisie et Singapour – dans le Sud), dès lors le Parti communiste déclina. En rejetant la participation de la composante ethnorégionale, le communisme a perdu du terrain et limité son implantation parmi « le peuple ».

Du cliché à la réalité

Le pays a donc essayé de retrouver la splendeur d’antan en se dotant d’un appareil étatique et idéologique national. Il n’a pas eu besoin d’avoir recours à la manière forte pour intégrer le Nord-Est, le concept de *phi nong*, « aîné cadet », entre Thaïs (les aînés) et Lao (les cadets) suffisait à les rapprocher (ce « nous », qui les différenciaient d’« eux », les colonisateurs). Plus tard, cette parenté culturelle devint un indicateur de développement, l’aîné étant plus développé que le cadet. La pauvreté comme référent identitaire est un phénomène connu parmi les populations nomades ethniquement bien définies (les Moken par exemple²⁰) et les groupes sociaux en formation car cette stratégie permet la

²⁰ Jacques Ivanoff, *Les naufragés de l’histoire. Les jalons épiques de l’histoire moken*, Paris, Les Indes savantes, 2004, 596 p.

survie sans le conflit au sein d'entités plus puissantes. Dans un groupe vivant dans un espace social large, les classes sociales jouent un grand rôle dans la cohésion nationale, car le statut défini, même négativement²¹, est assumé. Ce n'est qu'en 1912 que les autorités siamoises décrivirent le pays isan comme pauvre se basant sur le sol et le climat qui rendaient toute exploitation improductive. De plus, aucune forêt ne possédait des essences rares et aucun grand marais ne pouvait être asséché pour la riziculture. Le Nord-Est était donc dès lors classé négativement, mais aussi déterminé socialement, si ce n'est ethniquement.

Le résiduel du différentiel culturel et régional est suffisant pour créer une division sociale à l'intérieur du nouveau territoire, une division qui s'accroît avec le développement pour au final créer des classes. Le « nous » siamois de la colonie devient le « nous » thaïlandais de Bangkok face aux « autres », les paysans du Nord-Est, et marque ainsi une nouvelle scission à l'intérieur même du pays reconstruit. Le discours politique qui désigne tous les Thaïlandais comme des « citoyens aînés et cadets » ne suffit plus à combler le fossé. Le développement économique et les inévitables revendications sociales ont accru d'abord la reconnaissance d'une différence entre les gens de l'Isan et ceux du Centre et ensuite la reconnaissance de l'oppression des uns sur les autres.

Pour les Isan et les Malais, la situation est identique ; voilà deux groupes « nationalisés » aux dépens du pays voisin mais qui partagent avec lui les mêmes traditions musicales, théâtrales, les mêmes langues (même si on peut discuter sur les différences entre *isan* et *lao* et malais de Patani et malais de Kelantan)... Couper ces liens, c'est couper la fluidité de la frontière réinventée depuis l'intégration forcée en Thaïlande et c'est priver tout projet de développement du support en ressources humaines. C'est surtout se priver d'une soupape de sécurité car les mouvements transfrontaliers, de cultures et de personnes, permettent de trouver des solutions dans une mobilité séculaire. C'est pourquoi on ne peut supprimer d'un trait de plume la double nationalité avant de réfléchir à tous les avantages qu'elle confère à la stabilité nationale comme le proposait récemment le Premier ministre malais en tournée dans le Sud de la Thaïlande. Cette double nationalité existe dans la pratique et ce n'est pas une loi qui changera les réseaux de voisinages, familiaux, de clans...

²¹ Mentionnons quelques images populaires : les Isan sont « arriérés », pauvres, boivent trop d'alcool, sont mal éduqués, sombres de peau ; les musulmans sont contre le développement et menacent l'identité nationale et sont sombres de peau... Pour les Thaïlandais, le *khaek* est *du* (sévère), il parle fort, paraît méchant... C'est pour cela que le métier de gardien leur était pratiquement réservé.

Si Horstmann parle de multiethnicité pour le Sud²², il nous faut préciser que le même concept s'applique au Nord-Est. Passer la frontière ne pose aucun problème aux ethnies locales, malaises ou laotiennes. Bien au contraire l'ethnorégionalisme fluidifie la frontière en utilisant les réseaux familiaux et culturels locaux. L'erreur est de vouloir intégrer ces mouvements naturels de collaborations transfrontalières dans des projets à visées régionales sans tenir compte de la réalité de ces liens, de leurs profondeurs historiques et de leurs limites géographiques. Si ces projets font des profits, ce ne sont pas ceux qui étaient envisagés à partir de calculs faits sur le commerce et l'extension des réseaux préexistants. Les profits viennent plus des États et des banques qui ont injecté beaucoup de fonds permettant aux grosses sociétés de faire plus d'affaires en oubliant au passage qui devait être les bénéficiaires du projet.

Pour caricaturer, dans le Nord-Est aujourd'hui, les marqueurs identitaires restent basés sur les mêmes constantes dépréciatrices, nourriture, musique, couleur de la peau... Les filles de l'Isan sont des filles de la campagne, foncées de peau et donc jugées peu séduisantes (sauf pour les Blancs, et cela selon les Thaïlandais). La couleur de la peau, bien qu'étant foncée dans les deux cas, est un marqueur dans une région mais pas dans l'autre. On voit comment fonctionne le régionalisme : il s'approprie toutes les caractéristiques externes qu'on lui reconnaît. Riche, démocrate, violent, c'est le Sud ; pauvre, inculte, aux filles juste assez belles pour les Blancs, c'est le Nord-Est. Il faut ici mentionner les valeurs familiales vantées par tous (filet de sécurité, convivialité, communautés solidaires...) et qui ont été oubliées dans la définition des contours de la *thainess*. Ce n'est pas un hasard car ces valeurs fondamentales sont les seuls invariants auxquels se raccrochent la population (notamment lors des crises) ; on ne peut donc pas les manipuler, d'autant plus qu'ils révèlent des pratiques parfois peu acceptables. Ainsi, si les femmes semblent plus libérées aujourd'hui, ce sont bien encore les filles qui « posent un problème » à l'identité régionale (et cela à travers les images véhiculées par la presse), surtout dans le Nord-Est²³. En attendant les bienfaits du développement, une illusion entretenue par tous les politiciens qui voient dans le Nord-Est surtout un réservoir de voix, les habitants comptent sur leurs filles. D'ailleurs Buapan Promphaking, un professeur associé à l'université de Khon Kaen, estime que le nombre actuel de couples transculturels dans les dix-neuf provinces est proche des 100 000, c'est-à-dire 3 % des foyers de la

²² Alexander Horstmann, *Class, Culture and Space. The Construction and Shaping of Communal Space in South Thailand*, Tokyo, ILCAA (Southeast Asian Regional/Cultural Studies), 2002.

²³ Dans une moindre mesure dans le Sud-Est où les intermariages entre musulmans et bouddhistes (et les mariages avec des étrangers encore plus rares) sont mal perçus.

région²⁴. Si un Occidental se dit marié à une fille d'une autre région, on voit l'admiration ou l'étonnement dans les yeux de son interlocuteur thaïlandais (à l'exception évidemment de la classe aisée soi-disant formée à des valeurs plus humanistes et occidentales). On estime normal qu'un Occidental aille se marier dans le Nord-Est puisque celui-ci est pauvre et que leurs filles ne sont pas considérées comme jolies selon les canons de beauté thaïlandais. Par contre, toucher à d'autres filles d'autres régions attire des sentiments variés qui sont parfois proches du racisme. Sans trop élaborer, on peut dire que le grand courant migratoire du Nord-Est est passé et que l'afflux vient plutôt d'une ressource longtemps ignorée et pourtant essentielle : les filles.

Mais les Thaïlandais, d'où qu'ils soient, sont prompts à absorber les nouvelles opportunités économiques tant que celles-ci ne mettent pas en péril leur identité. Le tourisme dans le Nord-Est n'a jamais été un franc succès (en dépit d'un engouement de la classe moyenne de Bangkok et des essais de développement du tourisme écologique, responsable, équitable...). Le sacrifice des filles, une tradition bien ancrée en Thaïlande, ne va pas contre la culture locale et reste rentable. Les filles restent donc un bien meilleur investissement que les projets touristiques ou l'agriculture. Travailler la terre donne aux gens de l'Isan une respectabilité face aux citoyens urbains éduqués, mais les gens du Nord-Est eux-mêmes déconsidèrent leur travail et veulent autre chose pour leurs enfants (le miroir aux alouettes du développement et la prise de conscience d'avoir été abandonnés). Alors, nombreux sont les parents à faire semblant de ne pas voir la réalité et toute la Thaïlande se cache derrière une tradition bien ancrée qui permet de gagner de l'argent vite ; on accepte que les filles isan soient associées à la prostitution et qu'elles se sacrifient en se mariant avec des Occidentaux pour le bien de leur famille. Elles y gagnent en indépendance, mais y perdent leurs racines, au croisement d'un libéralisme consumériste encouragé et d'une tradition, celle de la vente ou du don de la fille (souvent cadette) au nom des « dettes de lait et d'éducation » contractées (dettes qui existent également dans le monde austronésien). Quand la Thaïlande a pris son envol économique et devenait le modèle de développement en Asie du Sud-Est, elle a tenté d'endiguer le phénomène de ces dons et ventes de filles qui alimentaient le marché de la prostitution, mais s'est très vite aperçue (1988-1990) que les menaces de prison à l'encontre des parents au nom de ces pratiques archaïques s'appliquaient à une trop grande partie de la population. La culture là encore ne peut s'adapter aussi vite que le développement économique. On a vite arrêté cette tentative d'effacer cette image de pays du sexe libre pour en créer d'autres (Bangkok « cité de la mode », promotions des grands magasins pour vendre

²⁴ *Bangkok Post*, 29 octobre, 2009, p. 8.

n'importe quoi à des nouveaux riches sans éducation, « pays du shopping », « ville de la vie »²⁵). L'ère Thaksin a marqué un tournant dans les relations sociales car la prostitution n'est plus la principale « marque » de la Thaïlande qui se proposait d'être un *hub* pour le commerce, le shopping et les visites à des riches touristes (le projet *Thailand Elite Card* par exemple). Le pays s'est enrichi et les politiciens ont tous été plus « politiquement corrects » en apparence les uns que les autres. Depuis la lutte contre la drogue, il faut noter que la jeunesse thaïlandaise a gagné quelques repères d'autorité. Mais cela n'a duré qu'un temps, drogue et prostitution sont à nouveau des problèmes majeurs : encore une résilience sociale du pays qui n'arrive pas à endiguer ses vieux démons, surtout depuis l'ouverture des frontières qui a permis un afflux de nouvelles prostituées et de drogues. Malgré tout, certains projets ont contribué à rendre Thaksin populaire (politique de lutte contre la drogue, accès aux soins pour les pauvres, allègement des dettes des paysans...).

La violence du Sud

En imposant dans le Sud de la Thaïlande l'islam comme référent identitaire (création des collèges islamiques, aide aux *pono*²⁶, nominations de porte-parole, acceptation de juges islamiques...), l'État a permis un contrôle de la région par un fragment religieux souvent extrémiste, alors que l'islam est traditionnellement souple dans la région. Le Sud est donc culturellement opprimé d'une part par les islamistes et d'autre part par les autorités de Bangkok.

À la différence du Nord-Est, l'unité du Sud de la Thaïlande est loin d'être un fait acquis mais la séparation d'avec la Malaisie, la disparition des communistes, l'essoufflement des séparatistes, rend l'ethnorégionalisme viable pour les habitants qui cherchent à construire leurs réseaux socioéconomiques sur d'anciennes relations de clientélisme. La variété de son histoire, de son peuplement, de son cadre géographique, de son régime de moussons, de ses implantations humaines, est trop importante pour en faire une région unie, un tout cohérent. Cependant le Sud existe bien, ne serait-ce qu'administrativement avec ses quatorze provinces et ses régimes militaires spéciaux pour les provinces

²⁵ Remarquons que les Chemises rouges ont pris le principal quartier commercial en avril-mai 2010, marquant ainsi clairement l'opposition entre une classe urbaine arriviste et consumériste et une classe paysanne délaissée.

²⁶ Ecoles coraniques, *pondok* en malais standard.

« rebelles », sa langue, à l'accent très prononcé, que les gens du Centre n'apprécient pas du tout.

L'extrême Sud s'est donc construit comme un ensemble face à la capitale et à l'émergence de la bureaucratie siamoise venue de Bangkok. Puis le « Sud profond » s'est rapproché du Sud régionalisé de la Thaïlande contemporaine depuis la séparation d'avec sa matrice malaise, et cela bon gré mal gré. Le phénomène d'élargissement de son espace social, que le Nord-Est a connu à travers les élites, les députés, le développement de réseaux locaux, est basé ici sur les anciennes routes de l'islamisation, la colonisation des fronts pionniers et sur les voies commerciales chinoises. Le phénomène est beaucoup plus lent dans le Sud-Est de la Thaïlande que dans le Nord-Est et pourtant il existe. Pour asseoir son autorité, la capitale, avant l'émergence de Bangkok même, a aussi choisi de s'appuyer sur des personnages puissants qui lui faisaient allégeance, notamment certaines grandes familles chinoises qui se hissèrent dans les plus hautes fonctions de l'administration. La communauté chinoise est au centre de la construction ethnorégionale post-coloniale ; elle a permis et permet encore aux relations multiethniques de fonctionner (nomades/*taukays*, islam/rituels chinois, emprunteurs/prêteurs, vendeurs/acheteurs...), elle relie également les habitants isolés les uns des autres. Les Chinois ont donc investi la sphère économique, puis administrative et enfin politique et sont devenus les éléments principaux du ciment social de l'ethnorégionalisme du Sud.

Les habitants du Sud sont fiers de leur différence mais aussi fiers de participer au jeu politique de l'unification thaïlandaise. Ils sont honorés d'avoir donné à la Thaïlande le général Prem Tinasulanond (qui a dirigé le pays de 1980 à 1988) par exemple ou bien d'être le fief de Chuan Leekpai le chef du parti démocrate deux fois Premier ministre (entre 1992 et 1995 puis de 1997 à 2001). Le Sud est plus riche en ressources naturelles, en tout cas il est plus diversifié, ce qui offre à ses habitants une large combinaison de relations interethniques pour gérer ses ressources. Le véritable lien social du Sud, c'est sa différence même dans la gestion et l'appropriation des ressources, celles-ci se répartissant inégalement entre de nombreux groupes sociaux et ethnies. Le Sud a établi un contrat social entre tous ses groupes et celui-ci est annuellement affirmé lors de rituels spécifiques. Il faut insister sur le fait que les relations interethniques sont basées sur le partage des ressources et annuellement renouvelées par l'intermédiaire de rituels inclusifs. Ces rituels du Sud, qui permettent à chaque groupe de trouver sa place et d'affirmer ses allégeances, autoriseraient peut-être à faire l'hypothèse que le système de multivassalités décrit par Thongchai Winichakul existe toujours.

La différence importante dans la segmentation ethnique marquée du Sud est aussi le résultat d'une histoire qui a toujours séparé la région malaise et musulmane du reste du pays tout en la liant peu à peu aux réseaux du Sud (réseaux économiques avec les Chinois, politiques avec leurs députés, et culturels avec des échanges entre voisins Siamois et Malais²⁷). La pluriactivité générale des gens du Sud leur permet une autonomie et un potentiel de résistance face à une certaine mondialisation. À cette pluriactivité s'ajoutent des spécialisations extrêmes qui ont renforcé la cohésion, créé des spécialistes et des élites, ce qui a permis de transcender dans une certaine mesure les différences ethniques. Le Sud a donc une identité, segmentée d'abord, mais solidaire dans son ensemble face à la nation. L'emblème de l'identité Sud est la violence, incarnée dans la rébellion centenaire des provinces musulmanes, une violence associée aux gens de la région dans son ensemble qui sont réputés en général pour avoir le « cœur noir » (*chai dam*), bref pas tout à fait thaïlandais, puisque le *Thai thae thae* serait un homme respectant l'autorité et un homme de compromis, à l'image de ses souverains. L'identité malaise du Sud de la Thaïlande se construit en réaction, d'une part à un idéal offert par la Malaisie, d'autre part à une norme thaïlandaise.

La violence est une réponse sociale ancrée dans les mentalités depuis bien avant l'ère des invasions siamoises et thaïlandaises, comme le montrent les textes oraux. La violence est consubstantielle à l'émergence d'un État, quel qu'il soit (sultanat malais, chefferie, gouvernance ou royauté thaïe) et suscite des réponses de la part des villages, familles, clans, réseaux aux velléités autonomistes plus qu'indépendantistes, surtout dans des cultures où les *loose structures* permettent une absorption remarquable des influences et une capacité infinie à développer des réseaux. Et cette volonté autonomiste, issue d'une identité multiple affirmée, donne naissance à un faisceau de réponses, la plupart violentes et cela quelle que soit l'agression : religieuse, culturelle, économique. La violence trouve donc ses racines et une raison d'être dans le système politique et l'histoire des chefferies belliqueuses des Malais du Sud de la Thaïlande ; et les hommes, souvent les jeunes en manque d'actions héroïques et qui n'ont pas d'autres rêves possibles à accomplir, veulent refonder une identité malaise au même titre que les héros des épopées que l'on se raconte encore dans les villages. Ils sont volontaires pour ces actions d'éclat que l'on essaie, sans succès, de transcrire de façon politique et religieuse. C'est ce que Horstmann appelle le « *style Robin des Bois et le courage des jeunes Malais qui sont capables d'irriter les autorités thaïlandaises en se lançant dans*

²⁷ Représentations de Manora, théâtre traditionnel et rituel du Sud de la Thaïlande, théâtre de cour et aujourd'hui théâtre rituel itinérant chez les Malais et les *Moyong* malais chez les Thaïs.

*une petite guerre*²⁸ ». Cet imaginaire suscite des réactions violentes. Si le chômage, le désœuvrement, les tentations apparentes de la permissive Thaïlande exacerbent les tensions, il est naturel que les réactions soient à la hauteur de ces rêves épiques toujours vivants. Et le terreau qui nourrit ces images de violence idéalisée se trouve dans les textes de littérature orale qui parlent d'une identité malaise à reconstruire, d'une unité avec les éléments éclatés d'un monde que l'on doit ressouder²⁹.

3. Identité, régionalisme et décentralisation

Bien avant que les affrontements entre les Rouges et les Jaunes ne fassent apparaître des divergences économiques et culturelles, des fractures dans les lignes de démarcations régionales et ethniques, des fêlures dans l'idéologie consensuelle, les dictateurs avaient essayé de faire taire ces dangers pour l'identité nationale. En attaquant frontalement la question des divergences internes (ou en résumé comment régler le problème de la contradiction entre la *thainess* et des ethnorégionalismes), surtout culturelles, Phibun Songkram (Premier ministre de 1938 à 1945) a laissé une trace indélébile en essayant d'unifier par la force les différences culturelles et socioéconomiques ; mais il n'a pas réussi, ce qui explique le maintien en force des ethnorégionalismes. Thaksin a fait l'inverse car, par son discours populiste, il a provoqué l'émergence, et donc la revendication des oubliés des marches du royaume, pour un résultat identique puisque tous les deux ont été renversés. On ne brise pas impunément le consensus national, c'est-à-dire les ciments identitaires régionaux, nationaux et les réseaux de clientélisme qui les lient. La Thaïlande est un agrégat de régions différenciées culturellement et historiquement mais fonctionnel et le royaume doit rester ainsi car il ne peut se structurer autrement. Les mouvements des Rouges et des Jaunes ont montré à quel point la Thaïlande était fragmentée politiquement, géographiquement et donc socialement. Remettre sur pied un Etat unitaire et central sera une tâche complexe mais désormais inévitable si le pays veut avancer dans un monde globalisé en laissant ses archaïsmes derrière

²⁸ Alexander Horstmann, « Violence, Subversion and Creativity in the Thai-Malaysian Borderland », in Prem Kumar Rajaram & Carl Grundy-Warr (eds), *Borderscapes, Hidden Geographies and Politics at Territory's Edge*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 2007, p. 5.

²⁹ Christopher Court et Jacques Ivanoff, « Approches linguistiques et iconographiques du bestiaire marin thaï et malais », in Aliette Geistdoerfer, J. Ivanoff et I. Leblic (éds), *Imaginer. Créations fantastiques et créations mythiques*, Anthropologie maritime, coll. Kétos, 2001, p. 121-145.

lui. Elle ne doit pas dépasser un certain niveau d'intégration et les pouvoirs doivent être séparés pour permettre la fluidité du système. Tout le monde (militaires, policiers, politiciens, mafieux, patrons) doit avoir sa part pour se nourrir sur le dos du pays, mais une part définie, acceptable et qui ne dérange pas les aspirations culturelles et les visions de puissance d'une nation en construction : il faut bien un pays pour pouvoir se nourrir dessus (*kin mueang* : manger le pays, expression connue pour désigner l'action d'un politicien³⁰).

La question essentielle demeure que le poids politique du Nord-Est de la Thaïlande (en termes de sièges au Parlement) est important. Même si le Sud-Est, en terme électoral, n'a pas l'importance du Nord-Est, il a été utilisé politiquement. Dans le gouvernement de Chavalit des musulmans du Sud eurent des rôles non négligeables³¹. Mais il faut une certaine habileté pour jouer le jeu politique national avec une faction venue du milieu musulman. Certains hommes politiques du Sud se sont donc peu à peu transformés et des musulmans sont devenus sénateurs et députés. Mais, la faction Wahdah qui s'est associée à Thaksin a perdu sa crédibilité et aucun de ses membres n'a été réélu. Si le Sud a voté majoritairement démocrate, ce n'est pas parce que le parti Démocrate avait quelque chose à leur proposer, mais simplement parce que les Malais du Sud ont voté contre le parti *Thai Rak Thai* de Thaksin. Thaksin a donc perdu la pacification du Sud en croyant en sa toute puissance et en la force du marché³² et du pouvoir de l'argent. Il a dissous les centres et les agences jugés archaïques, réglant ainsi des comptes avec la vieille politique de Prem, qui avait réussi à maintenir « sous contrôle » la violence, tout en favorisant le népotisme, la criminalisation et l'enclavement du Sud il est vrai. Aveuglé par sa puissance, Thaksin a fait remplacer sans cesse et sans aucune raison les fonctionnaires, trop vite pour que ceux-ci puissent faire quoi que ce soit dans le Sud. Il s'est ainsi coupé des renseignements et de toutes les informations qui remontaient auparavant au gouvernement. Son succès aurait marqué le début d'une nouvelle ère et aurait déstabilisé son ennemi, Prem, le tenant de la tradition politique thaïlandaise et d'une certaine alliance avec le palais royal qui assurait l'équilibre plus que le développement. En entraînant avec lui la faction Wahdah, Thaksin pensait avoir conquis le Sud, réfléchissant en politicien, mais les députés ne sont

³⁰ Il s'agit d'une ancienne forme d'administration officielle s'appliquant aux gouverneurs de province. Ce n'est que par la suite que cela est devenu synonyme de corruption.

³¹ Wan Muhammad Nor Matta, membre du groupe Wahdah (Unité), fut vice-leader du parti de Chavalit, ministre de l'Agriculture, ministre de l'Intérieur, président de l'Assemblée nationale.

³² On a ainsi défini le mandat de Thaksin comme celui d'un régime, celui de « l'élection du capitalisme absolu » qui défendrait le droit absolu du capitalisme à user de son pouvoir politique et revendiquerait une administration dirigée par une classe capitaliste.

jamais les représentants du peuple dans le Sud. Ces erreurs ont eu la conséquence que l'on sait : un coup d'État.

4. Les ethnorégionalismes et la décentralisation

Les ethnorégionalismes, fondés par l'endocolonialisme volontariste, sont souvent nécessaires pour résister aux Occidentaux, notamment au tournant du XIX^e et du XX^e siècles, mais ils perdurent au-delà de leur période « d'utilité » historique. Un gouvernement thaïlandais qui voudrait trop attacher les différentes parties de la nation dans un creuset nationaliste ne survivrait pas ; un gouvernement autoritaire qui voudrait unifier la Thaïlande en une seule nation avec quelques composantes identitaires, devenues des clichés et objets « prêts à vendre » dans les *Otop* (magasins *One Tambon One Product* destinés à vendre les « spécialités » de chaque canton), serait illusoire et ne résisterait pas. La force n'est pas suffisante en Thaïlande pour imposer un centralisme à travers une administration appuyée sur la *thainess*, le népotisme et le clientélisme afin de faire fonctionner idéellement et réellement le pays. Cette contradiction bureaucratique maintient en otage les habitants. Elle est à l'origine du « laisser-aller » soi-disant caractéristique de la Thaïlande : on ne peut faire autrement que de se laisser porter par ces courants traversant la bureaucratie et le maillage qui la relie à la nation. C'est pourquoi la décentralisation représente un autre mythe créé par l'élite politique nationale pour se donner une apparence démocratique. Un pays décentralisé est, selon les standards internationaux, un pays à la pointe du développement en termes de culture politique. Une certaine reconnaissance est accordée en Thaïlande aux groupements locaux, étatiques ou non, notamment dans la résolution des conflits ; l'administration centrale reconnaît en effet le bien-fondé d'accorder aux communes et aux associations davantage de pouvoirs. Mais dans les faits, cela ne peut être mis en application car les résistances et les pratiques archaïques sont trop bien implantées. On ne peut avancer sans avoir réglé les problèmes de corruption étatique, de népotisme politique, de manipulation généralisée de la justice... C'est ce que nous rappelle l'opposition actuelle entre les Jaunes et les Rouges : la Thaïlande ne peut avancer sans affronter ses démons du passé³³.

³³ Charles F Keyes, « Ethnic Identity and Loyalty of Villagers in Northeastern Thailand », *Asian Survey*, Vol. 6, No. 7, University of California Press, 1966, p. 362-369 ; *Isan: Regionalism in Northeastern Thailand*, Ithaca, N.Y., Dept. of Asian Studies, Cornell University, 1967, xi, 99p.

Les nouvelles normes, même décentralisées, sont récupérées par le Centre. Un pays décentralisé peut, par exemple, vendre aux touristes ses ethnies et une copie de l'histoire d'un Lan Na reconstruite pour les visiteurs ; cela ne favorise guère une prise de conscience identitaire. En fait l'État, à travers même la décentralisation, continue un jeu qui a toujours fonctionné : imposer certaines normes générales et laisser faire les traditions, aussi porteuses de corruption soient-elles, car il est évident que la décentralisation va renforcer le pouvoir des puissants locaux et ceux-là même qui sont à la base de la corruption. Par exemple, c'est au niveau de la commune³⁴ que l'avenir de la Thaïlande se joue. C'est au niveau de la commune que l'on verra la possibilité d'un État à se transformer ou à adopter certaines valeurs de « bonne gouvernance ». La volonté de réduire le pouvoir des chefs de commune a été le premier pas de cette volonté, mais elle est extrêmement complexe à mettre en place car ce sont eux les détenteurs du pouvoir local, donc *in fine* étatique. Ils sont à la croisée des chemins et ont tout pouvoir sur leurs administrés qu'ils « vendent » aux candidats députés ; la relation entre les deux échelons politiques est donc organique. C'est pourquoi la volonté de briser leur pouvoir (leurs élections devant être acceptées par la province, un échelon qui encadre le renouvellement des mandats, le respect des âges limites pour se présenter...) est si difficile à mettre en œuvre. La force traditionnelle des fiefs locaux interroge un royaume en quête de décentralisation. Le quotidien *Bangkok Post* y a consacré une rubrique (*From the ground up*) mettant en lumière ce que tout le monde taisait jusqu'à présent. Il y a donc certes un progrès ; on parle aujourd'hui des vrais archaïsmes.

Les *kamnan* ont toujours eu une influence plus importante sur les habitants que les organismes gouvernementaux (...) Tandis que les politiciens reconnaissent leur importance comme gardiens des budgets locaux, ils ont aussi tendance à se reposer sur les *kamnan* durant les élections (...). Depuis que la décentralisation a été lancée, des critiques ont remis en question le fait que ce rôle paternaliste des chefs de village et des *kamnan* soit encore nécessaire. (*Bangkok Post*, 12 novembre 2009, p. 2).

³⁴ Au moins jusqu'à la Constitution de 1997 (qui n'a pas beaucoup changé dans la pratique la structure administrative). La Thaïlande, État unitaire aux pouvoirs très centralisés, possède des subdivisions territoriales (en thaï, régions : *mueang* ; provinces : *changwat* ; districts : *amphoe* ; communes : *tambon* et villages : *muban*) qui fonctionnent comme des organes d'exécution de l'administration centrale. Les administrations régionales sont gérées par un gouverneur de province, lui-même dépendant du ministère de l'Intérieur, et les assemblées provinciales, bien qu'éluës, sont soumises à l'autorité du gouverneur. Tout organisme de quelque importance doit avoir l'aval de Bangkok.

On voit bien que le conflit entre tradition et modernité est en train de se mettre en place. Un des partis politiques actuels (le *Bhumjaithai*) veut d'ailleurs accroître le pouvoir de ces *kamnan*. En effet, ce parti dispose d'une forte influence au sein du ministère de l'Intérieur et ne veut pas la perdre dans le pays à travers un réseau extrêmement puissant des chefs de villages et de communes ; rappelons également qu'il ne tient pas à laisser filer « ses » écoles³⁵ en les donnant à des communes ou des districts car alors il les contrôlerait moins. L'autorité centrale se contente juste d'imposer un discours aux élites et une façade aux périphéries ; la population continue à suivre les règles d'un gouvernement parallèle dirigé par des hommes puissants qui doivent aujourd'hui avoir des réseaux politiques et des relations gouvernementales pour continuer à fonctionner localement. C'est la seule avancée démocratique dont la Thaïlande puisse se vanter, celle qui impose une collusion entre les ministères et les parrains locaux pour la bonne marche des affaires. Certaines grandes familles ont résolu le problème en participant eux-mêmes au gouvernement. Ainsi l'intégration du Nord-Est a, dès le départ, imposé une relation plus importante entre les affairistes, les parrains locaux et les politiques, une tradition qui se perpétue à travers les Constitutions même les plus démocratiques comme celle de 1997, car il faut encore des relais locaux, des responsables, des garants pour toute démarche administrative engageant une personne avec l'administration centrale.

L'endocolonialisme a nécessité la construction de nouveaux réseaux entre la population et la bureaucratie ; une nouvelle élite s'est formée. Cet entremêlement des règles nationales et régionales à travers le jeu politique du Centre, de l'association du clientélisme et de l'administration à la base de toute activité politico-administrative, est parvenu aujourd'hui à un point limite. Car, dans un monde régionalisé et globalisé, les populations des régions commencent à avoir leur mot à dire. Les collusions locales et régionales entraînent davantage de blocages que d'avancées économiques. Le modèle traditionnel ne fonctionne plus. Il faut revoir les paradigmes, et ceux-ci se discutent dans la rue. Il s'en suit un repli sur soi au moment même où le monde doit se décloisonner pour progresser ; la Thaïlande prend du retard³⁶. Sans l'association des populations

³⁵ Cf. *Bangkok Post* qui pose les questions du bien-fondé de la décentralisation, pour laquelle le pays n'est pas prêt (les fonds ne sont pas transférés, les ministères refusent de donner la gestion de leurs biens, les autorités locales jouent encore les relais pour les chaînes de corruption permettant l'achat des voix) et celui de la décentralisation vitale pour l'adaptation du pays (cf. « Grassroots Power 'Key to Survival' », *Bangkok Post*, 21 novembre 2009).

³⁶ Rappelons que le traité de libre-échange (*Asean Free Trade Area*, Afta) veut décloisonner les pays en faisant peu à peu disparaître les taxes douanières. Ce programme d'intégration

locales, le développement ne serait qu'un leurre. Les habitants du Nord-Est n'ont pas été préparés et ils font entendre leur différence, entendue comme celle de la « Thaïlande profonde », celle qui fonctionne selon les codes archaïques du respect au chef, du respect du plus fort, de la corruption et de l'entraide. L'affairisme international n'est pas encore prêt et la Thaïlande a négligé ses ressources humaines ; elle en paie le prix et peine aujourd'hui à se faire entendre dans l'Asean. L'autorité d'un chef charismatique, Thaksin, qui est à la fois l'exemple de la corruption et du népotisme, mais aussi le reflet de la volonté de désenclaver les pays d'Asie du Sud-Est a permis une prise de conscience au Nord-Est. Les porte-parole des paysans du Nord-Est ont l'écoute de la population : on se rend soudain compte que l'on est au centre d'une politique de réaménagement des territoires alors que l'on avait jusqu'alors réussi à associer régionalisme et nationalisme. La régionalisation (internationale) est en train de redonner une voix au Nord-Est.

Conclusion

Deux péchés de jeunesse interdisent à la Thaïlande de se libérer de ses archaïsmes, d'une part la volonté de n'avoir pas de minorités reconnues officiellement (mais qui existent et s'organisent) et d'autre part, le fait de ne pas avoir été colonisée (ce qui ne l'empêche pas de coloniser elle-même ses propres périphéries selon des principes occidentaux) et donc de n'avoir d'autre légitimité que celle que construit l'idéologie nationale d'un nouveau centre. Le pays moderne s'est donc bâti selon des normes instables, en fonction d'une idéologie pratique et pragmatique, la *thainess*, et créant un sentiment national fluctuant permettant deux choses : 1. le maintien des élites au pouvoir et 2. la continuité des fonctionnements régionaux traditionnels. La création d'une nouvelle hiérarchie avec un centre reconstruit permet un double standard dans le développement et, comme il n'existe pas de territoire identitaire fixe, la multiethnicité continue de survivre. Les archaïsmes thaïlandais président encore aux destinées du pays. La Thaïlande a donc trouvé un point d'équilibre qui lui a permis un développement impressionnant, soutenu par les États-Unis d'abord, puis par les institutions internationales, qui l'ont poussée à creuser un fossé entre sa réalité sociologique et la vérité économique mondiale. Quand la Thaïlande se

régionale implique une ouverture à la compétitivité et une réactivité que la Thaïlande ne peut plus offrir (la Banque mondiale donne ainsi des indications quant à la nécessité de parvenir à des objectifs macroéconomiques tels que celui de développer et de déplacer les plus-values du secteur de la manufacture). La Thaïlande est bloquée socialement et politiquement et ne peut répondre à ces nouveaux défis.

veut plus importante au niveau international qu'elle ne l'est en réalité, tout explose, le Sud, les mouvements des Jaunes, des Rouges... car les contenus des différences sociologiques autrefois inscrites dans des schémas sociopolitiques arrangés deviennent flous. Les relais nécessaires au fonctionnement d'un pays dans un monde globalisé ne fonctionnent plus. Peu à peu, le développement, aussi inégalitaire soit-il, nécessite des ajustements sociopolitiques que la Thaïlande n'a pas voulu faire avec le résultat que l'on sait.

L'Occident, par peur du communisme, a laissé la collusion entre les influences mafieuses des régions et les politiciens de Bangkok se développer. Des cercles de pouvoirs et d'affaires avec leurs affiliés se sont ainsi créés. Leur influence est encore réelle de nos jours. Un mafieux du Nord-Est ou du Sud de la Thaïlande doit avoir des relations politiques et c'est là le seul ciment identitaire de la nation. Bien que la plupart des agences internationales et surtout de développement condamnent ses influences « secrètes et néfastes », le pays ne fonctionnerait pas sans eux. C'est la limite de la démocratie thaïlandaise, elle a émergé, s'est créé une identité hors de toute légitimité et s'est appuyée sur des réseaux locaux pour développer ses affaires. C'est en partie ce qui empêche les projets à ambition régionale (au niveau de l'Asie du Sud-Est) de vraiment réussir. Le pouvoir thaïlandais s'arrête aux frontières et au pillage des ressources des voisins et anciennes colonies ou vassaux, Cambodge, Laos, Birmanie à l'exception de la Malaisie.

La Thaïlande permet l'expression régionale et le partage du gâteau national entre les élites. C'est ainsi qu'elle a assuré sa survie. En laissant s'effectuer et s'organiser les partages de territoires et les syncrétismes s'accomplir sans intervention de l'État, la Thaïlande peut intervenir au niveau national (influence de Nakhon Si Thammarat, le bastion bouddhique du Sud et le relais de la *thainess* royale). Les croyances allogènes s'expriment à l'intérieur d'un cadre défini apparemment maîtrisé par le Centre. Chacun s'en arrange et même si l'égalitarisme tant vanté de la démocratie modèle est mis à mal (les minorités sont bafouées, mais elles y gagnent aussi en liberté et protection), chacun y trouve son compte.

La construction de l'État moderne, tel que nous l'entendons en Occident, est encore ici dépendante des systèmes traditionnels. Et les coopérations régionales, les projets d'intégration régionale, de polycentrisme n'y changent rien (Organisation du Grand Mékong, Asean, Quadrilatère, Triangle de croissance, corridors et autres figures géométriques du développement ...), ayant pour principe d'essayer de se mêler le moins possible des affaires des autres, tout en consolidant leur économie et leur poids politique international. Cette

construction donne naissance à un colosse aux pieds d'argile, comme on l'a vu avec les échecs retentissants des sommets de l'Asean où la Thaïlande, démocratie la plus éclairée dans la région, s'est montrée sous son vrai jour : un pays divisé, des sujets manipulés par des puissances occultes et officielles, des mouvements rouge, jaune, bleu, rose, des partis qui changent sans arrêt d'étiquette, une corruption généralisée et des paradoxes inconcevables pour les Occidentaux (les chars accueillis dans la rue par les danseuses, un corrompu notoire Premier ministre, Thaksin, symbole de la démocratie et des Démocrates devenus des usurpateurs...). Pour agir en Thaïlande, pour « changer les choses », il faudrait aller à l'encontre d'intérêts trop importants et même provoquer l'armée. La Thaïlande avance, tandis que les politiciens se déchirent sur des principes dont ils ne connaissent eux-mêmes pas le sens (la citoyenneté, la *thainess*, celle de Chavalit pro-birmane ? celle de Chuan pro-occidentale - donc anti-thaïlandaise laisse-t-on entendre ?). La Thaïlande, c'est la modernisation sans le développement toujours freiné par une bureaucratie écrasante et défendant des valeurs « thaïlandaises ». La *thainess* devient antiproductive et ralentit le pays dans son avancement. Le cercle des politiciens corrompus est intimement lié aux affairistes et ceux-ci reviennent périodiquement, tel Chavalit, qui a contribué à ruiner le pays en 1997³⁷. C'était le cas hier avec Sanoh Thienthong et Banharn Silapa-archa et plus récemment avec Samak Sundaravej ou aujourd'hui Chalerm Yubamrung. Tous ces politiciens sont notoirement des représentants de la face sombre de la politique thaïlandaise. Ils ont été soutenus par l'Occident et l'Etat thaïlandais lui-même pour lutter contre le communisme, mais aujourd'hui encore ils tiennent fermement le pays dans leurs mains. L'inconstance, la renaissance, le cycle et l'impermanence sont les caractéristiques bouddhiques qui peuvent définir les politiciens thaïlandais.

Mais il faut cependant reconnaître que la Thaïlande « tient » encore, n'a pas explosé et que les régionalismes existent mais sont sous contrôle (même la rébellion malaise). La réforme du roi Chulalongkorn (1868-1910) a réussi le tour de force de moderniser son pays, mais aussi de le figer si bien qu'aujourd'hui l'administration thaïlandaise applique des règles impossibles à mettre en pratique. Cette administration contestée est en fait la seule chose qui tienne le pays ensemble, car elle permet de contourner les règles et impose, pour que les choses avancent, d'avoir recours aux circuits traditionnels d'entraide, d'emprunts, de solidarités et d'exploitation. Voilà la limite de la démocratie thaïlandaise et voilà le rôle véritable des ethnorégionalismes : ils permettent à la

³⁷ Précisons tout de même que ceux qui ont spéculé sur l'immobilier et ont joué la chute du baht sont les vrais responsables et que Chavalit a accusé les Chinois d'être responsables (ce qui a largement contribué à sa chute).

Thaïlande de vivre un rêve ancien d'unité tout en se comportant comme une *quasi* république bananière. Et si les forces centrifuges de la Thaïlande sont encore bien là, ce ne sont pas les symboles développés par les dictateurs (Phibun Songkram et Sarit Thanarat particulièrement) et instillés via la notion de *thainess* qui détruiront le pays, même si les piliers tels que la royauté et le bouddhisme peuvent fléchir. La Thaïlande est unie par intérêt.

La *Thainess* ou la pratique de l'idéologie culturelle en Thaïlande

Olivier Ferrari et Narumon Hinshiranan Arunotai

Depuis l'ouvrage de Thongchai Winichakul *Siam Mapped. A History of the Geo-body of a Nation*³⁸, le débat entourant la *Thainess* (ou le *khwampenthai*³⁹ en thaï), et le nationalisme thaïlandais en général, a fleuri dans la littérature scientifique. Les questions, qui ont été posées, et qui continuent de se poser, concernent la nature de la *Thainess*, son origine, ses implications sociales et culturelles ainsi que son emploi dans la vie politique, économique et sociale du pays. La *Thainess* est un concept modulable, adapté aux circonstances et aux attentes des élites au pouvoir, qui contribue à l'unification de la nation thaïlandaise. Il s'agit du pivot d'un nationalisme particulier, qui permet la création d'une identité nationale commune (presque une ethnicité commune) là où la diversité culturelle constitue la règle. Le but de ce chapitre est de montrer la nature ambiguë de la *Thainess*. D'un côté, il s'agit de l'instrument que les élites emploient pour affirmer la légitimité de leurs choix politiques, toujours par rapport à une altérité définie par eux-mêmes. De l'autre côté, il s'agit d'une nouvelle « substance culturelle » ou « ethnique » qui, en s'entremêlant avec les caractéristiques propres à chaque région, avec les organisations sociales traditionnelles et avec l'éducation et les médias modernes, donne sa « forme » quasi unique à la Nation sans nécessairement toucher à ses multiples contenus culturels.

³⁸ Thongchai Winichakul, *Siam Mapped. A History of the Geo-body of a Nation*, Chiang Mai, Silkworm books, 2005 (1st edition 1994, University of Hawaii Press), 228 p.

³⁹ Le mot *khwampenthai* signifie en thaï « le fait d'être thaï » (ou thaïlandais, *thai* en thaï portant les deux significations). Il a été parfois traduit par « thaïtude », ou « thaïté » et souvent la traduction anglaise de *thainess* est employée. Nous utiliserons dans ce chapitre le terme de *Thainess*.

1. « La *Thainess* », un concept « plastique »

La *Thainess* est de toute évidence une construction discursive intimement liée au nationalisme thaï, voire un pilier le soutenant. La réalité de l'existence du concept doit être recherchée dans l'existence même du mot : *Thainess* est le fait d'être thaïlandais. Une fois que le mot est créé, il implique sa propre existence en tant que concept et porte en lui l'attachement émotionnel à un groupe ; un attachement qui n'est pas sujet à questionnements, qui est source de fierté, une boussole qui guide les pensées et comportements de chacun dans la bonne direction. Et, en définissant qui est l'« autre », la *Thainess* répond automatiquement à la question du « soi ».

Pour reprendre les mots de Pavin Chachavalpongpun : « Au Siam, l'émergence du concept occidental d'Etat-Nation pendant la culmination du colonialisme a permis aux élites dirigeantes de manipuler la construction d'une identité nationaliste. Ces anciens dirigeants, qu'ils se placent dans une monarchie absolue ou dans un régime militaire, allaient dans une seule direction – la préservation de leurs intérêts de pouvoir, au nom du *khwampenthai*. Non seulement l'utilisation discursive qu'ils en ont faite suggère que son premier but était d'agir en tant qu'arme contre les menaces visant leurs intérêts de pouvoir, mais aussi, ceci suggère que le *khwampenthai* et l'altérité n'étaient pas définis de façon précise, et étaient donc malléables. »⁴⁰

Dans son introduction à *Siam Mapped*, Thongchai Winichakul a soulevé la difficulté, voire l'impossibilité de définir ce qu'est exactement la *Thainess*. De même, il a mentionné les nombreuses controverses qui existent en Thaïlande parmi les sphères dirigeantes politiques et religieuses (bouddhistes) ainsi que parmi les scientifiques. Par exemple, il a mentionné les controverses apparues à l'intérieur de la Commission pour l'Identité Nationale (*Commission for National Identity*), responsable de la définition de la *Thainess*. La commission mentionne huit éléments qui définissent la nation : « le territoire, la population, l'indépendance et la souveraineté, le gouvernement et l'administration, la religion, la monarchie, la culture et la dignité ». Thongchai révèle que ces conclusions ne firent pas l'unanimité des membres de la Commission. De semblables désaccords existent quand on soulève la question du bouddhisme, de la relation avec le concept occidental de progrès, de la perte des véritables valeurs thaïes, etc. Néanmoins, ces désaccords subsistent dans le moule de la *Thainess* ; ils sont façonnés par la *Thainess* elle-même, de façon à la préserver

⁴⁰ Pavin Chachavalpongpun, *A Plastic Nation: The Curse of Thainess in Thai-Burmese Relations*, Univ. Press of America, 2005, préface.

d'une altérité menaçante constamment redéfinie (et donc d'une « anti *Thainess*» constamment redéfinie selon les circonstances), et contribuent de cette façon au dynamisme de sa définition. En considérant ces aspects, nous pourrions dire que la *Thainess* définit et redéfinit constamment son contenu au travers de controverses qui prennent forme dans les sphères du pouvoir, politique, militaire ou religieux et qui concernent la façon dont la population doit se considérer, penser et se comporter. Cependant, comme le montrait Thongchai, le sujet de ces débats concerne plus ce qui n'est pas thaï (ou thaïlandais) plutôt que ce qui l'est réellement. Dans ce sens, la *Thainess* se définit d'abord par une « identification négative ».

La *Thainess* apparaît donc comme un concept « plastique », malléable, adaptant sa forme aux circonstances et à ce qui est considéré comme représentant « l'autre ». Mais qui définit « l'autre » ? Et pour quelle raison ? A titre d'exemple, Pavin Chachavalpongpun a montré que les relations entre la Thaïlande et la Birmanie ont varié du tout au cours des dernières décennies. De la vision de l'éternel ennemi birman à celle d'un précieux allié commercial, les retournements se sont opérés selon les intérêts économiques (souvent personnels) des dirigeants. D'une incarnation en tant qu'ennemi ancestral du patriotisme thaïlandais, destructeur de l'ancienne capitale en 1767 et source des conséquences néfastes de la consommation de drogues dans le pays, la Birmanie est devenue après la nomination du Premier ministre Chatchai Chunawan en 1988 un nécessaire partenaire commercial. Au même moment, la Thaïlande rompait le boycott international envers la Birmanie, adoptant ainsi une politique en désaccord avec les conceptions occidentales d'ordre politique et de droits de l'Homme. Ceci impliquait entre autres que l'altérité menaçante devait être recherchée ailleurs. C'est tout naturellement que l'Occident notamment est devenu l'une des incarnations de cette altérité, de ces principes non-thaïlandais, qui a permis à la *Thainess* d'exister. Chatchai proclamait fièrement que la Thaïlande ne « suivait pas les Occidentaux » [*tam khon farang*], dont les principes représentaient une menace à la souveraineté de la *Thainess*⁴¹. Après le coup d'État militaire de 1991 et le gouvernement de courte durée d'Anan Panyarachum (le premier à avoir conceptualisé la diplomatie de l'engagement constructif avec la Birmanie, le *Constructive Engagement*), le Premier ministre Chuan Leekpai a tourné le dos aux décisions prises par Chatchai en insérant les concepts occidentaux de démocratie et de droits de

⁴¹ Chatchai préférait sans doute les Chinois aux Occidentaux ; il était le président de l'amicale sino-thaïlandaise. Néanmoins, dans sa vie privée, il adoptait, comme bien d'autres, des habitudes européennes, fumant des cigares, buvant du cognac français, etc. (J. Baffie, comm. pers.).

l'Homme dans la *Thainess* et en affirmant par là même que le commerce avec la Birmanie était non-thaïlandais. Il va de soi que cette décision n'était pas pour plaire à ceux qui, en relation avec le gouvernement précédent, avaient investi des sommes considérables dans le nouveau marché birman. Ceci a donc conduit les politiques de Chuan à être considérées par les anciennes élites comme étant incompatibles avec la *Thainess*. Après Chuan, Chavalit Yongchaiyudth (qui était proche des généraux birmans) a une fois de plus inversé le discours diplomatique en favorisant l'entrée de la Birmanie dans l'ASEAN en 1997 et en promouvant une conception régionale asiatique (non-*farang*) de la politique comme partie intégrante de la *Thainess*, et cela malgré le fait que le concept de régionalisme restait historiquement d'origine occidentale.

Cette attitude envers une altérité qui redéfinit constamment la *Thainess* en fonction des appétits des classes dirigeantes contribue à rendre ce concept inintelligible. Les exemples mentionnés ci-dessus montrent combien l'utilisation de la *Thainess* par les dirigeants est malléable, car ils peuvent la moduler en fonction de leurs propres intérêts sans pour autant altérer son existence. Cette « plasticité » est donc partie intégrante de la matérialisation du concept, rendant sa définition difficile, et ceci même à l'intérieur de son propre canevas. Néanmoins, cette non-existence (d'un point de vue rationnel, c'est-à-dire en considérant qu'il ne peut être défini que par son contraire), est-elle suffisante pour affirmer que la *Thainess* n'existe pas ? Après tout, la grande majorité des Thaïlandais n'imaginerait pas la remettre en question.

Aujourd'hui, la Thaïlande existe comme une Nation, ce qui implique que les Thaïlandais existent et qu'ils sont reliés entre eux par un jeu de valeurs considérées comme naturelles et exclusivement thaïlandaises, et façonnées par une *Thainess* incontestable et incontestée. Aujourd'hui, la *Thainess* est considérée par la majorité des Thaïlandais comme étant une substance (ethnique ? culturelle ?) qui coule dans leurs veines par le fait qu'ils sont nés thaïlandais. Ceci implique que la *Thainess* est considérée comme un attribut qui n'est par définition pas accessible aux non-Thaïlandais. Il ne fait aucun doute que, si la *Thainess* est employée par les dirigeants pour légitimer leurs actions, elle est aussi interprétée par la population en fonction de sa propre cosmologie. Comment s'opère ce passage ? Il faut distinguer ici trois niveaux différents, qui sont essentiels pour comprendre la manière dont la *Thainess* est façonnée et donne sa forme à la société.

La construction de la *Thainess* par les élites se répercute sur les comportements et sur les façons de penser. Même si ceci ne les affecte pas profondément, le fait que ces éléments entrent en contact avec les structures

culturelles et sociales, crée des réactions et influe sur la façon dont la résilience des identités prend forme. Il faut voir là un deuxième niveau dans lequel la *Thainess* opère. Ensuite, à l'intérieur des régions, et à l'intérieur des schémas de résilience y existant, la *Thainess* se répercute au niveau local et à celui des individus. Ces derniers, directement en contact avec les moyens de diffusion du patriotisme (par les écoles, la télévision, les performances publiques...) sont aussi partie intégrante des schémas de résilience culturelle et sociale régionaux et locaux. À ce troisième niveau d'interactions, les individus se retrouvent à l'interface entre ce qu'ils devraient être, l'impossibilité de l'être à cause de la rigidité des préceptes mis en avant par la *Thainess*, et la réalité sociale et culturelle.

Ainsi, un paysan du Nord-Est, ethniquement Lao, dont l'architecture sociale est construite autour de la riziculture est culturellement différent d'un habitant du Sud, dont la culture se trouve à l'interface entre les mondes malais, thaï et sino-thaï. Comment la *Thainess* s'exprime-t-elle dans des régions si différentes ? Nous sommes convaincu que grâce à sa plasticité et à sa malléabilité la *Thainess*, d'un instrument des élites politiques, est devenue le dénominateur commun entre les Thaïlandais, et cela malgré son absence de sens. Mais, justement c'est parce qu'elle est vide de sens, que la *Thainess* est à la fois consciemment manipulable par la classe dirigeante mais aussi, inconsciemment, intégrée dans l'identité populaire. A nouveau, son existence discursive suffit à justifier son existence et à modeler le « Thaïlandais idéal », mais aussi à jouer un rôle dans les processus de construction identitaire de chaque région. Elle s'adapte à ces processus, en les touchant dans leur forme, mais pas dans leur contenu. Pour cela, nous adoptons les idées d'Hobsbawm⁴², qui soutenait que, non seulement les idéologies officielles, fussent-elles fortes et inculquées, ne déterminent pas pleinement la façon dont les gens agissent et pensent, mais aussi que le sentiment d'appartenance nationale n'efface ni n'exclut les facteurs culturels et sociaux construits tout au long de l'Histoire. Le bouddhisme, censé unifier les myriades de croyances préexistantes en les incorporant dans son creuset, a en réalité porté à l'exacerbation les identités locales⁴³ ; de la même

⁴² Eric G. Hobsbawm, *Nations and Nationalism since 1780*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990.

⁴³ Pensons par exemple à l'importance donnée au moulage et à la sculpture des bougies à Ubon Ratchathani lors du *khao pansa*, ou à la particularité de la cérémonie du dixième mois lunaire dans le Sud, dont le rôle est plus social et politico-religieux que purement religieux cf. Olivier Ferrari, « Ritual Structure of the Moklen Nomadism: Towards an Understanding of the Social Integration of Maritime Societies in Southern Thailand », in Actes du séminaire Irasec-Cusri, *Southern Ethnic Dynamism: the Andaman Littoral and Marine Populations* (28.11.2008), Bangkok, Chulalongkorn-Irasec, 2009 (b), p. 75-94. Ou encore à la différence entre le *boun kathin* tel que conçu par la religion cf. Marcel Zago, *Rites et*

façon, la *Thainess* ne permet-elle pas à ces particularismes locaux de se dissimuler derrière un stéréotype global pour ainsi se perpétuer ? De quelle façon la *Thainess* est-elle de la sorte incorporée dans la cosmologie de la Thaïlande multiculturelle ? Avant de tenter de répondre à ces questions, il est nécessaire de replacer le concept de *Thainess* dans le contexte plus vaste du nationalisme, pour ainsi comprendre les raisons de ses définitions et variations de contenu.

2. *Thainess* et nationalisme

La *Thainess* ressemble à d'autres formes de nationalisme, présentes dans chaque État à travers des symboles, des historiographies officielles, des principes communs. Elle est conçue comme l'incarnation thaïlandaise des dynamiques conduisant à la création d'une identité nationale à l'intemporalité incontestée. À notre avis, deux facteurs particuliers doivent être pris en compte dans la création du patriotisme thaïlandais : l'éducation à l'origine notamment d'une historiographie officielle et la question de l'homogénéisation ethnique. Naturellement, il s'agit là d'abord de mécanismes qui, tout en étant d'inspiration occidentale (comme l'État-nation), permettent aux sphères dirigeantes de perpétuer d'anciens systèmes socioéconomiques et de confirmer leur pouvoir. Mais ceci n'explique pas la façon dont la *Thainess* s'exprime dans le pays. Dès lors, nous devons nous tourner vers l'histoire et comparer le fonctionnement actuel de la Thaïlande avec la façon dont le pays a évolué depuis une constellation de royaumes et chefferies reliés par des systèmes tributaires multiples vers un État moderne. Il convient de voir dans la *Thainess* une expression du nationalisme qui est la conséquence de la particularisation, à travers l'ère coloniale et la création de l'État moderne, d'un système social, politique, économique et religieux plus ample (à l'échelle de l'Asie du Sud-Est) pour lui permettre d'évoluer en tant que nation au contact d'un monde de plus en plus globalisé.

Le nationalisme thaïlandais est, sous bien des aspects, très semblable à d'autres nationalismes. Kohn⁴⁴ écrivait que « le nationalisme est, avant toute chose, un état d'esprit, un acte de conscience qui, depuis la Révolution Française, est devenu de plus en plus commun à l'humanité », suggérant ensuite que la nationalisation de groupes particuliers a été facilitée, entre autres, par l'éducation publique, le progrès des techniques d'information et propagande,

Cérémonies en milieu bouddhiste lao, Rome, Università Gregoriana editrice, 1972 et sa pratique dans certaines provinces du Nord-Est.

⁴⁴ H. Kohn, *The Idea of Nationalism: A Study of its Origins and Background*, New York, The Macmillan Company, 1^{ère} éd. 1944.

mais aussi par l'augmentation de la population et l'ascension du capitalisme. Selon Kohn, une descendance commune, le territoire, les traditions, la langue sont autant de facteurs essentiels pour le développement d'une nation (et en ceci, sa définition se rapproche de celle d'une ethnie ou d'une culture). Cela a été le cas au Siam et ensuite en Thaïlande, en réponse aux contextes coloniaux, post-coloniaux et à celui de la globalisation de l'économie libérale. Pour créer un sentiment de *Thainess* et d'unité nationale, le pouvoir a eu recours traditionnellement à l'éducation. Ainsi, dans les écoles primaires et secondaires, les enfants thaïlandais se sont tournés vers les fondamentaux de la *Thainess*. À part la langue officielle (le dialecte de Bangkok), ils apprennent l'histoire officielle, l'étiquette et les bonnes manières, ainsi que la façon d'être thaïlandais. Ce système éducatif a été créé pendant l'époque coloniale, avec pour objectif, le remplacement des écoles locales traditionnelles dirigées localement par des *khru* (« enseignants », un terme se référant tout aussi bien à une personne qu'à une entité spirituelle, et qui est toujours employé de nos jours) et l'inculcation du sentiment de la *Thainess*. À ce sujet, Ronald D. Renard écrivait que « malgré le fait qu'aujourd'hui les dirigeants de l'éducation soient conservateurs, le processus qui a conduit à la création de l'Etat thaïlandais et de son système éducatif était très innovant. L'éducation dans l'ère pré-moderne était conçue de haut en bas mais de façon décentralisée et localisée. Une multitude d'écoles sous l'autorité d'enseignants et maîtres individuels enseignaient tous les aspects de la vie, de la musique à l'artisanat et même à la religion. Néanmoins, avec l'introduction de l'éducation de masse en Thaïlande au tournant du vingtième siècle et avec un système dans lequel toutes les écoles du pays sont soumises au même curriculum, les étudiants ont partout commencé à recevoir la même éducation, ce qui a empêché toute créativité, initiative locale et diversité. Une des innovations de ce système éducatif était l'inculcation des valeurs de l'Etat thaïlandais moderne. »⁴⁵ Parmi celles-ci, citons l'apprentissage du *Ramakhien*, la version thaïe du *Ramayana* indien, dont la version officielle actuelle a été écrite par le premier roi de la dynastie Chakri en remplacement de la version écrite par son prédécesseur le roi Taksin après la perte d'Ayutthaya (1767). Ce texte épique contient tous les éléments permettant non seulement la vénération du roi comme une forme divine et comme gardien de l'équilibre moral, mais aussi la justification épique de la fierté d'être thaïlandais, un peuple dont la bravoure des rois a permis la défaite des forces infernales, concrétisant ainsi la représentation du « Thaïlandais idéal ».

⁴⁵ Ronald D. Renard, « Creating the Other Requires Defining Thainess against which the Other can exist: Early-Twentieth Century Definitions », *Southeast Asian Studies*, 44/3, 2006, p. 298.

L'éducation nationale et l'historiographie officielle replacent la création de la nation dans un continuum historique fait d'épisodes obscurs justifiant la guerre et la victoire qui s'en suit (la perte d'Ayutthaya est l'un des plus marquants) et les événements glorieux, source de fierté nationale. L'accent est mis notamment par exemple sur le fait que le pays n'ait officiellement jamais été colonisé. Smith écrivait que « les nationalistes ont un rôle vital à jouer dans la construction des nations, pas comme artistes culinaires ou ingénieurs sociaux, mais comme archéologues politiques redécouvrant et réinterprétant le passé commun pour reproduire leur communauté. Leur tâche est donc sélective – ils oublient et en même temps se rappellent du passé – mais pour réussir dans cette opération, ils doivent réunir certains critères. Leurs interprétations doivent correspondre non seulement aux demandes idéologiques du nationalisme, mais aussi aux preuves scientifiques, à l'écho populaire et au dessin d'ethnohistoires particulières. »⁴⁶ Ceci a été fait aussi en Thaïlande et, comme le rappelle l'historien Thongchai Winichakul, l'événement qui a justifié ce qu'il appelle « historiographie royaliste nationaliste⁴⁷ » est l'incident Franco-Siamois de Pak Nam en 1893. Celui-ci est célébré et enseigné en Thaïlande comme étant un succès de la monarchie qui, par une ruse habile, a évité la colonisation en « sacrifiant » une partie de « son territoire » (Laos, Cambodge et partie de la péninsule), alors qu'il s'agissait d'un accord entre les puissances coloniales pour permettre l'existence d'un tampon entre les colonies anglaises et françaises. En réalité, si la Thaïlande n'a pas été colonisée, c'est qu'elle n'était pas censée l'être.

Avant Thongchai, dans les années 1980, Nidhi Eoseewong⁴⁸ proposait la vision d'une historiographie thaïlandaise influencée progressivement par trois moments marquants, ou « trois crises identitaires »⁴⁹ : la chute d'Ayutthaya en 1767, la crise de Pak Nam en 1893 et le coup d'État de Sarit en 1957 suivi de l'« ère américaine ». L'historiographie thaïlandaise puisait selon l'auteur ses

⁴⁶ A.D. Smith, « Gastronomy or Geology? The Role of Nationalism in the Reconstruction of Nations », *Nations and Nationalism* 1, no. 1, 1994, p. 3-23.

⁴⁷ Thongchai Winichakul, « Prawatisat thai baep rachachatniyom: chak yuk ananikhom amphrang su rachachatniyom mai rue sadet pho khong kradumphai thai nai patchuban » (Royalist-Nationalist History: from the Era of Cryptocolonialism to the new Royalist-Nationalism, or the contemporary Thai Bourgeois Cult of Rama V), *Silapawathanatham* (Arts and Culture), 23/1, 2001.

⁴⁸ Nidhi Eoseewong, « 200 pi khong kankhian prawattisat thai lae tang kan na » (Two hundred years of Thai history and future directions), in Krung taek, Phra Chao Tak lae prawatisat thai: wadouay prawatisat lae prawatisatniphon (The Fall of the Capital, King Taksin and Thai history: On history and historiography), Bangkok, Matchon, 2002, p. 3-40.

⁴⁹ P. Jory, « Problems in Contemporary Thai Nationalist Historiography », *Kyoto Review Essay*, 2003. http://kyotoreview.cseas.kyoto-u.ac.jp/issue/issue2/article_251.html.

origines dans des crises, qui permirent aux élites de construire un « soi thaïlandais » régulièrement menacé par des étrangers, les « autres ». Ainsi, ce qui importait, et importe toujours aujourd'hui, n'est pas la construction d'une histoire dans sa réalité complexe et peut-être même indescriptible, mais bien l'expression de morceaux de celle-ci qui, réinterprétés ou modifiés, permettent de se présenter en vainqueur. Le peuple thaïlandais est censé être libre, vis-à-vis de l'étranger et cette liberté, il l'aurait gagnée à travers son histoire glorieuse.

Une composante importante de la *Thainess* est qu'elle n'est pas à la portée des « autres » qui, dans le domaine de la recherche, sont souvent les *farang*. Depuis la période coloniale, des anthropologues, archéologues, historiens ont étudié et écrit sur la région, puisant dans des morceaux d'histoire, de littérature orale, dans les documents d'archives... Plus récemment, des chercheurs thaïlandais, comme Akin Rabibhadana⁵⁰, Nidhi Eosewong, Thongchai Winichakul ou Pavin Chachavalpongpun ont publié des résultats semblables, le plus souvent critiques. En comparant leurs résultats avec l'historiographie officielle, il est aisé de se rendre compte de l'écart qui existe entre les deux, un écart représentant celui entre la vérité linéaire nationaliste et l'impossibilité post-moderne de la définir. L'histoire officielle joue le rôle de creuset dans lequel le contenu idéologique peut se mouler. Sa réalité scientifique n'a que très peu à voir avec sa réalité idéologique et les deux ne sont pas incompatibles. En effet, savoir que par exemple l'incident de Pak Nam en 1893 ne s'est pas déroulé exactement de la façon dont il est enseigné dans les écoles ne modifie en rien son efficacité idéologique. La vérité fournie par les dirigeants (du roi au *khru*) est, d'un point de vue nationaliste, bien plus utile que celle fournie par des chercheurs, que celle qui ne montre pas une Thaïlande glorieuse d'une altérité menaçante. Là où la diversité est montrée par la recherche, la *Thainess* invoque l'unité ; là, où l'influence des pouvoirs coloniaux est montrée comme fondamentale dans la construction nationale, la *Thainess* proclame une indépendance totale ; là, où l'histoire montre l'importance des immigrants chinois dans la création de l'économie thaïlandaise, mais aussi de sa culture et de son ethnicité⁵¹, la *Thainess* montre un peuple uni dans sa diversité, partageant la même histoire et les mêmes ancêtres.

⁵⁰ Akhin Rabibhadana, *The Organization of Thai Society in the Early Bangkok Period, 1782-1873*, Ithaca, New York, Cornell Thailand Project Interim Reports Series 12, Data paper 74, 1969, IX + 247 p.

⁵¹ Skinner G. William explique le rôle majeur des immigrants chinois dans la construction de la Thaïlande. Son analyse révèle que le roi n'avait pas de légitimité sans le consentement de la cour chinoise, où il devait obligatoirement envoyer des tributs (le dernier fut envoyé en 1854). Jusqu'à la période de Bangkok, la région était appelée *Hsieng-Lo* par les Chinois et était considérée comme l'une de leurs provinces. Le roi Taksin lui-même était né d'un père

Mais, comme l'a écrit Hobsbawm en paraphrasant Renan, « mal comprendre l'histoire, c'est faire partie d'une nation ». Ici réside le génie de la création de la *Thainess* : si elle est inatteignable par ceux qui ne sont pas Thaïlandais (ou Thaïs), comment les Occidentaux, avec leur science rationnelle, pourraient-ils en comprendre l'essence ? La dimension spatio-temporelle dans laquelle est fondée la Thaïlande, se doit d'être en accord avec une supériorité spirituelle conférée aux Thaïs par la *Thainess* bien plus qu'avec une historiographie empirique fournie par des chercheurs (d'inspiration occidentale). En Thaïlande, l'expression « l'histoire est écrite par les vainqueurs » devient la règle à appliquer et la matérialisation même de la vérité. Ainsi, quand des historiens thaïlandais comme Thongchai Winichakul montrent une vision alternative de l'histoire thaïlandaise, ils sont souvent soupçonnés d'avoir été corrompus par le temps qu'ils ont passé dans des universités occidentales et d'avoir donc perdu la pureté de leur *Thainess*.

Thongchai Winichakul cite l'introduction, faite par un chercheur thaïlandais, d'un travail collectif qui rappelle ce que doivent être les *Thai Studies* tels qu'elles sont conçues par la *Thainess*:

« (Ce livre) voudrait essayer d'atteindre certains des avantages offerts par la nouvelle tendance dérivée de l'approche « interne » à l'ethnographie, en approchant la vision thaïe du monde à travers les yeux de Thaïlandais. Même si plusieurs auteurs de ce volume ont étudié en Occident, on s'attend à ce qu'ils soient Thaïs dans leur pensée et dans leurs comportements. Les écrits contenus dans ce volume devraient donc être le miroir de la conscience et de la perception de Thaïlandais et non pas d'Occidentaux »⁵².

Ceci signifie que la *Thainess* implique une certaine vision du pays que le peuple thaïlandais doit non seulement posséder, mais aussi fournir à travers son propre filtre. Ceci est vrai pour l'histoire comme pour tous les autres médias. La liberté d'expression et la créativité font aujourd'hui autant partie de la *Thainess* qu'en fait partie la censure. Il s'agit ici aussi d'une question de forme et de contenu : la liberté est une réalité qui doit néanmoins s'accorder à certaines règles et elle existe tant qu'elle est en accord avec les dictats de la *Thainess*. Un

chinois et d'une mère thaïe. Les suppositions de Skinner, basées sur la parenté de la dynastie Chakri, étaient que le roi Mongkut (Rama IV) était métis chinois (par les femmes, non par la culture, naturellement). Cf. William G. Skinner, *Chinese Society in Thailand. An Analytical History*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1957.

⁵² Thongchai Winichakul, *op. cit.*, p.8.

exemple de ceci est proposé dans le *Bangkok Post* du 31 octobre 2009 sous la plume du critique Kong Rithdee. Dans cette colonne, le désir de la Thaïlande de devenir « la plaque tournante de l'industrie créative dans l'ASEAN » par une politique de « liberté créative », est mis en parallèle deux semaines plus tôt avec la censure du film d'horreur *Haunted Universities* de Bunjong Sinthanamongkolkul et Sutthiporn Tubtim. Les scènes d'assassinat d'étudiants par un militaire étaient censurées, car elles « menaçaient la sécurité nationale ». L'Etat montrait par là le maintien de son refus de voir aborder explicitement le massacre du 14 octobre 1976 au lendemain des protestations des étudiants de l'Université Thammasat.

Néanmoins, comme le montrent les travaux de nombreux chercheurs thaïlandais, réviser l'historiographie officielle ne représente pas un tabou, ni un interdit. Cela a été fait et continue d'être fait, parfois de façon très critique. C'est ici qu'intervient ce que Billig appelle le « nationalisme banal » grâce auquel les nations se reproduisent : « Le nationalisme, loin d'être une humeur intermittente dans les nations établies, en est la condition endémique »⁵³. Ainsi, tout peut être dit par des chercheurs (à part, naturellement, aborder frontalement la Monarchie). Des critiques peuvent être émises sans que cela ne fragilise en rien l'historiographie officielle. Cette dernière est offerte aux Thais depuis leur plus tendre enfance, à l'école, dans la presse, les séries télévisées, les films, la publicité, les initiatives populaires, les cérémonies royales... Ce que Peter Jackson appelle « le régime thaïlandais des images » permet de donner une forme à la réalité sans besoin de prendre en considération ses fondements ou, même, remplacer le contenu par la forme, car celui-ci est considéré comme étant moins pertinent d'un point de vue social. Le « régime des images » existe pour tous. Il est déterminé par des facteurs socioculturels ancrés profondément (comme le concept de « garder la face » – par des actions en accord avec son propre rang social – ou de « connaître sa place » – *kalataesa* – ou encore d'« éviter les conflits » – *kraengchai*) et renforcé par des préceptes bouddhiques comme le fatalisme karmique, qui empêche de questionner sa propre place dans la société. Une importance toute particulière est accordée à l'apparence, à la surface visible, qui n'est pas censée correspondre exactement avec la réalité qu'elle représente. Selon P. Jackson : « Dans l'Occident en modernisation, c'était l'intériorité qui était conçue comme réelle, avec l'image considérée comme une « simple » surface exprimant ou suivant les contours de l'être intérieur. Dans le cas thaïlandais, la relation est inversée. C'est l'image de surface qui a le pouvoir de mouler l'être intérieur »⁵⁴.

⁵³ M. Billig, *Banal Nationalism*, London, Sage Publications, 1995, p. 6.

⁵⁴ Peter Jackson, « The Thai Regime of Images », *Journal of Social Issues in Southeast Asia*, 19/2, 2004, p. 211.

Dans ce canevas, les performances publiques, qu'il s'agisse de cérémonies royales, de films ou de séries télévisées, sont fondamentales dans la mise en forme de la *Thainess*, car elles délimitent les contours de la société idéale et participent ainsi à la définition de la façon dont elle doit s'afficher. Un film comme *Haunted Universities*, qui ressort un pan d'histoire incompatible avec la *Thainess*, ou le fameux *Syndromes and a Century* (Seng Sattawat, 2006) d'Apichatpong Wirasethakul, acclamé au Festival du film de Venise en 2007, qui montre des comportements considérés comme non thaïs⁵⁵, ne sont pas acceptables et ne peuvent donc être montrés en Thaïlande⁵⁶. Ces deux exemples de censure d'Etat montrent l'importance accordée en Thaïlande à la performance publique, mais aussi à l'image, dans la définition du bon comportement social. La structure sociale implique que les performances publiques fonctionnent en Thaïlande comme un miroir reflétant la forme idéale de la société, affichée partout, et donc qu'elles doivent être manipulées avec soin pour ne pas montrer une façade indésirable. La réalité invisible, tant qu'elle ne menace pas la sécurité nationale, a beaucoup moins de poids et peut donc être considérée comme indépendante du fonctionnement réel de la société. Ainsi, le fait que les scènes censurées de *Syndromes and a Century* ont été remplacées par des écrans noirs de même durée, représentant le pouvoir de la censure, n'est pas en désaccord avec le régime des images, tout comme ne l'est pas le fait que l'alcool ou les cigarettes soient brouillés dans les films. Le fait de cacher ouvertement des comportements considérés comme non thaïs, définis selon les contraintes de chaque époque, fait aussi partie du régime des images. De ce point de vue, le paradoxe qui semble exister entre un « Thaïlandais idéal » irréaliste mais constamment affiché et le véritable comportement social des gens n'en est plus un, car, du moment que la surface est respectée, la réalité trouve le chemin de son expression.

⁵⁵ Un moine jouant de la guitare ; deux moines jouant avec un ovni télécommandé ; des médecins buvant du whisky dans le sous-sol d'un hôpital ; un médecin embrassant sa compagne dans une salle vide.

⁵⁶ Ceci n'est peut-être qu'un phénomène passager : après 2001 a eu lieu une campagne pour l'ordre social et moral puis la remontée en puissance de la secte bouddhique *Santi Asoke*. Néanmoins, ceci montre la plasticité de la *Thainess*, qui s'adapte au vouloir des dirigeants.

Encart : le *Museum of Siam*, ou Darwin revisité par la *Thainess*

Le *Museum of Siam* de Bangkok s'est donné pour but la tâche complexe de répondre à la question : « qu'est-ce qu'un Thaï ? ». Le musée nous offre, sur trois étages, une visite didactique retraçant, de la préhistoire à nos jours, l'histoire qui a amené à l'identité actuelle.

Des temps préhistoriques, à travers les ossements de l'Homme de Lampang (500 000 ans), ceux plus récents de l'Homme de Krabi (25 000 ans, dont est néanmoins mise en doute la parenté avec les habitants actuels de la région, à cause de ses traits australo-mélanôïdes) et des restes de Mongoloïdes à Kanchanaburi, le mystère des origines du peuplement de la péninsule Dorée (*Suvarnabhumi*) est présenté, pour conclure que : « *Ceci est le mystère des origines 'thaïes', et il doit rester tel, jusqu'à ce que l'on possède de nouveaux éléments* ».

Le fil conducteur du musée est celui d'un peuple thaïlandais qui tout au long de l'Histoire, à travers ses rencontres, ses interactions, son évolution de « communautés isolées » à des États puissants et finalement à la Nation, a su acquérir les éléments nécessaires pour devenir ce qu'il est aujourd'hui. Ainsi, la visite est introduite par : *La question de 'qui' étaient les Thaïs reste problématique, car il est aujourd'hui reconnu que l'identité raciale est une illusion, ou, au mieux, une construction sociale basée sur des variables telles que la langue et la culture. La pureté raciale ne pouvait pas être maintenue à travers les temps, car les peuples se sont rencontrés et intermariés. Ceci est particulièrement vrai pour Suvarnabhumi, un creuset de langues et de cultures.*

Tout au long de la visite, résumée et joliment illustrée dans un guide bilingue intitulé *The Account of Thailand*⁵⁷, le fil conducteur est donc celui d'une région qui a évolué à travers les interactions et les emprunts entre les différentes peuplades qui se sont rencontrées dans le *Suvarnabhumi*. À la manière de la sélection naturelle de Darwin, ces interactions sont présentées de façon à montrer que les prédécesseurs des Thaïlandais ont su adopter et adapter le meilleur et rejeter ce qui n'était pas adapté, ce qui a conduit à l'identité moderne. Ainsi, « *au fur et à mesure que l'ancien village commençait graduellement à former des Etats avec des aires hégémoniques plus ou moins claires, les anciens systèmes locaux de croyance et rituels ont prouvé leurs limites face à des sociétés plus grandes et complexes. Ils ont donc commencé à accepter les idées de cultures plus efficaces (...). Ces nouveaux concepts n'ont pas été importés dans leur totalité, mais ont été sélectionnés selon leur pertinence par rapport aux traditions et besoins locaux. Le choix judicieux de certains éléments de la culture indienne ont amené des compléments à la civilisation indigène qui avait précédé (...)* » et « *(...) les Siamois étaient aussi très habiles dans l'adaptation de ce qu'ils voyaient au goût indigène. Ils ont étudié les arts du Cambodge, de la Chine, d'Europe, d'Inde, de Perse et autres, créant ainsi le style d'Ayutthaya* ».

Suivant la même logique, la croissance d'Ayutthaya et l'émergence du Siam sont expliquées par cette « sélection culturelle » et par ce pot-pourri qui ont permis la création d'une société multiculturelle, dont la force résidait dans les emprunts soigneusement choisis :

⁵⁷ *Museum of Siam. The Account of Thailand. Souvenir Guide.* Published by Institute of Discovery and Creative Learning.

« (...) L'Etat siamois a désigné des aires d'occupation pour chacune des 'populations' majeures [...]. Ayutthaya est devenue un melting pot de races et de cultures. Les langues et cultures ont été adoptées et adaptées, les gens de différentes races se sont intermariés. Comme résultat, le Siam s'est développé en donnant naissance à une culture flexible et sophistiquée, mise en valeur par la variété des influences dont jouissait Ayutthaya ».

Le deuxième étage du musée est consacré à la création de la Nation, par la délimitation de ses frontières et par les réformes de Rama V. Si l'épisode de Pak Nam n'est présent qu'en filigrane, suggérant que les accords entre le Siam, les Anglais et les Français ont été au détriment de la population qui « perdait la dignité de sa propre identité culturelle », les évolutions successives de la cartographie du pays sont bien montrées, probablement inspirées par le travail de Thongchai Winichakul. La période nationaliste de Phibun Songkhram n'est pas épargnée dans la visite, et le dictateur est dépeint dans ses propos racistes, que le musée a pour but de démonter. Le fil conducteur est donc maintenu, celui d'une Thaïlande qui s'est construite par une sorte de darwinisme culturel, qui exclut donc une « race » thaïe.

Finalement, et à juste titre, le musée ne répond pas directement à sa question initiale, mais propose une explication darwinienne à l'évolution de la société thaïlandaise, dont l'expression culmine dans l'un des passages du guide :

« Après 3000 ans, qu'est-il advenu de l'ADN du khwampenthai ? Le khwampenthai, ou 'typiquement thai', est solidement basé sur différents terrains comme l'habilité d'adopter de façon sélective et de s'adapter pour obtenir un caractère unique ».

Avec la création d'une historiographie nationale et la définition du « soi » à travers celle de « l'autre », il faut aussi envisager la problématique de « l'autre interne ». Le territoire de la Thaïlande (comme l'Asie du Sud-Est dans sa totalité) est constellé de différentes populations qui possèdent chacune sa culture et ses normes. La création de la Nation thaïlandaise, et avec elle des Thaïlandais, doit donc se confronter avec cette diversité pour pouvoir former ce qu'Anderson⁵⁸ appelle une « communauté imaginée », « souveraine » et « limitée » par des frontières qui étaient inexistantes, du moins dans leur forme actuelle, quand la norme était celle de systèmes tributaires multiples. Cette étape de la création de la nation n'est pas limitée à la Thaïlande, car elle constitue une part importante dans la création d'une unité là où la diversité est la règle. Il est en effet considéré comme nécessaire pour une nation de créer l'unité là où prédomine la diversité (le choix originel fait par la Thaïlande) ou de traiter de la diversité d'une façon unitaire et relativement « universelle » (ce qui a été fait dans les pays voisins et qui est envisagé actuellement en Thaïlande).

⁵⁸ Benedict Anderson, *Imagined Communities: Reflections on the Origin and Spread of Nationalism*, London - New York, Verso, Revised Edition : 1991 (1^{ère} édition : 1983).

Là où existe la diversité, où coexistent plusieurs formes d'organisation sociale et politique, il paraît nécessaire de les unir pour créer une nation, et cette union peut s'effectuer par l'homogénéisation ou par l'organisation de la diversité. La Thaïlande, contrairement à ses voisins, a choisi dans un premier temps la voie de l'assimilation par l'homogénéisation : la citoyenneté a été définie comme un élément à part entière du fait d'être thaï (et c'est là que le Thaï ethnique a tendance à se confondre avec le Thaïlandais). En conséquence, tous les groupes ethniques ne peuvent pas être reconnus comme citoyens et ne peuvent donc pas bénéficier de tous les avantages de la citoyenneté. Comme le fait remarquer Ronald D. Renard⁵⁹, au Laos les 236 groupes ethniques officiels sont subdivisés en *Lao Sung* (les Lao des hauteurs), *Lao Thoeng* (les Lao des terres moyennes) et *Lao Lum* (les Lao des plaines, qui comprennent les Lao ethniques dominants), et chacun possède la nationalité. En Chine, les Han représentent l'ethnie majoritaire, au Viêt Nam ce sont les Kinh. Tous les autres groupes ethniques conservent leur ethnonyme. Il n'en va pas de même en Thaïlande, où de nombreuses minorités ethniques (souvent nomades, comme, par exemple, les Karen et les Akha au nord, les Moken⁶⁰ au sud...) passent à travers des changements continuels dans les politiques qui les concernent. Nombre d'entre elles ne sont pas considérées comme thaïes, car elles ne correspondent pas aux critères définissant la *Thainess*⁶¹. L'aspect changeant des politiques appliquées à ces minorités ethniques, qui se retrouvent à être parfois *Thai*, parfois non *Thai* ou encore potentiellement *Thai* (et donc sédentarisées, expulsées, enfermées...) est un autre aspect de la plasticité et de la malléabilité relatives du concept de

⁵⁹ Ronald D. Renard, « Creating the Other Requires Defining Thainess against which the Other can exist: Early-Twentieth Century Definitions » *op cit.*

⁶⁰ Les Mokens sont quelques milliers de nomades de la mer qui vivent à cheval entre la Thaïlande et la Birmanie. Cf. Ivanoff, J : *Les naufragés de l'histoire ; les jalons épiques de l'identité moken*, Les Indes Savantes, Paris, 2004. Pour leur nationalisation cf. Olivier Ferrari, « How to be Thai and Sea Gypsies? Technical, Cultural and Ritual Syncretism », in Sirindhorn Anthropology Centre (ed.), *Chaolay: Ethnic Dynamism and Cultural Revitalization*, Bangkok, Chulalongkorn University Social Research Institute, Ambassade de France à Bangkok, Irasec, La Fête, 2009 (a).

⁶¹ Cf. par exemple K. Kampe, « The Culture of Development in Developing Indigenous People », in D. McCassil & K. Kampe (eds), *Development or Domestication? Indigenous People of Southeast Asia*, Chiang Mai, Silkworm Books, 1997(a), p. 132-183 ; K. Kampe, « Introduction: Indigenous People of Southeast Asia », in D. McCassil & K. Kampe (eds), *Development or Domestication? Indigenous People of Southeast Asia*, Chiang Mai, Silkworm Books, 1997(b), p. 1-25 ; Jacques Ivanoff, « Change, Resistance or Cultural Permanence among the Sea Faring Populations? », Actes du séminaire Irasec-Cusri, *Southern Ethnic Dynamism: the Andaman Littoral and Marine Populations*, Bangkok, 28 novembre 2008, Chulalongkorn University, 2009 ; Olivier Ferrari, *op. cit.* 2009 (a), p. 30-43 ; Olivier Ferrari, 2009 (b), p. 75-94.

Thainess. De plus, ceci montre les limites à l'intérieur desquelles la *Thainess* permet le particularisme. La diversité culturelle est la bienvenue, pour autant qu'elle réponde à certaines règles. Néanmoins, dès que ces règles sont outrepassées, la diversité devient une menace à l'unité, à l'identité ou à la sécurité nationales. C'est le cas pour plusieurs minorités ethniques, mais aussi pour les trois provinces les plus au sud, Yala, Pattani et Narathiwat⁶².

Ces minorités donnent à la *Thainess* l'opportunité d'incarner, à l'intérieur du territoire national, l'altérité qui justifie son existence. Dans une vision évolutionniste de la société très diffusée en Asie du Sud-Est, elles sont considérées comme étant archaïques, primitives, pas prêtes pour la *Thainess*. Le nombre impressionnant de projets de développement entrepris auprès d'elles, souvent sous le contrôle de l'armée, en est une expression. Selon les standards thaïlandais, ces peuples doivent changer, s'adapter aux exigences du gouvernement central de Bangkok qui systématiquement choisit leurs territoires traditionnels pour installer des parcs nationaux dans lesquels même la cueillette d'herbes est interdite. Ils sont forcés à la sédentarisation, à vivre dans des maisons portant des numéros avec des *thabian ban*⁶³, à parler le thaï. Rappelons que les *Hill tribes* (terme anglais officialisé en Thaïlande définissant les peuples montagnards appelés en thaï *chao khao*, « habitants des montagnes ») ont été successivement accusés d'aider l'ennemi communiste et d'être à la source du trafic de drogue et d'opium. Il est vrai que les communistes ont utilisé les Hmong pour lutter contre le gouvernement, et il est vrai que l'opium a été cultivé, mais les accusations à l'origine du développement forcé des minorités ont été généralisées à l'ensemble des minorités, faisant d'elles un ensemble homogène caractérisé par des traits négatifs par rapport à la *Thainess*. Aujourd'hui, elles sont accusées de nuire à l'environnement. Ainsi, en 2008, la Ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement, Anongwan Thepsuthin, a proposé de contrôler les naissances des *Hill tribes* et des Moken pour « protéger la forêt » en évitant leur accroissement démographique⁶⁴. Selon la Ministre, c'est pour un motif rationnel (la protection de l'environnement) que les « populations indigènes » devraient être stérilisées ; elle a justifié sa proposition en déclarant que celle-ci n'est pas contraire aux droits de l'Homme

⁶² Cf. Ivanoff dans ce volume.

⁶³ Document officiel qui existe pour chaque maison, et dans lequel est reportée la liste de toutes les personnes rattachées à la maison.

⁶⁴ Il est inutile de rappeler que les populations nomades, contrairement à celles sédentaires, tendent souvent à maintenir une démographie plus ou moins stable, contrôlée par des stratégies diverses. Cette stabilité est nécessaire à la perpétuation de leur mode de vie : par exemple, dans le cas de l'essartage, une trop grande densité démographique rendrait la pratique non-viable. Cf. *Bangkok Post*, 18.5.2008, p. 4.

étant donné qu'elle-même était stérilisée... Cette forme d'« éco-racisme », comme l'appellerait Lohmann⁶⁵, est la facette la plus récente de l'ancien conflit qui met les minorités montagnardes ou marines face aux majorités des plaines. Il n'est pas l'apanage de la Thaïlande, et concerne toute la région.

Cette opposition a toujours existé, mais elle a pris la forme d'une confrontation pendant l'époque coloniale et ensuite d'une véritable guerre silencieuse après la création des États-Nations et de leurs frontières. Dans cette « guerre », les armes ont toujours été inspirées par des enjeux internationaux de l'époque : guerre contre le communisme ou l'impérialisme selon les pays, éradication de l'opium et aujourd'hui protection de l'environnement. Lohmann nous fournit l'exemple d'un projet proposé en 1996 par la Banque asiatique pour le développement (le projet intitulé *Poverty Reduction and Environmental Management in Watersheds in the Greater Mekong Subregion*) qui aurait impliqué 60 millions de personnes en Chine, au Laos, en Birmanie, en Thaïlande et au Cambodge afin de « réduire la population dans les zones montagneuses et l'amener à une vie normale⁶⁶ ». La relation avec une « altérité interne » est commune aux différents pays de l'Asie du Sud-Est. Ces territoires recouvrent des symboliques connotées négativement (aléatoires, peuplés d'esprits dangereux...) et les populations qui y vivent sont alors définies comme représentant « l'autre » et donc comme « anormales ». C'est un fait acquis, presque banal, mais pour quelle raison, au moment où l'usage des terres est soumis à des normes légales modernes⁶⁷, les dépossédés sont souvent ces « minorités » à la différence des riziculteurs des plaines qui maintiennent leur usage ? Une correspondance entre l'appartenance nationale, le territoire et l'ethnicité serait prépondérante, et tournons-nous vers le passé pour esquisser un élément de réponse. Le système traditionnel opposant les *Tai* (la classe lettrée dominante dans le passé) aux *kha* (les anciens « sauvages », « barbares », aujourd'hui nommés « minorités ethniques » ou « peuples indigènes ») en termes de culture et territoire est aujourd'hui reflété dans une partie de l'essence de la *Thainess*. À l'origine de cette reconnaissance, des standards internationaux

⁶⁵ L. Lohmann, « Ecology as Racism - Forest Cleansing Racial Oppression in Scientific Nature Conservation », The Akha Heritage Foundation, 1999. www.akha.org/content/environment/ecoasracism.html.

⁶⁶ « Reduce the population of people in mountainous areas and bring them to normal life. » Citation de N. Morita, Vice President de la BAD, in Nantiya Tangwisutijit, « Relocation in Sight for the Hill People », *The Nation*, 4 août 1996.

⁶⁷ Ceci est assez récent, depuis le début du XX^e siècle. Néanmoins, ces normes légales ont très souvent été mises au second plan par rapport à la propriété traditionnelle. Dans des temps « normaux » (lorsque les terrains ne sont pas sujets à des appétits politiques ou financiers) le droit d'usage est bien plus employé que celui défini par la loi.

affichés en surface par les autorités thaïlandaises qui ont intérêt à conserver vivantes les racines culturelles de l'organisation sociale de leur passé.

Il est difficile de traiter de cette altérité interne, car elle ne peut être perçue comme un problème à résoudre qu'à partir du moment où le territoire est délimité et normalisé au regard des règles internationales. Avant la création de la nation et de ses frontières, cette altérité était reconnue, cataloguée et connotée négativement mais elle jouait un rôle dans ce qui a précédé la Thaïlande moderne sans poser de problème. Depuis lors, elle questionne l'essence même de la *Thainess* : comment s'y prendre avec des non-Thaïs qui devraient être thaïlandais ? De nos jours, l'unité du pays est présentée dans les médias thaïlandais dans sa diversité culturelle. Les images montrent une grande fraternité entre les musulmans du Sud, les montagnards stéréotypés, les citadins de Bangkok et les riziculteurs du Nord-Est. Si la trilogie de la *Thainess* était « Nation, religion et roi » (*chat, sasana, phra maha kasat*), aujourd'hui la clé de l'unité se trouve dans un multiculturalisme limité et codifié, dans lequel chacun a le droit à sa religion, dont le roi, bouddhiste, est le protecteur. Néanmoins, ceci n'est en fait que la vision officielle, car cette unité dépend de facteurs qui sont en relation avec la *Thainess* : il est vrai que les représentants des minorités montagnardes peuvent entrer dans la communauté thaïlandaise, mais pour cela ils doivent adopter un mode de vie et des habitudes thaïs, ils doivent être « normalisés ». Ainsi, pour le moment, tous n'ont pas le droit à la nationalité, la raison invoquée étant qu'ils sont entrés en Thaïlande « récemment » et par des voies non contrôlées et n'ont donc pas de papiers d'identité. Hayami⁶⁸, dans l'introduction au volume spécial d'*Asian Studies Redefining Otherness from Northern Thailand* donne l'exemple du *Tribal Research Institute* (TRI), qui fut dissout en 2002 et dont l'héritage est un musée placé sous l'autorité du *Tourism Authority of Thailand* à Chiang Mai.

Dans les quatre étages de ce musée sont exposés, de bas en haut, des éléments de la culture matérielle traditionnelle des montagnards, les efforts entrepris par le gouvernement pour les « développer » et les amener à un « développement social, éducationnel et moral », la relation de ces peuples avec le bouddhisme, et enfin la bienveillance du roi, et en retour la fidélité des montagnards envers lui. La fermeture du TRI en 2002 et les efforts entrepris par l'Etat pour se tourner vers le multiculturalisme, participent de la vision évolutionniste de la société. Après avoir conduit les montagnards aux valeurs de

⁶⁸ Yoko Hayami, « Redefining “Otherness” from Northern Thailand. Introduction: Notes towards Debating Multiculturalism in Thailand and Beyond », *Southeast Asian Studies* 44/3, 2006, p. 283-294.

la nation thaïlandaise, la diversité de ces peuples est acceptée et même promue et affichée par l'Etat. Mais, en mettant en exergue les aspects matériels de leur diversité sous le drapeau d'un multiculturalisme contrôlé (domestiqué, devrions-nous dire), la culture est dissociée des autres aspects de leur existence. Des années de réflexions sur ce qu'on appelle en anglais le *Hill Tribes problem*, de développement armé, d'expulsions, de sédentarisation forcée, ont conduit à la délimitation de frontières à l'intérieur desquelles une diversité était concevable au regard de la *Thainess*. La culture a été folklorisée dans des buts touristiques et restreinte à son existence commerciale pour être acceptable. Et, même dans ce cas, ceci ne signifie pas que la diversité s'intègre à la *Thainess*. Celle-ci permet aux « vrais Thaïs », dont l'essence thaïe est incontestée, d'accepter que des populations comprises dans un certain éventail de diversité puissent maintenant être considérées comme thaïlandaises. La *Thainess* définit cet éventail ainsi que les efforts à entreprendre pour rentrer dans ce cadre. Mais qu'arrive-t-il lorsque la diversité n'entre pas dans l'éventail défini par la *Thainess* ? Les frontières internes de la *Thainess* ne sont pas définies par l'ethnicité, mais par l'idéologie : l'adhésion à des principes qui sont considérés comme « normaux » est l'étalon qui permet la distinction entre une diversité acceptable et une diversité menaçante. Mais, ce faisant, apparaît une nouvelle ethnicité qui permet l'intégration de certains traits culturels et le refus de certains autres. L'espace social thaïlandais ne correspond pas exactement à son espace géographique et ses frontières se font vagues au fur et à mesure qu'elles s'éloignent d'un centre qui représente et définit la vraie essence nationale du pays. En caricaturant, le multiculturalisme en Thaïlande pourrait être représenté par une femme Akha en habit traditionnel, souriante et faisant flotter au vent un petit drapeau thaïlandais ; la *Thainess* idéale serait un élève aux cheveux courts, impeccable dans son uniforme, parlant parfaitement le thaï du centre et apprenant la façon d'apporter sa contribution dans la construction de la Nation. À l'inverse, un musulman du Sud, culturellement malais, qui gère son territoire par des règles traditionnelles assises bien loin du système hiérarchique thaïlandais, représente l'inacceptable antinomie de la *Thainess* et ne correspond pas à cette nouvelle « ethnicité » définie à Bangkok.

3. Les majorités dominées

Même si la *Thainess* invoque une histoire commune et une ascendance commune, la Thaïlande, en dehors de ses minorités, est composée de plusieurs groupes ethniques ou culturels qui pourraient être définis comme des « majorités dominées » (ou, dans le cas des Sino-Thaïs, comme des « minorités domi-

nantes »⁶⁹). Dans ce contexte de multiethnicités, la *Thainess* fonctionne comme le bouddhisme, unissant les Thaïlandais en une communauté unique, partageant une caractéristique commune, sans que les particularismes locaux soient effacés pour autant. Il s'agit là d'une question de signifiant et signifié. Ainsi, le bouddhisme donne une forme aux croyances locales, les unit tout en maintenant leurs particularismes. Plus encore, il leur donne une raison d'être et une place dans un espace social plus large, leur permettant de survivre à l'échelle à laquelle elles sont confrontées. La cérémonie du dixième mois lunaire, lors de laquelle les portes de l'enfer sont ouvertes, est un exemple parmi bien d'autres. Il s'agit en effet d'une fête bouddhique officielle mais dont les modalités et les significations changent selon la région. À Phang Nga, par exemple, elle est caractérisée par un cycle complexe de dons et contre-dons entre les ancêtres des différentes populations présentes régulant ainsi leurs relations interethniques⁷⁰, tandis qu'à Ubon Ratchathani des offrandes sont faites sur les diguettes des rizières. On se rend ainsi compte de la grande diversité des pratiques et signifiés locaux dans ce qui est officiellement présenté comme la même cérémonie.

La *Thainess* fonctionne de la même façon, car elle est le signifiant qui permet à différents signifiés de s'adapter à un espace social dont l'échelle est aujourd'hui nationale. L'éventail de diversité autorisé par la *Thainess* correspond à la définition d'une « diversité homogène ». Les identités régionales comme celles des *Isan* ou des gens du Nord, qui possèdent notamment leurs propres langues, sont admises tant qu'elles ne sont pas en contradiction avec une identité plus globale. Des concepts comme *khwampenisan* (le fait d'être *Isan*) sont des produits dérivés de la *Thainess*, qui ne peuvent exister que dans le cadre d'une identité plus large, nationale. En considérant, comme l'a fait Keyes⁷¹, l'exemple du Nord-Est, on peut dire qu'il s'agit d'une région ethniquement Lao dont la population est intégrée en tant que majorité dominée à l'intérieur de la Thaïlande (un tiers de la population nationale y vit), mais qui a pu perpétuer son propre système de fidélités et son propre fonctionnement économique et rituel (qui est souvent très local, à l'échelle du village). À Bangkok, les *Isan* sont perçus comme des paysans rustres, sans éducation. En 2009, lors des manifestations des Chemises rouges, le dirigeant des Jaunes, Sondhi Limthongkul, proposait de restreindre le droit de vote aux personnes éduquées, excluant ainsi la masse

⁶⁹ Jean Baffie, « Les Chinois de Thaïlande, le cas d'une minorité dominante », *Historiens et Géographes*, n° 368 (Novembre-Décembre) 1999, p. 207-225.

⁷⁰ Olivier Ferrari, 2009 (b), p. 75-94.

⁷¹ Charles F. Keyes, « Ethnic Identity and Loyalty of Villagers in Northeastern Thailand », *Asian Survey*, 6/7, 1966, p. 362-369 et Charles F. Keyes, *Isan: Regionalism in Northeastern Thailand*, Cornell Thailand Project, Interim reports series, 10, Southeast Asia Program, Dept. of Asian Studies, Cornell University, Data paper, no. 65, 1967, XI + 86 p.

paysanne. L'identité isan existe en contraste avec celle du Centre, à laquelle elle est reliée par la nationalité, et avec celle du Laos, dont elle partage bien des traits communs, mais qui est dépeinte à l'école comme « arriérée ». Comme le souligne Keyes, les *Isan* disent souvent que les Laotiens leur ressemblent, mais rarement qu'ils ressemblent aux Laotiens.

Il semblerait donc que la *Thainess* soit en quelque sorte créatrice d'ethnicités, ou du moins d'identités locales ou régionales, en relation avec la nation. La création de frontières a séparé des populations, qui ont longtemps entretenu des relations à l'intérieur de berceaux culturels devenus aujourd'hui des limites (le tronçon du Mékong qui sépare l'Isan du Laos, par exemple, berceau de la riziculture lao est aujourd'hui une frontière entre des Etats). Tout ceci donne naissance à de nouvelles identités et à de nouvelles dynamiques culturelles en relation avec les frontières⁷². De même, la création de l'identité thaïlandaise, en mettant en exergue les différences existantes entre, par exemple, un Bangkokien et un *Isan*, donne lieu à la naissance d'une identité supra-régionale isan qui va au-delà des particularismes locaux. Ces identités supra-régionales n'existaient pas comme telles avant la création de l'État. Des phénomènes semblables ont lieu en d'autres circonstances, par exemple lorsque les nomades marins sont subdivisés, entre ceux ayant droit à la nationalité (les *Moklen* et les *Urak Lawoi*) et ceux n'y ayant pas droit (la majorité des *Mokens*⁷³). Ceci induit des adaptations de la structure rituelle de leur nomadisme, qui est le pivot de leurs relations avec les autres populations de la région ainsi qu'entre eux. Il en va de même pour l'adoption d'un endonyme commun (*chaole*, gens de la mer) qui fut autrefois un exonyme perçu comme péjoratif par les nomades. De plus, la présence de la frontière, la nationalisation et les politiques d'« enfermement » dans le parc national de Ko Surin, dans le Sud de la Thaïlande, induisent une « segmentation sociale » entre les *Mokens* de Thaïlande et de Birmanie, autrefois constamment en contact (ainsi qu'avec les *Urak Lawoi*) selon des modalités précises⁷⁴. Dans les provinces les plus au sud de la

⁷² Maxime Boutry et Jacques Ivanoff, *La monnaie des frontières. Migrations birmanes dans le Sud de la Thaïlande, réseaux et internationalisation des frontières*, Carnets de l'Irasec, série Observatoire, N. 2, Irasec/Observatoire des Trafics Illicites, Bangkok, 2009, 159 p.

⁷³ Les trois groupes de nomades de la mer partagent une origine austronésienne, mais se distinguent aux yeux des Thaïlandais par leur mode de vie et par les territoires qu'ils occupent ; ceci est à la base du traitement différentiel auquel ils sont soumis par rapport à la nationalité. Cf. Olivier Ferrari, « How to be Thai and Sea Gypsies? Technical, Cultural and Ritual Syncretism », *op. cit.*

⁷⁴ Maxime Boutry et Jacques Ivanoff, « De la segmentation sociale à l'ethnicité dans les suds péninsulaires ? Réflexions sur les constructions identitaires et les jalons ethniques à partir

Thaïlande, l'existence de la nation permet la mise en place d'une violence structurelle qui, à son tour, donne une place à la résilience d'une identité malaise, avec sa littérature orale, ses héros et ses croyances, à l'intérieur d'un canevas strictement musulman.

Ainsi, avec l'identité thaïlandaise arrivent des identités et dynamiques régionales comme des « produits dérivés » de celle-ci (le *khwampenisian*, par exemple). Dans ce contexte, la *Thainess* est le « contenant », le lien permettant l'expression et l'adaptation d'identités résilientes. En fait, la *Thainess* n'homogénéise pas vraiment la population de la Thaïlande, mais permet plutôt de définir une sorte de frontière entre les initiés et les non-initiés, en d'autres termes entre ceux qui sont considérés d'office comme possédant la *Thainess* et ceux qui doivent encore fournir des efforts pour faire partie de cette « communauté ». L'homogénéisation est tentée chez ceux qui sont nés sur le territoire mais qui ne correspondent pas aux critères de la nationalité. Quels sont ces critères ? Pour quelle raison un Karen ne possède-t-il pas de *Thainess* à la différence d'un Shan (*Thai Yay*) ? Une partie de la réponse repose dans le nomadisme transfrontalier ; il s'agit d'un résultat probable du mouvement Pan-thaï créé par Phibun Songkram⁷⁵ dans un souci d'unité pour donner accès à la *Thainess* à tous les groupes ethniques apparentés aux Thaïs. Néanmoins, ces explications ne sont pas suffisantes et de nouveaux éléments d'explication sont à trouver dans l'organisation sociale et politique traditionnelle qui reflète la situation actuelle sous bien des aspects.

4. La *Thainess* populaire

La *Thainess*, dont la définition répétons-le n'existe guère en dehors de la sphère politique, exprime des valeurs et des usages sociaux. Les populations urbaines, plus modernes au sens occidental du modèle, dictent les règles et fixent les valeurs, et sont ainsi considérées comme étant plus proches du Thaï idéal. Dans cette vision hiérarchique des choses, la population urbaine éduquée serait supérieure à la population rurale, en d'autres termes les citoyens connaîtrait

de l'exemple des pêcheurs birmans du Tenasserim », *Aséanie, Sciences humaines en Asie du Sud-Est*, Bangkok, éditions du Centre d'Anthropologie Sirindhorn, décembre 2008, p. 11-46.

⁷⁵ Le maréchal Phibun Songkram a été Premier ministre à la tête de la Thaïlande de 1938 à 1944, puis à nouveau de 1948 à 1957. Il a lancé le mouvement Pan-thaï en 1938 dans le but d'unifier la race thaïe et étendre l'identité nationale thaïe à toutes les ethnies thaïes, y compris les Shan.

mieux la *Thainess* que les ruraux. Il n'est donc pas étonnant que les Chemises jaunes aient proposé de limiter le droit de vote à la « population éduquée ».

En invoquant le « régime des images », nous pourrions dire que la population urbaine, considérée comme « plus thaïe », doit donner l'exemple et donc en quelque sorte définir les limites et les règles de ce que nous pourrions définir comme « *Thainess* populaire ». Une fois que le modèle urbain est accepté comme supérieur, la *Thainess* populaire trouve une nouvelle source de définition. Rappelons que pendant le régime de Phibun Songkhram, la discrimination entre les comportements à adopter et à refuser relevait du gouvernement : paradoxalement, porter l'habit traditionnel ou mâcher du bétel n'était pas considéré comme thaï, tandis que porter des robes et pantalons, ou s'embrasser avant de partir au travail étaient des comportements prescrits. Ces normes ont peu survécu après le gouvernement de Phibun Songkhram, et n'ont donc pas eu de succès, car elles étaient créées à partir de réalités lointaines. Néanmoins, l'objectif était de donner au pays un aspect civilisé (i.e. occidental), que la population urbaine, surtout à Bangkok se devait d'afficher. Il faut y voir un point de départ pour la *Thainess* populaire en tant que phénomène social. Bangkok en tant que miroir de la *Thainess*, Bangkok, la seule ville où les gens s'arrêtent de marcher pendant l'hymne national à 8h00 et 18h00, où ils reçoivent une amende s'ils crachent par terre, où il est difficile d'acheter de l'alcool en dehors des heures légales (une loi récente, datant de l'époque Thaksin). Quand le roi déclara que le chien était synonyme de fidélité, la classe moyenne urbaine se mit à acheter des chiens importés d'Europe⁷⁶. Ces nouveaux animaux de compagnie devinrent symboles de la classe moyenne, un lien social entre les personnes, un sujet de discussion et donc un nouveau moyen de communiquer dans un contexte où la communication est malaisée à cause des contraintes imposées par la *Thainess*. Les mots du roi ont généré un symbole social et un moyen de communiquer avec la *Thainess*. Le phénomène s'est ensuite organisé de lui-même ; des magasins spécialisés pour chiens sont apparus ; le cinéma s'est intéressé à eux et bientôt l'ensemble de la société thaïlandaise a succombé à cette nouvelle passion, une passion thaïe devenue partie intégrante du « régime des images ». La *Thainess* comme instrument politique a donné naissance à une *Thainess* populaire, un concept qui se redéfinit lui-même constamment au carrefour entre les décisions des dirigeants, la relation des populations urbaines avec le monde global et la résilience des systèmes sociaux précédant les réformes. La *Thainess* est un moyen d'adapter des systèmes sociaux archaïques à un monde de plus en plus global et occidentalisé, sans toutefois les anéantir ; elle représente un mode de vie idéal

⁷⁶ Les chiens en provenance d'Europe étaient très différents de ceux des rues de Bangkok jusqu'à ce moment-là et qui ne suscitaient que dégoût parmi la population.

basé sur une unité fantasmée séparée des réalités du local. Dans les villages, la *Thainess* se résume au lien avec la population urbaine et au respect pour le roi, qui représente plus un symbole d'unité et une entité spirituelle qu'une personne humaine.

L'existence paradoxale de la *Thainess*, et l'histoire de sa création et de son instrumentalisation (de Rama VI à Phibun Songkhrum et aux dirigeants actuels), offre un élément d'explication au haut niveau de corruption qui règne dans le pays. Le système légal centré à Bangkok n'a jamais complètement remplacé les lois coutumières qui sont insérées à ces niveaux comme des éléments des structures sociales résilientes. Dans les provinces, la propriété foncière a toujours été sujette à des lois locales et l'apparition d'une législation fort complexe pour remplacer les structures précédentes n'a jamais été complètement appliquée. A titre d'exemple, le tsunami de 2004 a révélé les faiblesses rencontrées par les lois de l'Etat par rapport au droit d'usage en vigueur localement. La catastrophe, tout en donnant à l'État l'opportunité de prendre le contrôle de la propriété foncière dans le Sud, n'a pas suffi pour lui permettre de passer outre les structures locales. Les parrains locaux (*chao pho*) sont toujours puissants, les anciennes relations de pouvoir et le clientélisme sont toujours vivantes ainsi que les appellations qui y sont associées (*nai hua, chao pho, thaokae...*) ; ces relations et structures sociales régulent toujours les lois locales. De plus, leur influence s'étend auprès des élites politiques, au niveau provincial mais aussi national. Ici encore, l'écart existant entre l'apparence donnée par la *Thainess* et les véritables mécanismes qui régulent le pays est structurel et représente le chemin progressif entre le passé féodal et clientéliste et l'État-Nation moderne. La Thaïlande, à travers le processus de *siwilai*⁷⁷, a adapté ses structures profondes à la réalité internationale sans en modifier les contenus. Ceci a eu lieu à tous les niveaux, du local au régional. Ainsi, si le pouvoir des lois traditionnelles, des esprits des lieux et des structures politico-religieuses régionales a diminué donnant plus de place à l'autorité de l'État, ce pouvoir n'a jamais disparu et continue d'être très présent. Peut-être, d'une construction idéologique visant à façonner et contrôler l'unité sociale de la population et du territoire, la *Thainess* a-t-elle agi comme une « couverture » permettant la perpétuation de cadres culturels particuliers dans chaque région en leur donnant une place dans une réalité plus globale et en créant une nouvelle multiethnicité.

⁷⁷ De l'anglais *civilize*. Il s'agit du processus de réformes entrepris sous le roi Rama V (règne : 1868-1910) pour que le pays apparaisse aux yeux des occidentaux comme « civilisé ». Le mot *siwilai* a été popularisé ensuite sous Rama VI (règne : 1910-1925).

Conclusion: hier ne meurt jamais

Le but de ce chapitre était de discuter de la *Thainess*. Nous n'avons pas tenté de la définir, car, comme bien d'autres auteurs, nous soutenons l'hypothèse qu'elle ne peut pas être définie. Plus encore, si le terme ne change pas, son contenu, fût-il vague, est souvent modifié selon les intérêts des classes dirigeantes. Néanmoins, l'inexistence d'une définition autre que par exclusion confère à la *Thainess* toute sa réalité sociale. Cette malléabilité du concept de *Thainess* a lieu dans le canevas d'anciennes relations sociales basées sur le clientélisme. Des concepts comme celui de la loyauté, du respect pour les dirigeants, clamés chaque jour dérivent directement d'anciennes relations sociales qui ont perduré. A travers l'éducation, à travers les médias et les performances publiques, la *Thainess* est devenue un lien unissant les populations composant le pays, mais aussi la limite idéologique entre eux et des « autres » constamment redéfinis. Sa rigidité et son étroitesse, ainsi que sa distance avec les structures sociales qui régulent les réalités locales, ont probablement renforcé le régionalisme, en agrandissant l'écart entre la ville (Bangkok) et la campagne (le reste du pays). En ceci, la *Thainess* populaire continue de jouer un rôle majeur, car, en adaptant un concept étroit et inapplicable, elle perpétue des systèmes locaux résilients en leur redonnant une apparence acceptable. Cette différence entre ce qui est officiel et ce qui est réel est rendue possible par une *Thainess* moulée entre autres dans la vision bouddhique de la relation entre la forme et l'apparence (une partie importante du « régime des images »), dont l'efficacité paradoxale l'entraîne à maintenir en vie, ce qu'elle est vouée à détruire. L'invocation de l'unité donne ainsi naissance à une nouvelle ethnicité conceptuelle qui, plutôt que de détruire les identités préexistantes, leur permet de s'adapter, en l'adoptant comme une partie d'elles-mêmes, aux nouvelles réalités nationales et internationales pour perpétuer leur existence dans un contexte de multiethnicité.

Ailleurs en Asie du Sud-Est, des concepts similaires à la *Thainess* font leur apparition. Les termes *burmeseness* ou *malayness* ont été créés, mais, contrairement à la *Thainess*, ils ne semblent pas socialement efficaces, car ils ne représentent pas des valeurs sociétales ni des réalités préexistantes, fussent-elles idéologiques ou historiques ; ils ne peuvent donc pas réguler l'identité nationale. La *Thainess* crée une ethnicité en relation à la nationalité, tandis qu'au niveau local, elle permet aux peuples de se perpétuer et s'adapter. Ainsi, d'application impossible, la *Thainess* se transforme en un objet social abstrait qui peut être inséré dans le local qu'il englobe comme des parties d'une unité prétendument homogène. La corruption et le clientélisme fonctionnent la Thaïlande et la

Thainess, censée les remplacer et est néanmoins l'engrais qui leur permet de fleurir. La *Thainess* est un paradoxe, qui permet de créer de l'ethnicité sur une base idéologique, tout en perpétuant des systèmes sociaux et des ethnicités qui, en apparence, ne sont pas compatibles avec elle. Là où le conflit est réel, (dans le cas des populations nomades ou des provinces de l'Extrême-Sud). La *Thainess* devient le canevas dans lequel la diversité doit rentrer pour être acceptée. Néanmoins, en faisant cela, la *Thainess* donne inmanquablement naissance à du conflit. La Thaïlande a pourtant trouvé un moyen d'adapter sa surface aux exigences internationales tout en préservant des logiques culturelles, en d'autres termes, le pays a réussi à maintenir un État paradoxal à cheval entre apparence et réalité.

Une crise multicolore

État des forces en présence

Arnaud Leveau

La Thaïlande ne sourit plus. Le consensus thaï a volé en éclats et les déséquilibres anciens de la société thaïlandaise apparaissent au grand jour⁷⁸. Depuis 2005 et les premières manifestations du mouvement dit des Chemises jaunes, la Thaïlande traverse une crise dont l'issue demeure encore incertaine⁷⁹. Des incidents violents se sont succédés sans qu'il soit aisé de s'y retrouver tant le rideau qui entoure les différents centres de pouvoirs reste épais. Depuis l'occupation du site de Ratchaprasong au centre de Bangkok (3 avril – 19 mai), les divisions au sein de chaque camp se sont accentuées rendant utile la présentation d'un état des lieux des forces en présence.

1. Thaksin, un enfant du système, mais qui lui a échappé

Les premières années de l'ascension de Thaksin sont aussi celles de l'entrée politique d'un nombre important d'hommes d'affaires prêts à contester l'emprise de l'armée sur la société. Ce changement dans les cercles dirigeants a ouvert la voie au mouvement rouge actuel en brouillant les cartes du partage classique du pouvoir et de l'argent. Cette nouvelle donne politique a contribué à éclairer les habitants sur la réalité de la structure des élites en remettant à plat le rôle de chacun des protagonistes. La constitution de 1978⁸⁰ permettait de trouver un équilibre entre la préservation des intérêts de l'élite bureaucratique civile et militaire et les attentes des milieux d'affaires. Tout en limitant un certain nombre

⁷⁸ Ferrara Frederico, *Thailand Unhinged: Unraveling the Myth of Thai-Style Democracy*, Equinox Publishing, 2010, 152 p.

⁷⁹ Manifestations récurrentes, coup d'Etat militaire, six partis politiques interdits, état d'urgence régulièrement appliqué à Bangkok et dans certaines provinces ...

⁸⁰ La constitution de 1978 est celle qui à ce jour est restée en application le plus longtemps. Elle ne fut abrogée qu'en 1991.

de libertés publiques, le gouvernement de Prem Tinsulanond (1980-1988) avait autorisé l'organisation de plusieurs élections législatives (1983, 1986, 1988) et donc le renforcement des partis politiques. Cette période fut marquée par une lente érosion du pouvoir des militaires au profit des milieux d'affaires et des professionnels de la politique. Les hommes d'affaires de Bangkok, qui se lançaient dans la politique, soutenaient alors franchement le processus démocratique puisqu'il allait dans le sens de leurs intérêts. Au début des années 1990, Thaksin entre à son tour en politique. En 1994, il tenta de sauver le parti Phalang Dharma de Chamlong Srimuang⁸¹, ancien gouverneur de Bangkok et « héros » des manifestations de 1992, et vivait sa première expérience gouvernementale comme ministre des Affaires étrangères du Démocrate Chuan Leekpai d'octobre 1994 à février 1995.

La crise économique et financière de 1997 va créer les conditions du succès de Thaksin en 2001. Les conséquences de la forte dévaluation du bath n'épargnèrent personne. Les milieux d'affaires de Bangkok, les masses rurales, les petits entrepreneurs de province furent tous touchés et subirent de plein fouet les conséquences de cette crise. Thaksin comprit rapidement qu'elle avait fait naître chez les intellectuels et les milieux associatifs, en quête de reconnaissance et de considération après avoir longtemps été laissés de côté, un désir de s'impliquer davantage dans la vie politique du pays. Il prit également conscience que le processus de mondialisation des échanges était devenu irréversible et que la Thaïlande devrait s'y adapter rapidement pour ne pas se faire distancer par ses voisins ; il allait donner un nouveau cadre à la nation et rendre obsolètes de nombreux arrangements jugés dépassés. Le 14 juillet 1998 avec vingt-trois membres fondateurs, Thaksin fonda son parti, le *Thai Rak Thai* (TRT - les Thaïs aiment les Thaïs) avec un programme économique populiste. Au démarrage, le TRT ressemblait à un curieux attelage rassemblant des forces

⁸¹ Bouddhiste fervent, Major Général à la retraite et ancien gouverneur de Bangkok, Chamlong Srimuang s'est appuyé sur la secte bouddhiste *Santi Asoke* pour fonder en 1998 le *Phalang Dharma Party*. Avec des camarades de la septième classe de l'académie militaire de Chulachomkiao, il fut une des figures de proue du mouvement des « jeunes turcs » dans les années 1970. Ce mouvement « anti gauchiste » prônait la lutte contre la corruption des leaders du pays. Les jeunes turcs ont soutenu le coup d'Etat contre le gouvernement élu de Seni Pramroj et leur rôle dans les massacres de 1976 est encore sujet à débat. L'accession au poste de Premier ministre du Général Prem Tinsulanonda, dont Chamlong a été le secrétaire, marque sans doute l'apogée de l'influence de la septième classe. Chamlong a été à la tête du soulèvement antimilitaire de 1992. Il est aujourd'hui un des dirigeants du PAD et un farouche opposant à Thaksin Shinawatra. Il a soutenu le coup d'Etat de 2006 et s'est opposé à la feuille de route pour la réconciliation proposée par Abhisit Vejjajiva en avril 2010.

politiques disparates allant de la droite la plus conservatrice aux anciens militants étudiants des années 1970 proches du Parti communiste thaïlandais⁸². Rapidement, le parti de Thaksin se transforma également en pôle d'attraction pour les milieux d'affaires qui continuaient de souffrir des conséquences de la crise de 1997, notamment les promoteurs immobiliers et les entrepreneurs de travaux publics.

Favorable à une relance de l'économie par la dépense publique, le parti se mit à attirer des dizaines de responsables de groupes industriels de Bangkok. Le phénomène était nouveau. Les années 1980 furent en effet marquées par la prédominance des hommes d'affaires de province, qui après avoir constitué des groupes d'intérêts, avaient négocié leur force électorale auprès d'organisations partisans. Un nouveau mode de scrutin, uninominal à un tour, pour l'élection des 400 députés et une nouvelle loi électorale autorisaient la désignation à la proportionnelle de 100 membres du Parlement au scrutin de liste. Cette méthode permettait une sur-représentation des élus de Bangkok par rapport à ceux des provinces. Ces 100 sièges étaient en effet distribués proportionnellement aux partis ayant atteint au moins 5% des votes au niveau national. Ainsi, plusieurs grands patrons firent leur entrée au Parlement sans avoir à faire campagne. Il leur suffisait d'être bien placés sur les listes des partis victorieux. Si les intellectuels, travailleurs sociaux, activistes et universitaires continuaient de soutenir le parti, le TRT reçut également le soutien de puissants hommes d'affaires et d'anciens hauts fonctionnaires. Pour remporter la manche, Thaksin avait aussi besoin de l'aide de la myriade de petites entreprises qui composent le tissu économique thaïlandais. Pour conquérir cet électorat, le TRT joua sur le ressentiment lié à la crise de 1997. Si aucun mouvement d'envergure contre le FMI ne se développa à cette époque en Thaïlande, c'est sans doute par respect des autorités traditionnelles qui avaient accepté le remède imposé. Il n'en demeure pas moins que de nombreux entrepreneurs se sentirent trahis par un gouvernement qui leur avait promis le maintien de la parité bath/dollar et la préservation des lignes de crédit. En 2003, le remboursement avec éclats et deux ans d'avance de la dette de la Thaïlande à l'égard du FMI redonna fierté au pays et libéra la parole de ceux qui ne pouvaient s'exprimer contre les « intérêts supérieurs ». Cette parole libérée renforça en Thaïlande un sentiment anti-occidental et l'image de faiblesse du gouvernement précédent dans les milieux

⁸² On retrouve aujourd'hui encore d'anciens communistes dans le mouvement rouge bien que certains aient également rejoint les rangs des Jaunes, preuve s'il en fallait que la question des classes sociales en Thaïlande n'était pas encore réglée. Cf. Introduction de J. Ivanoff

défavorisés, un exutoire qui continuera de se développer et de s'amplifier les années suivantes.

C'est en s'appuyant sur la même logique, celle de l'aide aux victimes de la crise, que Thaksin se tourna vers les masses rurales. Il joua la carte du capital domestique contre le « grand capital international » en favorisant le microcrédit et les prêts à taux préférentiel à l'attention des zones rurales. Le TRT décida une relance de l'économie grâce au dynamisme des PME nationales. A la veille des élections de 2001, le parti de Thaksin se présentait comme celui du sauveur des entrepreneurs, tandis que le Parti démocrate, qui prônait le laisser-faire et l'autorégulation des marchés, paraissait être le défenseur des banquiers, des bureaucrates et de la finance internationale. Le gouvernement de Chuan s'était révélé incapable de répondre au mécontentement des cultivateurs et des ouvriers agricoles frappés par la forte baisse du prix du riz à l'exportation. Cette portion de citoyens était jusqu'ici uniquement considérée comme un réservoir de votes. De son côté Thaksin, sur le terrain, battait campagne et attirait vers lui des barons provinciaux de la politique dotés de solides « clientèles ». Il promit un moratoire sur les dettes et un prêt d'un million de baths pour chacun des 77 000 villages du royaume. Il s'engagea également à faciliter l'accès aux soins hospitaliers pour les plus pauvres moyennant un forfait de 30 baths. Il tiendra ces trois engagements au lendemain de son élection ce qui lui confère aujourd'hui encore un sentiment de reconnaissance dans les provinces rurales du Nord-Est.

En cinq années de pouvoir, Thaksin a fait preuve d'un volontarisme et d'un interventionnisme surprenants pour un dirigeant thaïlandais. Il a mit l'accent sur le développement national et le renforcement du marché intérieur tout en tentant de réduire les poches récurrentes de pauvreté notamment dans le Nord-Est⁸³. Pour réaliser ces objectifs, il imposa un style que l'on pourrait qualifier de « brutal » et qui provoqua de nombreuses réactions d'hostilité. Son ambition était de s'emparer de tous les leviers de l'Etat pour assurer une croissance économique favorable aux milieux d'affaires et au marché domestique. Pour la première fois, un responsable politique déployait simultanément son action sur trois plans : l'économie, la société civile et le système politique. Le bilan économique des années Thaksin est finalement plutôt positif. La Thaïlande

⁸³ Selon la Banque mondiale, les revenus des ménages dans la région du Nord-Est firent un bon de 46% entre 2001 et 2005. Voir le rapport : <http://siteresources.worldbank.org/INTTHAILAND/Resources/Economic-Monitor/2005nov-econ-full-report.pdf>. Le rapport insiste sur le fait que le nombre de pauvre serait passé de 12,7 millions en 2000 à 7,1 millions en 2004.

redevint une des économies les plus dynamiques d'Asie du Sud-Est et ses fondamentaux macroéconomiques furent stabilisés. Signe du regain de confiance des milieux d'affaires, la bourse de Bangkok enregistra la deuxième plus forte progression mondiale en 2003. Après des années de crise, les entreprises renouèrent avec les bénéfiques et l'industrie amorça son désendettement. Le taux de mauvaises créances des banques baissa fortement tandis que les capacités industrielles du pays se renforçaient. Des emplois furent créés, le pouvoir d'achat augmenta, toutes classes sociales confondues, et des prêts importants furent consentis au secteur rural. Le concept de *Dual Track* a été particulièrement novateur en jouant à la fois sur les moteurs interne et externe de l'économie. En fonction de la conjoncture, lorsque la demande extérieure faiblissait, le gouvernement pouvait mettre l'accent sur un vaste programme de dépenses publiques. Ce fut le cas en 2001-2002. Ces largesses ont été ensuite revues à la baisse quand la croissance est revenue en 2003-2004. La « Thasinomics » voulait sortir du modèle de développement économique classique en Asie Orientale basé depuis les années 1980 sur une croissance construite sur la demande extérieure et les exportations. La pensée économique de Thaksin, élaborée par son Ministre des finances, Somkid Jatusripitak⁸⁴, privilégiait la demande domestique en créant un marché local fort, en favorisant les entreprises nationales et en faisant appel à l'intervention de la puissance publique en cas de nécessité.

Sur la scène internationale, la Thaïlande de Thaksin a voulu (ré)occuper une place prédominante au sein de l'Asean et affirmer son rang dans le concert des nations. Elle se positionna comme un pays industrialisé à revenu intermédiaire qui n'entendait plus dépendre d'autrui. Elle est d'ailleurs passée en 2003 du statut de pays bénéficiaire de l'aide internationale à celui de pays donateur. La visite du président Jacques Chirac et de plusieurs ministres

⁸⁴ Cofondateur du groupe de presse Manager avec Sondhi Limthongkul, il fut directeur de *Saha Pattanapibul Group* et conseiller du *Stock Exchange of Thaïlande* ainsi que directeur de la *Petrol Authority of Thaïland*. Il a participé à la création du *Thai Rak Thai* dont il fut le numéro 3. Il a été ministre des Finances puis du Commerce de Thaksin Shinawatra dont il a également été le conseiller lorsque ce dernier était ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Banharn Silpa-Archa (1995-1996). Il fut aussi conseiller de Thanong Bidaya, ministre des Finances du gouvernement de Chavalit Yongchaiyudth (1996-1997). Il n'a pas été arrêté après le coup d'Etat de 2006 et a adopté un profil bas jusqu'en février 2007, date à laquelle il a été nommé à la tête du comité gouvernemental pour promouvoir le concept d'auto-suffisance économique prôné par le roi et qui fut rapidement dissous. Il a contribué à la création en mai 2007 du parti *Ruam Jai Thai* devenu depuis le *Ruam Jai Thai Chat Pattana*. C'est le plus petit des six partis composants actuellement la coalition au pouvoir.

accompagnés d'une forte délégation d'hommes d'affaires en février 2006, première visite d'un chef d'Etat français dans le royaume depuis l'instauration des relations diplomatiques entre les deux pays, illustre la nouvelle place occupée par le royaume dans la région. Thaksin cherchait à modifier la façon de faire de la politique en imposant un mode de management de « style PDG »⁸⁵. Il entendait ébranler le pouvoir de ceux qu'il appelait « les politiciens professionnels » et diriger le pays comme une entreprise. Si d'un point de vue macro-économique, le volontarisme et l'activisme de Thaksin et de son entourage remirent le pays sur les rails de la croissance, les critiques fusèrent rapidement dénonçant une méthode qui rapprochait trop ouvertement le milieu des affaires de celui de la politique. Ce n'était certes pas nouveau, mais Thaksin en a fait un système tout en oubliant de respecter certains codes de conduite traditionnels en Thaïlande⁸⁶. Il ne s'est pas contenté de vouloir influencer sur l'économie, il a également cherché à remodeler la société thaïlandaise et à contrôler le jeu politique. L'objectif était d'assurer la paix sociale dans le royaume. Thaksin brisait les habitudes politiques et un consensus traditionnel. Homme fort mais non dictateur, élu mais corrompu, populiste et populaire, il a redonné confiance aux paysans et au petit prolétariat du Nord-Est. Suite à la redistribution des cartes entre milieux d'affaires et politiciens Thaksin a donc, et sans doute involontairement, dressé un état des lieux de la société thaïlandaise en mettant pour la première fois face-à-face les « riches » et les « pauvres », les « citadins » et les « ruraux ». Cela est apparu évident lors des manifestations du début 2010. Ce face-à-face, comme toutes les oppositions binaires, permit à chacun de prendre conscience de soi et de constater le fossé existant. Thaksin mettait en lumière les archaïsmes du système thaïlandais. Désormais la société « civile » commençait à s'exprimer. Certes, elle est encore souvent manipulée par des politiciens, des hommes d'affaires ou par l'armée, mais des segments de la population jusqu'alors contraints au silence, comme les paysans, les intellectuels

⁸⁵ Il s'agissait sans doute de la réforme administrative la plus importante depuis le roi Chulalongkorn. Cette restructuration avait pour objectif de simplifier l'appareil administratif et à encourager la performance et les résultats. De nouveaux ministères ont été créés (ministère des Affaires sociales et du Développement humain, ministère du Tourisme et des Sports, ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, ministère de la Communication et de l'Information et ministère de la Culture). Alors que leur rôle était auparavant essentiellement protocolaire les gouverneurs de provinces sont devenus des gestionnaires aux côtés des fonctionnaires nommés par l'Etat. Dès 2003 les gouverneurs PDG ont été en charge de la planification et du développement dans leurs provinces respectives, assistés par des directeurs financiers nommés par le ministère des Finances. Ces mesures ont été annulées après le coup d'Etat de 2006.

⁸⁶ Voir les deux précédents articles de ce Carnet.

ou encore les journalistes, prenaient la parole et souhaitaient parler, notamment mais pas seulement, de l'Histoire et de la Thaïlande.

La stratégie politique de Thaksin répondait d'une manière critiquable (la guerre contre la drogue par exemple) mais efficace aux archaïsmes de la société. Produit du système politique, la figure de ce Premier ministre atypique devenait une créature qui échappait à ses concepteurs. La classe politique n'imaginait pas qu'elle avait créé un homme d'Etat qui pourrait aller aussi loin dans la remise en cause des fondements mêmes de l'institution. Cette perte de contrôle d'une partie des hommes du pouvoir explique pour une bonne part le fort caractère intra-élitaire de la crise depuis 2008. Rappelons aussi que si Thaksin est aujourd'hui haï par certains militaires et les milieux conservateurs, c'est aussi parce ces derniers se rappellent qu'ils se sont à plusieurs reprises retrouvés mêlés à ses affaires et qu'ils ont contribué à son ascension politique. Ses manières provocatrices et son style impérieux ont par ailleurs brusqué une classe politique très codifiée dans ses comportements hiérarchiques et son rituel. De symptôme d'une époque, Thaksin Shinawatra a été perçu comme une opportunité avant de ne représenter qu'un prétexte, pour ses partisans comme pour ses principaux opposants.

Sa volonté de pouvoir exponentielle l'a conduit à une collision avec le pouvoir royal qu'il semblait vouloir défier, à un moment où sa pérennité est sujette à discussion. Les risques inhérents à une telle attitude de confrontation avec le système a, semble-t-il, été mal mesuré par l'ancien Premier ministre. Il a voulu monter trop haut, trop vite, aveuglé par sa propre puissance. Il s'est comporté envers le roi comme si ce dernier n'était qu'un simple monarque constitutionnel (ce qu'il est officiellement). Depuis son éviction du pouvoir en septembre 2006, ses interventions, notamment sur la question de la succession du roi Rama IX, furent maladroites et ont été perçues comme des provocations par les milieux monarchistes⁸⁷. Cette indécision et cette ambivalence de Thaksin face à la monarchie a marqué le mouvement rouge jusqu'à aujourd'hui, personne ne sachant exactement comment aborder la question ni comment mettre le débat sur la place publique. D'origine chinoise, Thaksin serait resté insensible à la dimension supranaturelle qui entoure le monarque, comme s'il considérait ce dernier comme un acteur politique presque comme un autre⁸⁸. Et cela alors que

⁸⁷ Entretien avec Thaksin Shinawatra paru dans le magazine *Times* du 9 novembre 2009.

⁸⁸ En dépit d'un respect des règles formelles de la démocratie, la vie politique continue de se construire autour d'« hommes forts » au sens traditionnel du terme (basé sur la conception de « croire au chef », c'est-à-dire le suivre et lui obéir). Naguère, ces « hommes forts » se légitimaient par une capacité à protéger et à être équitable qui leur conférait une

l'avenir politique du Royaume reste toujours marqué par la place effectivement occupée par l'institution monarchique, aujourd'hui et à l'avenir.

2. Les jaunes, les paradoxes de l'Alliance du peuple pour la démocratie

Figure intellectuelle importante en Thaïlande, l'historien Thongchai Winichakul expliquait qu'il voyait en l'Alliance du peuple pour la démocratie (PAD - *People's Alliance for Democracy*) la menace la plus grave pesant sur la démocratie, encore balbutiante, dans le Royaume⁸⁹. Apparu fin 2005 et fondé début 2006 en réaction au style Thaksin, le PAD milite pour replacer la monarchie au cœur du système et surtout pour préserver les intérêts de l'élite au pouvoir. Cette dernière, perçue comme l'autorité morale la plus élevée dans le pays, serait la seule institution capable de moraliser le système et de nettoyer le pays des politiciens corrompus.

Les manifestations quasi permanentes organisées par le PAD en 2006 ont ouvert un espace pour l'organisation du coup d'Etat militaire de septembre de la même année, mais n'ont pas permis d'améliorer le dialogue entre les différentes couches de la société. Le changement de constitution, les poursuites judiciaires et les violentes campagnes de presse lancées contre Thaksin et sa famille n'empêchèrent pas les alliés du Premier ministre déposé de remporter largement

grande aura. Pour protéger le pays, il fallait respecter les lois de l'agencement de l'univers, savoir nouer des alliances avec les forces surnaturelles et repousser les attaques maléfiques. Pour faire régner la justice, il fallait soi-même respecter la loi du Bouddha et la faire respecter dans son intégralité. Cette dimension sacrée ne suffit plus à légitimer l'homme de pouvoir d'autant que dans la monarchie constitutionnelle c'est le roi qui s'en trouve investi, tout en étant privé de « pouvoir immédiat » sur les hommes.

⁸⁹ Thongchai Winichakul est professeur d'histoire de l'Asie du Sud-Est à l'université de Wisconsin-Madison. Il est notamment l'auteur de l'ouvrage *Siam Mapped: A History of the Geo-Body of a Nation* (University Press of Hawaii, 1997, 280 p.). L'ouvrage a profondément modifié l'historiographie traditionnelle thaïlandaise en affirmant que la Thaïlande n'a pas de légitimité historique et a créé un corps national illusoire avec des « vrais thaïlandais » au centre comprenant l'élite urbaine et les paysans de la plaine du Chao Phraya, le Nord-Est et le Sud n'étant pas considérés comme tout à fait thaïlandais. Cf. *Anti-Democracy in Thailand*, publié sur [http://deathpower.wordpress.com/2008/10/31/thongchai-winichakul-on-anti-democracy ...](http://deathpower.wordpress.com/2008/10/31/thongchai-winichakul-on-anti-democracy...) / lire également son analyse sur le mouvement rouge : *The "Germs": the Reds' Infection of the Thai political Body* publié sur <http://asiapacific.anu.edu.au/newmandala/2010/05/03/thongchai-winichakul-on-the-red-germs/>

les élections législatives de décembre 2007 et de reprendre, en moins d'une année, la gestion du pays. En réaction, le PAD redescendit dans la rue et occupa le bureau du Premier ministre, Somchai Wongsawat, beau-frère de Thaksin, forçant ce dernier à réunir son équipe dans l'ancien aéroport désaffecté de Bangkok. L'objectif du PAD était de manifester jusqu'à ce que le gouvernement élu tombe et qu'un nouveau système politique basé sur le suffrage censitaire soit mis en place. Ce fut la mise à jour d'une première et très importante ligne de partage entre deux catégories de Thaïlandais. Cette fracture entraîna une prise de conscience des « autres », les futurs rouges dont nous parlerons plus bas. L'occupation de l'aéroport international de Bangkok et le chaos que cette occupation engendra accélérèrent la chute du gouvernement en décembre 2008. Le renversement d'alliance permit au PAD de participer au nouveau gouvernement conduit par Abhisit Vejjajiva⁹⁰. La nouvelle équipe au pouvoir eut le soutien d'anciens alliés de Thaksin (notamment venus du Sud de l'Isan – la région Nord-Est), une stratégie d'intérêt à court terme qui remettait au goût du jour une ancienne manière de faire de la politique, de celle où les « citadins privilégiés » achètent le soutien des « pauvres ruraux » à travers leurs représentants, comme Newin Chichob qui retourna sa veste en faveur des démocrates en abandonnant Thaksin. Ces politiciens reprenaient un jeu traditionnel en Thaïlande, un jeu de factions et de réseaux sans autre programme politique que celui de servir ses intérêts.

Le PAD est une alliance hétéroclite qui fédère au moins quatre groupes ayant tous une bonne raison de s'opposer à la politique menée par Thaksin et son équipe. Le premier groupe rassemble, pour faire simple, l'élite urbaine de Bangkok. Cette élite a combattu, dans les années 1970 jusqu'au début des années 1990, les gouvernements militaires successifs. Le développement de la démocratie et des élections dans le royaume leur fit perdre une partie de leur superbe, donnant plus d'écho aux revendications des milieux défavorisés, qu'ils soient urbains ou ruraux. Comme nous l'avons expliqué plus haut, Thaksin a su parler et obtenir la confiance de ces milieux qui représentent, aujourd'hui encore, l'essentiel de l'électorat. Pour l'élite urbaine, les électeurs de Thaksin étaient pauvres, manquaient d'éducation et se révélaient de la sorte trop facilement

⁹⁰ Suite à une décision de la Cour constitutionnelle du 2 décembre 2008 ordonnant la dissolution du PPP et de deux autres partis de la coalition gouvernementale pour fraude électorale et interdisant d'activité politique pour cinq ans, le Premier ministre Somchai Wongsawat, beau-frère de Thaksin, le parti démocrate constitua une nouvelle coalition avec certains anciens alliés du gouvernement précédent, notamment le groupe des amis de Newin Chichob (*Bhumjaithai Party*) dont les élus viennent essentiellement du sud de l'Isan et qui sont à l'origine du mouvement dit des Chemises bleues.

influçables (pressions, corruption) pour comprendre le véritable enjeu des élections et la démocratie.

Le second groupe est composé essentiellement de représentants de ce que l'on pourrait appeler « la bureaucratie de pouvoir ». Jusqu'en 1973, sous les différents régimes militaires qui dirigèrent le pays, la Thaïlande était dirigée par des officiers et des technocrates persuadés d'être les plus capables de représenter l'intérêt public (un comportement traditionnel hérité de la structure féodale très hiérarchisée du Siam), sans pourtant que la collusion entre la fonction publique et l'armée ne soit un frein au développement économique du pays. A leurs yeux, les politiciens élus étaient trop souvent corrompus. Ils pensaient que la démocratie était une source endémique de corruption et que la politique menée par Thaksin conduisait le pays à sa perte. Depuis les années 1970, la progressive démocratisation du pays a ouvert la porte à de nouveaux hommes politiques qui contribuèrent à atténuer l'influence de la bureaucratie traditionnelle.

La troisième composante du PAD réunit des activistes de différentes organisations de la société civile et des syndicalistes réunis autour de la figure de Sondhi Limthongkul, homme d'affaires originaire de l'île chinoise de Hainan et propriétaire du groupe de presse *Manager*. Ces anciens « gauchistes » radicaux, qui pour beaucoup participèrent au combat pour la démocratie au cours des années 1970 et 1980, rejettent l'idéologie capitaliste portée par Thaksin. A leurs yeux, la mondialisation représente un danger aux conséquences nécessairement négatives pour le pays. Thaksin, qui a soutenu et continue de soutenir sans hésiter l'intégration de la Thaïlande à l'économie mondiale, est un représentant du « capitalisme du mal ». La rupture avec l'ancien système a été brutale. Thaksin a projeté la Thaïlande dans le XXI^e siècle et a accéléré son intégration sur la scène internationale sans que les élites traditionnelles n'aient eu le temps ni les moyens de s'y adapter⁹¹. Les jeux traditionnels de pouvoirs sont apparus obsolètes. La plupart des politiciens et des hommes d'affaires n'ont pas réussi à s'adapter. Ils se sont sentis débordés et ont prôné dès lors un retour aux vieilles recettes.

⁹¹ Thaksin a soutenu avec succès la candidature de Supachai Panitchpakdi au poste de Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce en 2002 puis en 2006 celle de Surakiart Sathirathai au poste de Secrétaire général des Nations Unies, mais sans succès pour ce dernier.

À la tête de journaux, de magazines, de sites Internet, d'une radio et d'une télévision satellite diffusé sur Internet (ASTV), Sondhi Limthongkul a rapidement pris un ascendant très fort sur le PAD⁹². Il s'est non seulement mis en scène quotidiennement sur les différents supports à sa disposition, mais a réussi à attirer de nouveaux supporters grâce à ses discours martelés sur sa chaîne de télévision et ses différents supports médiatiques. Son message politique, basé autant sur des faits que des rumeurs, des mensonges et un nationalisme exacerbé (par exemple avec la question du temple pré Angkorien de Preah Vihear), a progressivement transformé le mouvement. En 2008, le PAD se rapprochait plus d'une secte que d'une organisation politique classique. Composé de militants scandant des discours et slogans manichéens construits autour des notions de bien et de mal, le parti revendiquait une place logiquement au-dessus des lois tout en encourageant l'intimidation voire la violence contre ses opposants politiques.

L'Alliance du peuple pour la démocratie, ou ce qu'il en reste aujourd'hui, n'est plus le mouvement spontané et non violent qu'il fut en 2006. Sous l'impulsion de Sondhi Limthongkul, le PAD est devenu une organisation disciplinée et agressive dotée d'un service d'ordre composé de militaires, de policiers mais aussi d'anciens voyous, de repris de justice et de jeunes en déshérence. Bien que le PAD n'ait pas été dissous, Sondhi Limthongkul, sans doute à la recherche d'une plus grande respectabilité politique après la prise des aéroports de Bangkok en novembre 2008, créa en juin 2009 un nouveau parti appelé le Parti de la nouvelle politique (*Karn Muang Mai*)⁹³. Le parti est bicolore, jaune et vert. Le jaune représente la monarchie constitutionnelle et l'utilisation de la couleur « verte », sans contenu politique explicite, exprime le souhait de promouvoir une « politique propre » et de lutter contre la corruption.

Les monarchistes représentent enfin la quatrième composante de cette alliance hétéroclite du PAD. Ils constituent un réseau puissant de conservateurs responsables du retour en influence de la monarchie depuis une quarantaine

⁹² Il a fondé en 1982 le groupe de presse *Manager* (journaux, magazine, radio, TV). En 1992 en s'appuyant sur son réseau médiatique, il s'est fermement opposé à la répression militaire. La crise de 1997 a mis à mal son empire. Il a bataillé contre le gouvernement démocrate et a soutenu Thaksin lors des élections de 2001. Après des désaccords commerciaux en 2005, il s'est opposé à Thaksin et a participé à la création du PAD. Victime d'une tentative d'assassinat en avril 2009, encore non expliquée, il vit aujourd'hui en retrait de la scène politique laissant à d'autres, notamment Chamlong, le soin de s'exprimer pour le PAD.

⁹³ Il a toutefois démissionné de son poste de président de ce parti en mai 2010 pour reprendre la tête du PAD.

d'années en promouvant entre autres l'image d'une monarchie semi-divine et « au-dessus » de la politique. Aux yeux des monarchistes, Thaksin représente une menace à plus d'un titre. En entretenant des relations étroites avec certains membres de la famille royale, et notamment avec le prince héritier, Thaksin a pu être perçu au sens littéral comme un « faiseur de roi ». Sa forte popularité a parfois été ressentie comme un défi lancé à la monarchie et a pu faire croire qu'il complotait pour l'instauration d'une république. Plus on se rapproche de l'inéluctable moment de la succession, plus les réseaux monarchistes s'inquiètent et sombrent dans une paranoïa. Ces réseaux ne laisseront pas Thaksin, ni aucun autre politicien, dans une position favorable lorsque la succession interviendra.

Contre Thaksin, le PAD n'a pas caché son intention de revoir le système dit « d'un homme, une voix » par ce que l'Alliance appelle la « nouvelle politique » ou une « démocratie à la thaïlandaise » où, seulement au mieux, 50% des législateurs seraient élus, les autres étant nommés. L'objectif serait de diluer la voix de la majorité et de redonner davantage de pouvoir au monarque ou à son conseil privé pour contrebalancer le pouvoir des politiciens corrompus. Le risque est pourtant réel qu'en renforçant le pouvoir de la royauté, cette dernière devienne impopulaire et tenue responsable des maux qui affectent la société. Ce qui à terme pourrait mettre en péril l'institution. La stratégie, jusque-là payante du PAD, a été de provoquer des confrontations violentes et des soulèvements qui ont contraint l'armée ou l'institution royale à intervenir. Malgré des violations répétées à la loi, les actions du PAD ont été le plus souvent absoutes par les milieux académiques et médiatiques du pays dont l'ennemi commun reste aujourd'hui Thaksin et le mouvement qu'il a lancé. On peut cependant continuer à s'interroger sur l'origine de l'immunité dont bénéficient les principaux responsables de l'alliance.

3. Les rouges, un mouvement en voie d'émancipation

Contre les Chemises jaunes du PAD, les partisans de Thaksin ont mobilisé des Chemises rouges essentiellement venues des provinces du Nord-Est et payés au départ quelques centaines de bath par jour pour crier des slogans en faveur de l'ancien Premier ministre déchu et du gouvernement, puis des gouvernements de Samak Sundaravej et de Sonchai Wongsawat. Si les Chemises rouges sont, dans l'ensemble, issues de classes sociales moins favorisées que celles des membres du PAD, elles ne forment pourtant pas un bloc unique. Elles sont un assemblage de différentes factions n'ayant pas toujours le même agenda.

On y retrouve notamment des supporters des premiers jours du *Thai Rak Thai* comme des militants anti-militaires issus pour la plupart de la mouvance des ONG, des Thaïlandais des classes moyennes urbaines et rurales.

Le groupe principal est formé par l'UDD ou Front national uni pour la démocratie et contre la dictature⁹⁴. L'UDD s'est d'abord constitué comme un groupe de pression anti PAD. Créé en réaction au coup d'Etat militaire de septembre 2006, l'UDD (dont les principaux leaders sont Veera Musikapong⁹⁵, Nattawut Saikua⁹⁶, Jaran Ditthapichai⁹⁷ et le Dr. Weng Tohjikarn⁹⁸) s'est construit sur une farouche opposition au gouvernement d'Abhisit Vejjajiva, un gouvernement considéré comme illégitime car fruit d'un revirement d'alliance suite à la dissolution du *People Power Party*, pro-Thaksin en décembre 2008. L'UDD exigeait la dissolution du parlement, la tenue d'élections législatives anticipées et un retour à la constitution de 1997 dissoute par le coup d'Etat de 2006. Le mouvement accuse les élites du pays, composées à ses yeux de l'armée, de l'institution judiciaire, de membres du conseil privé du roi et de bureaucrates non élus de freiner le développement démocratique de la Thaïlande en interférant trop systématiquement pour leurs intérêts dans la sphère politique. Les responsables de l'UDD condamnent l'influence des *Amatayathipatai* (la règle des *amataya* ou bureaucrates) et en premier lieu celle de Prem Tinsulanond, Président du conseil privé du roi, considéré comme l'instigateur du coup d'Etat de 2006. Thaksin Shinawatra a longtemps dénommé ce dernier la « main invisible » avant d'oser le citer nominalement brisant ainsi une loi du silence qui protège en Thaïlande les puissants.

⁹⁴ The National United Front of Democracy Against Dictatorship (UDD). Le groupe a été initialement fondé en 2006 sous le nom de *Democratic Alliance Against Dictatorship* (DAAD)

⁹⁵ Ancien membre du Parti démocrate, Veera préside aujourd'hui l'UDD. Il a été condamné en 1986 pour lèse-majesté. Il a été gracié mais interdit de politique pour cinq ans. Il a de nouveau été brièvement incarcéré lors de la répression de 1992. Elu du *Thai Rak Thai*, Veera est connu pour être un bon orateur et personnalité modérée au sein des dirigeants de l'UDD.

⁹⁶ Ancien animateur TV et député du *Thai Rak Thai*. Il fut porte-parole du *People Power Party* avant sa dissolution.

⁹⁷ Ancien membre de la Commission pour les droits de l'Homme. A l'aile gauche (maoïste) du mouvement, il est toutefois considéré comme modéré.

⁹⁸ Médecin de campagne et ancienne figure des mouvements de gauche. Il s'est réfugié dans la jungle après les événements de 1976. Il a été un militant très actif contre le coup d'Etat de 1992. Il s'est opposé à Thaksin et a milité quelques temps avec les Chemises jaunes. Il a rejoint l'UDD après le coup d'Etat de 2006 et s'oppose ouvertement au rôle politique joué par l'armée.

Si le siège de la Bangkok Bank est un lieu habituel de protestation pour les Chemises rouges⁹⁹, c'est parce que Prem est également le président honoraire du conseil consultatif de cette banque et que cette dernière aurait contribué au financement des Chemises jaunes. Pour les Chemises rouges, Prem aurait constitué autour de lui un petit groupe de partenaires appelé le « Groupe des 11 », comprenant notamment Kalyani Panchet de la société MMC Sittipol, Chanut Piyaoui du groupe Dusit ou encore Chatri Sophonpanich¹⁰⁰ de la Bangkok Bank, une institution censée financer des activités caritatives dans le royaume, mais dont une partie des fonds collectés servirait à des activités politiques. L'insistance, par laquelle les dirigeants de l'UDD exigent la fin des interférences politiques des proches du palais, laisse planer un doute quant à leur attachement à l'institution monarchique. Le PAD accuse d'ailleurs régulièrement l'UDD d'être anti-monarchiste. De nombreux sites Internet liés à l'UDD ont été interdits¹⁰¹ et plusieurs proches du mouvement ont été arrêtés et incarcérés dans le cadre de la loi de lèse-majesté¹⁰². L'UDD soutient ouvertement le *Puea Thai Party* (PTP), parti fondé sur les restes du *People Power Party* (PPP), lui-même créé après la dissolution du *Thai Rak Thai* en mai 2007. Le lien entre le PTP et l'UDD s'est opéré par l'intermédiaire de Jatuporn Promphan, ancien présentateur TV et co-fondateur en mars 2007 avec Veera Musikapong, Nattawut Saikua et Jakaprob

⁹⁹ Première banque de Thaïlande et cinquième en Asie du Sud-Est, la Bangkok Bank dont les actifs avoisinent les 43 milliards de dollars possède 700 agences dans le royaume et 21 succursales à l'étranger.

¹⁰⁰ Kalaya Sophonpanich est Ministre des Sciences et de la technologie du gouvernement Abhisit. Elle est mariée à Choite Sophonpanich, fils du second Président de la Bangkok Bank.

¹⁰¹ Selon Reporters Sans Frontières, environ 50 000 sites ou blogs ont été interdits depuis 2005. Outre les sites pro rouges et pro Thaksin (www.uddthailand.com/, [www.uddtoday.ning.com/](http://uddtoday.ning.com/), www.thaipeoplevoice.org/, www.redshirttv.info/ /), certains sites d'analyses, comme www.facthai.wordpress.com/ ou <http://www.prachatai.org/>, ont également été bloqués. Chiranuch Premchaipoen, directrice de ce dernier site, est d'ailleurs poursuivie pour lèse-majesté). Fidèle de Thaksin, Daranee Charnchoengsilpakul, connue sous le pseudonyme de Da Torpedo, a été condamnée en 2009 à 18 ans de prison après avoir tenu des propos considérés comme insultant à l'égard des institutions royales.

Le 30 avril 2010, Wipas Raksakulthai a également été arrêté pour avoir déposé un message « inapproprié » sur la monarchie sur facebook le 19 mars. Une des premières mesures prises après l'instauration de l'état d'urgence en avril 2010 a été l'interdiction immédiate de 36 sites. A noter que les pages wikipédia, facebook ou twitter des principaux responsables ou sympathisants de l'UDD sont également régulièrement bloquées en Thaïlande.

¹⁰² Le 2 avril 2010, Thanthawut Thawevarodomkul, le webmaster du site pro rouge : www.norporchorusa.com, a été arrêté pour crime de lèse-majesté.

Penkair¹⁰³ de la chaîne pro « rouge » PTV. Ancien député du PPP, Jatuporn siège aujourd'hui comme député *Puea Thai* et bénéficie de l'immunité parlementaire ce qui lui a évité d'être incarcéré après la reddition de la plupart des leaders rouges en mai 2010 suite à l'assaut militaire contre leur camp du centre de Bangkok. Jatuporn est perçu comme étant sur la ligne dure de l'UDD. Cherchant à affirmer son indépendance par rapport à Thaksin, l'UDD s'est parfois laissé déborder par ceux qui comme Arisman Pongruangrong¹⁰⁴ ou Payap Pankate profitent du mouvement pour renforcer leur propre intérêt financier et leur image ou qui, comme Kwanchai Praina¹⁰⁵, refusent d'abandonner le lien organique du mouvement avec l'ancien Premier ministre.

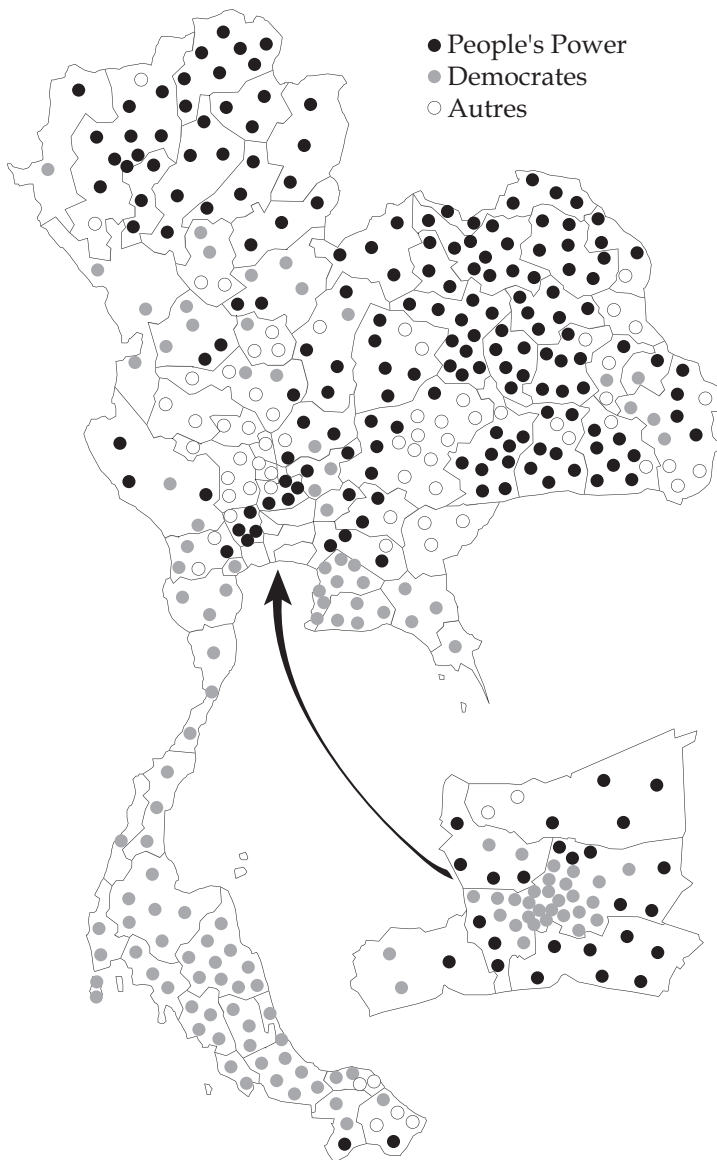
Plus récemment, le mouvement a montré la volonté de s'émanciper de la tutelle de l'ancien Premier ministre, mais également de celle de ses leaders les plus modérés. Dans les jours qui précédèrent l'assaut contre le camp retranché de Ratchaprasong (19 mai 2010), plusieurs responsables du mouvement, notamment Nattawut Saikua et Musikapong essayèrent de négocier avec les autorités et de faire comprendre aux manifestants qu'il était nécessaire de quitter la zone. Ils n'ont pas été entendus. Nattawut a même été chahuté par la foule et des projectiles ont été lancés sur la scène principale, alors qu'il parlait d'une possible négociation avec le gouvernement la veille de l'assaut final. Un nouveau verrou a sauté. La parole « libérée » s'autonomise progressivement des discours tenus par ses « libérateurs ». Les risques de dérapages sont réels si la colère contenue dans cette parole n'est pas canalisée. Au lendemain de l'assaut du 19 mai, le mouvement est apparu pour une troisième fois décapité après l'arrestation et la reddition de la plupart de ses leaders. Il apparaît toutefois inéluctable qu'une quatrième vague non encore identifiée, mais sans doute plus radicale, devrait émerger dans un proche avenir.

¹⁰³ Ancien journaliste, Jakapob Penkair a été porte-parole du gouvernement de Thaksin Shinawatra. Accusé de lèse-majesté suite à des propos controversés tenus au Club de la presse étrangère de Bangkok en août 2007, il a été contraint de démissionner du gouvernement de Samak Sundaravej en mai 2008. Il a depuis quitté la Thaïlande.

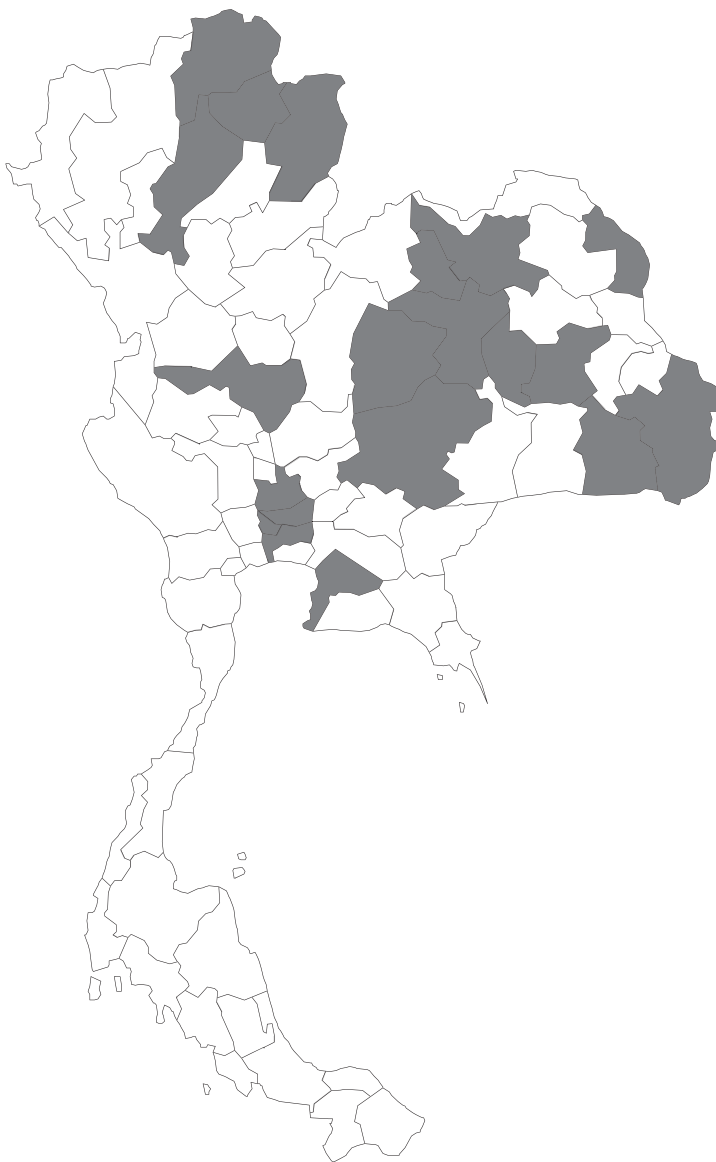
¹⁰⁴ Ancien chanteur de « country thaïe » et député du PPP, Arisman est sur la ligne dure du mouvement. Il est le responsable de l'annulation de 4^e sommet de l'Asie de l'Est à Pattaya en avril 2009. Il est souvent perçu comme le « mauvais garçon » du mouvement.

¹⁰⁵ Responsable d'une radio communautaire anti-coup de 2006, Praina est un ardent supporter de l'ancien Premier ministre. Il est régulièrement accusé de recevoir de l'argent de Thaksin pour organiser le déplacement de manifestants d'Udon Thani vers Bangkok. Il était à la tête d'un petit détachement de Rouges lors des affrontements avec l'armée au nord de Bangkok le 28 avril 2010.

Résultats des élections de 2007



Provinces concernées par l'État d'urgence



Sur les marges du mouvement des Rouges, un discours plus radical et ouvertement républicain se fait également entendre, principalement à l'étranger et notamment autour du manifeste « Siam Rouge » de l'universitaire Giles Jil Ungpakorn¹⁰⁶. D'autres personnalités, officiellement bannies de politique en Thaïlande pour plusieurs années, après la dissolution de leur parti, s'expriment à l'image de Chaturon Chaisang, ancien président du TRT¹⁰⁷. Les Rouges, quelle que soit la faction qu'ils représentent, savent que le temps joue pour eux. L'âge et la maladie du roi, ainsi que la déliquescence du consensus thaïlandais leur laissent présager le moment où la question des réformes structurelles pourra finalement être abordée. Leur stratégie est de tenir et de renforcer leur position jusqu'au moment où le débat sur les vrais enjeux de pouvoir sera ouvert.

Cependant, malgré les évolutions récentes du paysage politique et la « libération » de la parole, le vrai pouvoir est encore ailleurs en Thaïlande. Pour comprendre l'arrière-plan de la crise actuelle et l'avenir du pays, les regards convergent sur l'armée et le poids, politique et économique, du palais.

Le fait que le Premier ministre Abhisit Vejjajiva se soit réfugié dans un camp militaire¹⁰⁸ dès l'arrivée des Chemises rouges à Bangkok fin février 2010 et que la plupart des conseils des ministres se soient tenus dans ce camp pendant la plus grande partie de la crise d'avril-mai 2010 est important. Depuis 1932, les gouvernements successifs ont toujours fait preuve de largesse budgétaire envers l'armée pour la simple raison que des généraux étaient le plus souvent à la tête de ces mêmes gouvernements¹⁰⁹. Après la Seconde Guerre mondiale, la réalité des menaces, sur le plan intérieur comme à l'extérieur, n'exigeait pas un effort budgétaire particulier. Et pourtant, les militaires thaïlandais s'impliquèrent très tôt dans les affaires, non pas pour financer de quelconques opérations militaires, mais plus simplement, pour s'enrichir personnellement. L'objet de cet article n'est pas de dresser un historique ni un état des lieux du poids économique de

¹⁰⁶ Ancien professeur à la faculté de sciences politiques de l'université Thammasat, Giles Ji Unpakorn s'est réfugié au Royaume-Uni après avoir été accusé de lèse-majesté suite à la publication en anglais d'*Un coup pour les riches (A Coup for the Rich)*, disponible sur : <http://www.isj.org.uk/docs/CFRbook.pdf>. Il se déclare ouvertement républicain et anti-monarchie.

¹⁰⁷ Il a d'ailleurs dîné en compagnie du Secrétaire d'Etat adjoint américain, Kurt Campbell lors de la visite de ce dernier en Thaïlande en mai 2010.

¹⁰⁸ 11^e division d'infanterie située dans la partie nord de Bangkok.

¹⁰⁹ Dubus Arnaud et Revise Nicolas, *Armée du peuple, armée du roi. Les militaires face à la société en Indonésie et en Thaïlande*, Irasesc - L'Harmattan, 2002, p 133.

l'armée en Thaïlande. Cela a déjà été fait¹¹⁰. Le pouvoir a aidé les militaires à bâtir des fortunes. Cependant, pour préserver leurs intérêts acquis, qu'ils soient individuels ou institutionnels, les militaires se sont retrouvés contraints de maintenir un contrôle sur le politique. La crise de 1997 a certes érodé leurs bastions économiques traditionnels (ciment, riz, mines, matériaux de construction) et les militaires n'ont que peu réinvesti dans les nouveaux secteurs porteurs (agroalimentaire, information, électronique, communication). Depuis une quinzaine d'années, la part de l'armée dans l'économie nationale s'est ainsi réduite ; une perte d'influence relative car elle est compensée par l'octroi de généreux budgets et de dotations exceptionnelles par les gouvernements successifs. Politiquement, l'armée n'a pas de visibilité institutionnelle dans le pays, elle ne gère pas directement de territoires ni ne dispose d'un quota parlementaire. Le poids de l'armée royale dans l'économie et son influence politique tiennent essentiellement aux ambitions personnelles de certains de ses officiers.

En Thaïlande, l'armée ne constitue pas un bloc monolithique, les divisions dans ses rangs se multiplient au gré des ambitions individuelles. Un blogueur rappelle que la fortune de la famille royale est estimée aux environs de 35 milliards de dollars¹¹¹ et que la répartition des biens au sein de la famille est très opaque. Des factions de l'armée, aux services des différents membres de la famille, notamment de la reine et du prince héritier, s'affrontent. L'héritage se négocie dans la douleur. La crise d'avril-mai 2010 a vu apparaître des blocages renforcés par ceux que l'on nomme les « soldats pastèques » (vert dehors et rouge dedans). L'armée, comme les Jaunes ou les Rouges, a du mal à contrôler ses différentes factions et à canaliser ses extrêmes. Cela a été le cas avec le général Seh Daeng¹¹², « chef non officiel de l'armée inconnue » qui affirmait

¹¹⁰ Chai-Anan Samudavanija et Sukhumbhand Paribatra, « Thailand : Liberalization Without Democracy » in Morley (James. W.), *Driven by Growth, Political Change in the Asia-Pacific Region*, Armonk, New York et Londres, 1993, pp.119-142 / Chai-Anan Samudavanija, "Old Soldiers Never Die, they are just bypassed : The military bureaucracy and globalization" in Hewison (Kevin) (ed.), *Political Change in Thailand : Democracy and Participation*, Routledge, Londres et New York, 1997, pp. 42-57 / Panitan Wattanayakorn, "Thailand : the elites shifting conception of security", in Muthia (Alagappa) (ed.), *Asian Security Practice*, Stanford University Press, Stanford, 1998, p.417-444

¹¹¹ L'information avait été rapportée en 2008 par le magazine Forbes. En 2009 suite à la crise internationale, le montant de la fortune n'était plus estimée qu'à 30 milliards de dollars : <http://www.forbes.com/2009/06/17/monarchs-wealth-scandal-business-billionaires-richest-royals.html>

¹¹² Khattiya Sawasdiapol, dit Seh Daeng, affirme avoir collaboré avec la CIA dans sa guerre secrète contre les communistes au Laos et avoir infiltré des mouvements rebelles à Aceh. Il

avant sa mort le 17 mai 2010 lutter aux côtés des Rouges contre l'armée régulière. Seh Daeng embarrassait tout autant les dirigeants des Chemises rouges que son ancienne hiérarchie militaire. Il en va de même du Général Chavalit Yongchaiyudth, président du Parti *Puea Thai* ou du Général Chaiyasit Shinawatra, ancien Commandant en chef de l'armée et cousin de Thaksin. Ils sont nombreux les officiers de l'armée à ne pas cacher, plus ou moins ouvertement il est vrai, leur soutien aux Rouges. Le Général Pallop Pinmanee¹¹³, le Lieutenant Général Manat Poarik ou encore le Major Pruen Suwannathat sont connus pour avoir contribué financièrement à l'UDD mais ils ne sont pas les seuls. Si le général Anupong Paochinda¹¹⁴, Commandant en chef de l'armée royale thaïlandaise, arrive à temporiser la situation et à freiner les vellétés répressives des responsables politiques des différents camps, son prochain départ à la retraite et le choix de son successeur pressenti, le Général Prayuth Chan-ocha, comme lui un protégé de la reine, laisse craindre plus d'autoritarisme à l'avenir. Le gouvernement d'Abhisit Vejjajiva, comme la plupart de ses prédécesseurs en Thaïlande, ne tient que parce que l'armée le veut bien et ne peut rien refuser à cette dernière. Avec la police, la question est plus

est l'auteur de plusieurs ouvrages sur son expérience de soldat et a participé à de nombreuses émissions de TV. Après une série de scandales, le Général Anupong Paochinda l'a nommé professeur d'aérobic. Ce déclassement pourrait expliquer le ralliement du général au mouvement des Chemises rouges dont il s'est auto-proclamé le protecteur. Il a reçu dans des circonstances troubles une balle dans la tête le 13 mai au soir, blessure dont il est mort par la suite. Pour ses funérailles, une cérémonie de trois jours sous parrainage du palais a été organisée au Wat Somanas et à laquelle Anupong a participé dès la première journée (17 mai).

¹¹³ Diplômé de la classe 7 de l'académie militaire de Chulachomkloa, comme Chamlong Srimuang qui est d'un an son aîné, Pallop Pinamee a fait partie du groupe des « jeunes turcs ». Il a reconnu avoir été à l'origine de plusieurs tentatives d'assassinat du Général Arthit-Kamlang-ek. C'est en tant que Directeur général adjoint de l'Internal Security Operations Command (ISOC) qu'il a ordonné en avril 2004 l'attaque contre la mosquée de Krue Sae à Pattani qui s'est soldée par la mort de plusieurs dizaines rebelles musulmans du Sud de la Thaïlande. Il a également reconnu avoir organisé des tentatives d'attentats contre Thaksin Shinawatra. Après le coup d'Etat de 2006, il fut nommé conseiller en charge des relations publiques de l'Isoc et a rejoint le PAD. Il a ensuite changé de camp et est apparu à plusieurs reprises sur scène avec plusieurs leaders du mouvement rouge.

¹¹⁴ Le général Anupong Paochinda comme tout officier a reçu son sabre des mains du roi avant de faire partie de la garde de la reine. Entre ces deux allégeances, il a, semble-t-il, pris le parti du roi. Il a refusé à plusieurs reprises que l'armée intervienne pour déloger les manifestants aussi « jaunes » que « rouges ». Bien qu'ayant été membre du Conseil national pour la Sécurité qui a déposé l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra, il exclut depuis l'idée d'un nouveau coup d'Etat. Il semble toutefois avoir été marginalisé par Abhisit et le *Centre for the Resolution of Emergency Situation* (Cres) pendant la crise d'avril-mai 2010.

simple. Son influence politique est moindre et comme le reconnaissent certains responsables du mouvement rouge¹¹⁵, les forces de police dans leur majorité leur ont manifesté si ce n'est un soutien franc que peu d'hostilité¹¹⁶.

En Thaïlande, la bataille pour la succession a déjà commencé. La vraie question est donc de savoir qui « fera » le prochain roi. Le décès d'un monarque est généralement un moment d'introspection sur l'état de la société. Cela est d'autant plus vrai en Thaïlande que le système repose en grande partie sur le charisme et la personnalité du roi Bhumibol Adulyadej et que beaucoup s'interrogent sur les capacités du prince héritier à endosser le rôle. La question de liens réels ou supposés de ce dernier avec Thaksin Shinawatra continue également de faire débat. La principale erreur de Thaksin lorsqu'il était Premier ministre a sans doute été de miser trop rapidement sur un affaiblissement du pouvoir royal lié aux questions soulevées par la succession. Il avait sous-estimé la force que conservait le système, grâce notamment à l'extraordinaire popularité du souverain actuel qui reste, malgré l'âge et une santé chancelante, un pilier de la nation. Le rapprochement inéluctable de la succession au trône a vraisemblablement été le facteur déterminant du coup d'Etat de septembre 2006, dont les auteurs voulaient éviter à tout prix qu'elle survienne à un moment où Thaksin détiendrait un pouvoir considérable. La crainte était de voir le pays traverser une crise politique de premier ordre qui aurait pu emporter le système monarchique. L'idée, par ailleurs largement partagée par l'élite, est que les changements brutaux ne sont pas bons pour le pays et qu'il est nécessaire de procéder avec doigté, ce qui encourage le *statu quo* et le prolongement de la crise actuelle.

¹¹⁵ Entretien avec Jaran Ditthapichai le 17 mai 2010.

¹¹⁶ A noter que de mars à mai 2010 le siège de la police royale thaïlandaise se trouvait au cœur du dispositif rouge du quartier de Ratchaprasong et que les locaux n'ont jamais été vandalisés par les manifestants.

Entrevue avec Thongchai Winichakul

Réalisé le 8 décembre 2009 à Bangkok, par Jacques Ivanoff et Arnaud Leveau en marge d'un dîner débat intitulé « Thailand in Transition : A Historic Challenge and What's Next ? »

Thongchai Winichakul est professeur d'histoire de l'Asie du Sud-Est à l'université de Wisconsin-Madison. Il est notamment l'auteur de l'ouvrage *Siam Mapped : A History of the Geo-Body of a Nation* (University Press of Hawaii, 1997, 280 p.).

I try to be systematic but I cannot. I published a diagram on Thai democracy in the *Journal of Contemporary Asia* in 2008. In this diagram, I represent the history of democracy in Thailand in 3 series:

1/ From absolute monarchy to "democracy": monarchists versus commoners (1868-1949).

Central issue: The role and power of the monarchy in democracy. Result: the monarchy is politically "above" (=out, beyond, away from politics)

2/ Military versus Parliamentary democracy (liberals + royalists) (1938, Phibun - May 1992)

Central issue: The role and power of the military as opposed to parliamentary politics (Oct 1973 was the turning point and the beginning of the end of military rule)

3/ Popular democracy versus "Thai style" democracy (Oct 1973 - today)

The legitimacy of electoral democracy with corrupt politics: either strong governments or weak and unstable governments under a strong and active monarchy. The monarchists returned in 1973, and have exerted their hegemony since 1992.

People do not buy it yet or maybe they do not care. So far I do not think that people are looking at it in the 3 series perspective. People tend to talk about linear historical moments of democratization with historical landmarks such as 1932, 1973, 1976 to 1992. I don't think that's enough, as this methodology fails to explain many things. Due to this simple kind of thinking, especially among liberal historians, people cannot see beyond the fight against the military, which is an important historical phase but is not the whole story. They can't see the role

of the monarchy, nor can they see the political dynamism of the rural sector that has been taking place since the 1980s.

In my view, the first period was the result of the structural changes from late 19th to early 20th century. These changes made many commoners, who wished for participation, to want a new system that would enable them to participate or to have a greater share of power. Of course the absolute monarchy resisted. Then we get to 1932. The main issue was where, how or how much power should the monarchy have? That is the first series.

The second series started in the middle of the first one, which is after 1932. The military played an important role because they are the ones who executed and protected the 1932 revolution. But as in many other revolutions in the world, although they did a good job protecting the revolution, they ended up being dictators. The issue within this series is the military dictatorship versus Parliamentary democracy. It is a period of modernization in which a huge army of educated and middle class people emerged in the 1960s and 1970s. Over time, these people wanted to have a share in power and a political system that would be open to them. Most of the liberal Thais that grew up and belonged to this second series do not understand democracy beyond the issue of this series. They do not understand the role of the monarchy or the underlying social changes. This series ended in 1992 but, within it, the monarchy came back as a powerful political force, and popular democracy emerged strongly as well. So since 1973 up to now, we are in the third series in which the popular and elected democracy faces a historical challenge: where do we put the monarchy in Thai democracy. Or we may say that the monarchy tried to shape popular democracy in its own way. They say that the monarchy is "above" politics. What do they mean by "above"? To the monarchists, it means that the monarchy is a higher authority, commanding over the normal political system. Thai democracy needs this kind of moral authority. This is how Thai monarchists think. It is like the Hindu-Buddhist cosmography, isn't it? This is the structure the monarchists want. But this may not be what people want.

Since the mid-1980s, Thailand has been going through a fundamental socio-economic change. The export-oriented economic boom and globalization have resulted in a huge change in rural society and its relationship with the urban one. The majority of the population is no longer the poor uneducated peasants. Their livelihood is part-urban and more closely connected with the non-farm socio-economy. They found in the regular elections a way to access political power and their share of resources. Elections increasingly matter to their

livelihood. Rural people started becoming more active and no longer submissive or willing to submit to “paid” electorates.

The urban educated people do not understand this fundamental change. They do not understand that democracy is not a formula that can be taught or that rural people need to learn how to vote. Democracy means that people can participate to get their share of power. They do not have to understand democracy from a textbook. They only have to protect their interests, and to go through a process to negotiate with others. This is not the kind of democracy the urban middle class understands. For them, it is still about having a kind of moral political system run by good people, with clean, polite and obedient politicians. I am not saying that there is no corruption but the electoral system provides people with an access to power and resources instead of being servants to bureaucracy. This is how election is an expression of democracy for them and they are right.

Thailand is still very much under the domination of royal nationalism and royalist history. Many believe in the virtues of the monarch to guide democracy. The rise of rural people as a political force is seen as a threat to the moral authority of “good people”. We need to go beyond this “Thai-style democracy”. I do not mean that we have to get rid of the monarchy. I do not think it will happen any time soon. But we must try to find a proper place and role for the monarchy.

So what changes will ensue from today’s political turmoil? I am not sure how it is going to end. I do not know what will be the results of the struggle right now. I cannot forecast anything. But fifty years from now, I believe that history will be written in this way -- since 1980 there was a structural change in society, namely in the rural/urban relationship. The rural people wanted more participation and their share of power but the elites resisted this change. Those urban elites, including the royalists, resisted the change. What would be the outcome of the conflict today? I do not know.

The monarchy may stay. But stay in which way? I believe the royalists have to change, allowing the electoral system of popular democracy and rule of law to run.

Many including the educated people have a very conservative concept about “self-interest”. It is often said that self-interest is a bad thing. A type of democracy in which people protect their self-interests is bad. We should encourage people to transform, negotiate their self-interests within the boundary of rules and process.

I do not know if the Yellow versus Red can change something yet. The Red/Yellow is also the concrete illustration of this deep structural change. I simply do not know and cannot predict the outcome of the a,b,c,d of this change. It is history in the making. How will they fight, in what way? I do not know. History is not smooth. If it were smooth we would not have seen Nazism, fascism, and we would not be able to take a step back. Taking a step backwards is possible. If you ask me about the long term, we will see the change for sure. But I do not know medium or short term outcomes or whether people would kill each other or not.

The structural change in rural society is not going to reverse. No way! Once it starts, it is already too late to resist the change. We just cannot tell how the change will affect us in five years, in ten years, how many steps to move backwards, how many to move forward, or how far... But that structural change, the fact that people want more participation in the political system and want more power, these are not going to change.

People might think we are economic determinists. We are not deterministic in the sense that we know what is going to happen. No, we do not. We are just saying that structural change and political dynamism are like a train. The train has already left the station. You cannot bring it back to the station.

The trouble with the current state of politics is that people only see the concrete, the present, or the "now", they do not see the structural or the long term effects. Even many academics do not take this structural change seriously enough. That is frustrating. In a way, you can spend a lifetime wondering if Thaksin is right or wrong, if the constitution should be changed or not. But once you step back to see the big picture of structural change, these kinds of issues will go away. We just do not know how bad or how good things will be until these issues will go away.

Conversation entre Akin Rabibhadana et Paritta Chalernpow Koanantakool

Enregistrée le 11 mars 2010 par Jacques Ivanoff

Akin Rabibhadana, anthropologue, est considéré comme un pionnier dans l'étude des quartiers populaires de Bangkok. Il a enseigné à l'université Thammasat et est notamment l'auteur de : *The organization of Thai society in the early Bangkok period, 1782-1873* (N.Y.: Cornell University Southeast Asia Program (Data Paper no. 74), 1969) et de « Clientship and Class Structure in the Early Bangkok Period » in *Change and Persistence in Thai Society: Essays in Honor of Lauriston Sharp*. G. William Skinner and A. Thomas Kirsch. Ithaca, New York: Cornell University Press, 1975.

Paritta Chalernpow Koanantakool, docteur en anthropologie de l'université de Cambridge, est directrice du Centre d'anthropologie de la princesse Sirindhorn. Sa thèse portait sur le théâtre d'ombres Nang Talung du Sud de la Thaïlande. Elle est l'auteur de "Contextualising objects in Monastery Museums in Thailand," in *Buddhist Legacies in Mainland Southeast Asia : Mentalities, Interpretations and Practices*, EFEO, 2006.

Akin: Culture changes over time. In reality, it changes all the time. The big change was after 2500 (1957). We became very close to the Americans, after which projects came pouring in. At the time, it resulted in many changes for Thailand. In this case, we are talking about culture. In my opinion, the most important change that occurred was the development of different status hierarchies. Since the pattern of respect is dominant, the relation between people from different social levels is at the centre of relationships and interconnections.

Traditionally, this is what we believe: people of higher status have higher moral values, their virtues are higher, and therefore they are in a higher position. We thought - and people still do today - that the king is at the highest level because he represents *dharma*, the teaching of the Buddha. In previous times, he was the one responsible for appointing positions to people. These people were designated according to their relatives or *dharma*, behavior, and also according to their moral values. This, however, changed thereafter. I was aware of such

change as one took place in my office, when I worked in an attorney's practice in 1962.

One day, a very wealthy ethnic Chinese wanted to please our boss. He went through the office, which was comprised of two groups. Should we *wai* him (greet him in the respectful way with our palms together)? He certainly was rich but also very unpleasant. This was a clear sign of the pattern. We knew he would be a reliable source of income. And I began to think: is it all a question of money? It is more about the ability of getting money than it is about good moral standards. This changed the way you treated people and the way you judged them. That was the beginning of social change. It led to a crisis in the sphere of moral values. The values of money overthrew the moral ones.

Whether you are a bad man or not, you are corrupt. It does not matter as long as you can get what you want, as long as you have money. This was a huge change, because Thai people give a lot of importance to differences. If you were rich, in the old days, you respected them. And now, this does not depend on what the person's age or position might be. That is the real change.

There has been a change of pattern everywhere. For instance, in the Isan region from the Second World War onwards, we used to have very good *kamnan* (Chief of District) and *phu yai ban* (Headmen). However, after 1962, we started to have roads, developed with the help of the Americans. From then onwards, connections started becoming an important phenomenon in the North East, even in rural villages. All the *kamnan* and *phu yai ban* became very rich men. Nowadays, they even have to buy their positions. The situation in Vietnam gave them wealth. It was before and after Sarit Thanarat that everything changed. After the Second World War, there was a handful of Members of Parliament from the North East who were very good men who displayed model behavior.

Previously, in Thailand, the headmen were people who had been in the monkhood, which explains their high moral values. Now, a good headman is of no use. The people do not want him. Moral values do not provide money and status. Corruption seems to provide easier and better solutions. But there are still people who value things other than money. There are villages where people are united – nearly everywhere as a matter of fact. However, officials in Thailand have to buy their positions. There are still people who think according to traditional ways, people who still value some things other than money. This is what created a social divide amongst the people.

I conducted a study in the slum area of Bangkok. I found that it was a united community under one person.

In that slum area, we found three entrepreneurs.

1. One was the traditional head of the village. He was the contractor: he built houses, recruited people from the community, trained them and got young people to undergo training and to take on work. As people came under his wing, this developed a relationship that is similar to that of father and son. After they went to the temple, they got some money. Still now, the people call him father.

2. The other man produced toys and hired workers from outside. He did not hire anybody from the community. But there still was a father and son relationship between him and his workers. However, no one from the neighborhood or the community worked for him. He wanted to, but it was the people from the neighborhood who did not want to join him in his workshop. This was interesting because this man was very rich in the community, probably the richest. He lent money to people and rented houses to them, but some people did not pay him back. He could have bought the whole community.

3. The third entrepreneur in the community was a man who did not employ anybody in the community. When I asked him why, he merely replied "expensive". All of his workers were from rural areas and who had come to find work in construction. Employing people from the community would be too expensive.

The first one thinks that community is the most important factor, that binding people together is important. He talked to people and wanted to help them. He is the kind of person who helps.

The second man is very nice and very rich, but he is only after financial gain and getting his investment back.

The third one is definitely a capitalist.

The third one left this community when he got rich. He told me about two mechanics working outside the slum who came and hired rooms within the community. They would not associate with anybody. In the morning they went to work and never mixed with anyone in the neighborhood. They would come to work, make money and go back. The beginning of change lies in this attitude

One day he called me, “Professor, I am rich now, do you remember how I wanted a piece of land in Thonburi for young people?” He wanted to create more work and a pond to fish in. Recently, I found out that people rent his place for millions of baht. He got money through it. The value to help people is what helped him to make money. When he spoke of the two others, he said they would never be rich because they did not care for the community. You have to acknowledge the community and maintain a relationship with it. You have to keep the people together.

I think the traditional Thai person wants to bind the community, to help the people and to grow within it. This attitude is important. I think the so-called “good attitude” is still there somewhere, even with the capitalist inputs. The problem does not lie with the higher class of people: it lies with the people from the lower classes and the people in the villages in the rural areas. This attitude consisting of helping other people for the sake of the community still exists at a local level.

Paritta: I think it is hard to assess what the present situation is. We are in the middle of all kinds of transition. I agree that, among the lower income group in urban societies, and maybe in some rural communities, this attitude to rely on people rather than money is still very important. What we see now is that all kinds of things, like structural conditions, and how this attitude is formulated, are now irrelevant. In some communities in northern Thailand, people have to help each other because they have to manage all their own resources, such as water. They have small dam systems and rely on communal effort for building and repairs and to allocate the water. Now, unfortunately, a lot of people have left the agricultural sector. Only the elderly, grandmothers and grandfathers, are still working in the fields. Those from the younger generation have left the community and are now working as office workers or as employees in the urban service sector. In this instance, tradition has no continuity. It is very possible that it may be perpetuated, that the new generation has established connections amongst its members, but is quite hard to see how this attitude can be carried on.

Akin: I know that in some local areas, people are organizing movements against the government, in Songkhla for instance, against the capitalism because it is harmful to the people.

Paritta: Just like in the North, where they are trying to negotiate with the National Forestry Department to manage their own forest and resources. In order to get community access to these, they must collaborate. Another thing is that ethnic communities are starting to form supra-community associations, like

the Karen. The so-called Karen, and many other groups, have to stand together and form associations in Thailand, associations free from external pressures where they can try to work together to fight for food, identity cards, location.

Akin: The richer people form organizations. Even the poor do. They have started to organize themselves in associations. The same thing is happening in the two categories. They are gathering within associations.

Paritta: But I think that kind of movement is a trend, which seems to have been working against the communities. When I was young, Thailand had very few urban centers. Since then, there have been a lot of changes, very big changes, not only in Thailand, but in Asia and in the rest of the world, such as the growing populations in Asia while decreasing ones in Europe. With urban types of organization, you have a new kind of life. People who work from 9 to 5 are often employees. You have this new IT culture, this new technology, which is the way people communicate, that in some way bypasses the community where talking is no longer necessary. You communicate through technology, through your mobile, through the internet, and so on. I do not know what kind of impact or effect it will have on future generations. With regard to the people who are forming new cultural patterns, this is something new and it is down to the community and to elderly people to adapt, to negotiate and live with one another. Now you tend to have people of the same age group. Children come to urban centers for education. They leave home and live in apartments, in host homes: these are the college people. They develop their own culture, their own life expectations, their own attitude towards life, different from their parents.

Akin: This is how it starts: people of the same age, of the same level of income and communication start connecting at a local level, then connect with other local networks. I think it helps the poor. It helps and then you begin what I think is the formation of class, the beginning of the lower class. At the beginning you have the lower class, then the workers' class, the middle class, the business people, and the upper class politically inclined people. What you get is a formation of classes. You cannot avoid it. But you have local communities that need to be strengthened. There are people complaining about NGOs, about other people, and they are getting very angry. But I think it is very good because it is the beginning of organization at the lower level, starting from the local. Locality must strengthen these people. I do not see democracy unless the lower levels of community are strengthened. You have to have a balance between them and the government. Only then do you have democracy, otherwise you will not. This strength makes the elite complain like mad, but this would benefit the country a lot.

Paritta: In a way people are talking about democratization, equal opportunities, and so on and so forth. But I feel that in a society like Thailand we do not really have a common vision for the future. What we have interestingly is a kind of return to the past. We are constructing a very nostalgic image of the past. People looking at history as a refuge, as something of tremendous value that we use to have and that we now are losing. I see this a lot in the museum movement, which is now very popular. This is spreading at many levels. There is a tremendous desire to reconstruct the past, but a past that follows a certain way, the Thai way.

Akin: It is the new past. It is not the past as it was, because that is what they want it to be and that is why it is so powerful. There is a new reconstructed past that is becoming so powerful because it cannot be blamed. We may have made mistakes in the past but this re-invented history does not have these. This is what they want it to be, because they use the past as a base. There is a very big difference with the absolute past. They can only think of the good things, it is very selective. At the moment they do not quite know what the future will be and one day it will come together, I am sure... I hope.

Paritta: It is a kind of foundation, going into the Thai imagination of the future. But at the moment I do not think they have reached that stage yet. Imagining the past is stronger than the present.

Akin: They think that the past will help them because of safety. The number of safety plans from the 70s (like in Nakhon Si Thammarat and other areas in its vicinity) was important. They based it on Thai traditional culture, which had thus far been ignored. They like the Thai traditional way and think it is good, so they pick it up.

Paritta: I think that the past has become some kind of ideology. In some way it is constructed.

Akin: It's an ideology.

Paritta: Yes it is reconstructed in a rather simplistic way, like "we used to be so good, so healthy, blessed with moral values... but because of the West...", you know the West is always blamed, that it is thought to have brought all kinds of evil in Thai society. And once you get into those kinds of miscauses, you turn to the past, as the golden age. But in fact it is okay.

Akin: It is good.

Paritta: It is good as an instrument to build a better future. But it can be a little bit risky. It is like you deny your own self because in fact we have adopted a lot of western way of education, thinking, way of life.

Akin: But it is very selective.

Paritta: It is like not liking what you are and blaming it on the West.

Akin: You have to. It is the only opportunity you have.

Paritta: Choose your enemy.

Akin: Looking back to the past is very good. It has done a lot. In Songkhla, people are looking back to the older days (in the North too), when water was so important to their livelihood, and have gone back to fishing in the *khlong*. This takes them back in time, and they have gone back to taking care of these canals. This is good.

Paritta: It is good but it can also be dangerous.

Akin: Of course.

Paritta: You have this whole nationalistic attitude.

Akin: The important point is that every country does not think of what they say, but if you look at every country, each has become increasingly nationalistic at the moment. Think of the Copenhagen meeting, how nationalistic it was. The Japanese are very nationalistic. Thai people are not nationalistic: the upper class people, the elite, the Thai elite, are all agents of foreign companies. The Japanese never do it.

Paritta: Thai bureaucrats are agents of foreign companies.

Akin: Yes, and the Thai elite are agents of foreign companies.

Akin: I think the people in the North East are very interesting. The problem of the North East is that the people are more attached to the village than those living in Bangkok. The main problem lies in Northeastern people, Thai bureaucrats and the Thai government always thinking that the North East is the poorest area, and that the people are stupid. No, they are not. But after saying

that for a long time and saying it again and again, they start to really believe in it and they end up turning to the government for solutions. And then they become incapable. You have to start to make them think that they are capable in order for them to realize their own potential. They will stop this dependent attitude and will organize themselves together.

In the North East it is difficult, it is very strong. The problem in Thailand is religion. We have a problem with religion. The Northeastern people are still so attached to the monks, to the temple. I can see that in the North East one depends on the monk.

Paritta: The issue is that ethnic communities, like hunter-gatherers and such, and are creating relationships among people, and that larger kinds of units, like the Thais, have little pockets of communities. Nowadays, with regard to society and communities, it seems that the bureaucratic system has one definition among others, but is very dangerous.

Akin: That is the problem. Bureaucracy will never give power to the people or to the workers. It is up to the locals to build the future and fight the bureaucracy. Having a cause and fighting for it gives one a slight push. The whole point is that if the government says it will use bureaucracy to democratize the country and its people, it will be impossible. This is a contradiction, but that is what they always say.

Chronologie politique de la confrontation Jaunes - Rouges Janvier 2006 – Mai 2010

2006

14 janvier : Apparition d'un mouvement demandant la démission du Premier ministre Thaksin Shinawatra dirigé par Sondhi Limthongkul, l'ancien sénateur Pratin Santiprapop, Klanarong Chantik et la parlementaire démocrate Kalaya Sophonpanich.

19 janvier : Interdiction formelle en Thaïlande, avant même sa publication aux presses universitaires de Yale, de la biographie du roi Bhumibol Adulyadej, *The King Never Smiles*, écrite par le journaliste indépendant Paul M. Handley. Cette interdiction a été annoncée par le ministère thaïlandais de l'Information et de la Communication.

23 janvier : Vente de Shin Corp, holding familiale du Premier ministre Thaksin Shinawatra, à Temasek, la firme chargée des investissements stratégiques de l'Etat singapourien. La transaction est évaluée à 67,5 milliards de Bahts (1,5 milliards d'euros). La contestation grandit contre cette vente, réalisée par l'intermédiaire de sociétés écrans pour ne pas payer d'impôts sur les plus-values.

4 février : Rassemblement anti Thaksin à Bangkok (5 000 - 15 000 manifestants).

17 - 19 février : Visite d'Etat du président de la République française Jacques Chirac.

24 février : Dissolution de l'Assemblée nationale. Des élections anticipées sont fixées au 2 avril. Des dizaines de milliers de manifestants anti-gouvernementaux de l'Alliance du Peuple pour la Démocratie (PAD), réclament à Bangkok la démission du Premier ministre pour corruption et abus de pouvoir.

3 mars : Rassemblement pro Thaksin à Sanam Luang (150 000 personnes) organisé par le parti *Thai Rak Thai* (TRT).

9 mars : Explosion d'une bombe devant le domicile du président du Conseil privé du roi Prem Tinsulanond.

Manifestation du PAD devant l'Ambassade de Singapour à Bangkok, demandant à l'entreprise singapourienne semi-publique Temasek Holdings d'annuler l'achat de 50 % des parts de la Shin Corporation.

13 - 18 mars : Occupation de l'intersection Makkawan, devant le siège du gouvernement par des manifestants anti Thaksin qui exigent sa démission.

15 mars : Arrivés au parc de Chatuchak de plusieurs milliers de manifestants pro Thaksin venus des provinces du Nord et du Nord-Est en une caravance d'*i-taen* (tracteurs utilisés dans les champs). Ils sont rejoints par 200 conducteurs de motos-taxis.

29 mars : Ralliement des Chemises jaunes du PAD, en opposition au Premier ministre Thaksin Shinawatra, dans le cœur commercial et d'affaires de Bangkok (quartier de Siam). Les centres commerciaux sont contraints de fermer. 1,2 milliard de bahts (27 millions d'euros) de perdus, la circulation du BTS interrompue.

2 avril : Victoire du parti du Premier ministre aux élections législatives avec près de 56% des suffrages exprimés. Elections boycottées par trois partis de l'opposition.

4 avril : Thaksin Shinawatra annonce sa démission pour désamorcer la crise politique.

8 mai : La Cour constitutionnelle invalide les élections du 2 avril et ordonne la tenue d'un nouveau scrutin.

23 mai : Thaksin Shinawatra reprend ses activités à la tête du gouvernement.

12 juin : 60^{ème} anniversaire de l'intronisation du roi Bhumibol Adulyadej.

23 juin : Saisie de la Cour constitutionnelle par la Commission électorale pour une demande de dissolution du TRT le parti du Premier ministre, accusé de fraude électorale.

25 août : Le Premier ministre accuse des officiers d'avoir tenté de l'assassiner, après la découverte d'une voiture piégée près de son domicile.

19 septembre : Coup d'Etat militaire à l'encontre du Premier ministre Thaksin Shinawatra, alors à l'Assemblée générale des Nations Unies à New York. La junte, dirigée par le Général Sonthi Boonyaratklin, chef de l'armée de terre, décrète la loi martiale et abolit la Constitution de 1997. Elle promet des élections dans un délai d'un an à seize mois, après la rédaction et l'adoption d'une nouvelle charte fondamentale par référendum.

22 septembre : Investiture royale du général Sonthi Boonyaratklin, chef de l'armée thaïlandaise, lors d'une cérémonie au cours de laquelle il a été nommé chef du Conseil pour la réforme démocratique sous la monarchie constitutionnelle (CDRM).

Création d'une commission de neuf personnes chargée d'enquêter sur les pratiques de corruption perpétrées sous Thaksin.

28 septembre : Inauguration du nouvel aéroport international à Bangkok, baptisé Suvarnabhumi.

Annnonce du gel de près de 778 millions de bahts (17 millions d'euros) d'aide à la Thaïlande accordée par les Etats-Unis jusqu'au rétablissement d'un gouvernement démocratiquement élu.

2 octobre : Nomination, par le général Sonthi Boonyaratklin, du Général Surayud Chulanont, ancien Commandant en chef de l'armée royale, alors membre du Conseil privé du roi, comme Premier ministre.

4 octobre : Démission de Thaksin Shinawatra de la direction de son parti, le TRT.

28 novembre : Levée de la loi martiale dans 41 des 76 provinces, y compris la région de Bangkok.

31 décembre : Huit explosions à Bangkok : trois morts, une quarantaine de blessés.

2007

10 janvier : Révocation des passeports diplomatiques de l'ancien Premier ministre Thaksin Shinawatra et de son épouse en raison du « changement de la situation sécuritaire qui s'est dégradée suite aux attentats à la bombe dans la nuit du 31 au 1^{er} janvier ».

6 mars : Prise de contrôle d'ITV, unique chaîne indépendante, par le gouvernement par intérim, pour faute de paiement de redevance et amendes liées à sa concession.

29 mars : Condamnation à 10 ans de prison d'un ressortissant suisse pour lèse-majesté suite à des atteintes à la dignité du roi Bhumibol Adulyadej.

5 avril : Censure de YouTube pour avoir diffusé des clips offensant l'image du roi.

24 avril : Explosion d'un entrepôt d'armes à Lop Buri.

La Commission anti-corruption impose un redressement de 25 948 millions de bahts (640 millions d'euros) aux enfants de Thaksin, en lien avec la vente de Shin Corp.

30 mai : Dissolution du parti de l'ancien premier Ministre Thaksin Shinawatra, le TRT, reconnu coupable de fraude électorale lors des élections d'avril 2006.

L'ex-Premier ministre et 111 responsables du parti sont interdits d'activité politique pendant cinq ans.

11 juin : Décision par la commission anti-corruption du gel des avoirs de la famille Thaksin, représentant au moins 1,5 milliard de dollars US.

19 août : 57,8% des électeurs, soit 14,7 millions de Thaïlandais avec un taux de participation de 57,6% disent « oui » au référendum organisé par la junte pour une nouvelle constitution. Les principaux points en sont notamment la limitation des mandats du Premier ministre (deux mandats de quatre ans), la réduction du nombre de sièges à la chambre des représentants (de 500 à 480) et celui des sénateurs (de 200 à 150).

1^{er} octobre : Départ du Général Sonthi Boonyaratklin de la tête du Conseil national de sécurité.

14 octobre : Hospitalisation du roi Bhumibol Adulyadej.

1^{er} décembre : Rencontre entre le Premier ministre Surayud Chulanont et le ministre chinois de la Défense Cao Gangchuan, en visite pour l'anniversaire du roi.

23 décembre : Avec 223 sièges sur 480 le Parti du pouvoir du peuple (PPP), une reconstitution du TRT dirigé par Samak Sundaravej, un allié de l'ex-Premier ministre en exil, remporte les élections législatives. Aucun parti n'obtenant la majorité absolue, le pays se dirige alors vers un gouvernement de coalition.

2008

6 février : Samak Sundaravej, leader du PPP, est nommé Premier ministre. Il forme un gouvernement de coalition avec cinq autres petits partis.

28 février : Retour de Thaksin en Thaïlande. Mis en examen pour corruption par la Cour suprême, il est libéré après le versement d'une caution de 8 millions de bahts (200 000 euros) et a interdiction de quitter le territoire.

25 mai : Manifestation du PAD pour la démission de Samak.

18 juin : Manifestation à Bangkok contre l'accord entre la Thaïlande et le Cambodge pour le classement de Preah Vihear au patrimoine mondial de l'humanité de l'Unesco. Le ministre des Affaires Etrangères thaïlandais est accusé d'avoir bradé le site au Cambodge en échange de contrats économiques.

8 juillet : Ouverture du procès de Thaksin Shinawatra pour corruption.

10 juillet : Démission du ministre des Affaires Etrangères, Noppadon Pattama, après son audition par la Cour Constitutionnelle. Il est accusé d'avoir agi sans l'approbation du parlement pour son soutien à la demande cambodgienne de classement de Preah Vihear au patrimoine mondial.

19 juillet : Demande de médiation des Nations Unies par le Cambodge pour régler son différend frontalier avec la Thaïlande. Cette dernière refuse et maintient sa volonté de régler le conflit de façon bilatérale.

11 août : Thaksin Shinawatra quitte la Thaïlande pour échapper à des poursuites judiciaires. Il choisit l'exil en Angleterre. Son épouse est condamnée à trois ans de prison pour corruption.

16 août : Retrait des troupes cambodgiennes et thaïlandaises de la zone de Preah Vihear suite à un accord signé deux jours plus tôt.

23 août : Parution dans le magazine *Forbes* d'une estimation du trésor de la Couronne à 1 135 milliards de bahts (28 milliards d'euros). Il s'agirait de la fortune royale la plus importante au monde.

26 août : Après des mois de mobilisation contre le gouvernement, 35 000 opposants du PAD encerclent trois ministères, pénètrent dans les jardins du siège du gouvernement ainsi que dans les locaux d'une chaîne de télévision.

1^{er} septembre : Etat d'urgence à Bangkok après de violents affrontements entre les Chemises jaunes et des partisans du gouvernement.

4 septembre : Démission de Tej Bunnag, ministre des Affaires Etrangères, remplacé par l'ancien Ambassadeur de Thaïlande en France, Saroj Chavanaviraj.

9 septembre : Samak Sundaravej est contraint à la démission par la Cour constitutionnelle. Il est accusé d'avoir été payé pour présenter une émission culinaire pendant son mandat.

13 septembre : Levée de l'état d'urgence à Bangkok.

17 septembre : Somchai Wongsawat, beau-frère de Thaksin Shinawatra, est nommé Premier ministre par le parlement.

2 octobre : Affrontements autour du temple de Preah Vihear, mort de deux soldats.

7 octobre : Dispersion par la force des manifestants du PAD qui assiègent depuis la veille le Parlement. Bilan : deux morts, 478 blessés.

21 octobre : Condamnation par la Cour Suprême de Thaksin à deux ans de prison pour conflit d'intérêt dans le cadre d'une transaction immobilière au

profit de son épouse. Il vit toujours au Royaume-Uni, où il demande l'asile politique.

8 novembre : Annulation des visas de Thaksin Shinawatra et de son épouse Pojaman par les autorités britanniques.

13 novembre : Explosion d'une grenade sur un marché à Bangkok (13 blessés).

16 novembre : Divorce de façade entre Thaksin Shinawatra et son épouse Pojaman à Hong Kong.

20 novembre : Un manifestant du PAD tué et 29 blessés par l'explosion d'une grenade à Bangkok.

26 novembre : Prise des aéroports de Suvarnabhumi et Don Mueang (aéroports internationaux et domestiques de Bangkok) et des principaux axes de communication de la capitale par les manifestants du PAD. Tous les vols sont annulés.

27 novembre : Etat d'urgence à Bangkok.

1^{er} décembre : Annulation du sommet de l'Asean à Chiang Mai.

2 décembre : Dissolution pour fraude électorale de trois partis politiques, dont le PPP. Interdiction à tous les dirigeants du parti, dont le Premier ministre Somchai de toute activité politique pendant cinq ans. Chute du gouvernement : le PAD lève le blocus des aéroports.

5 décembre : 81^{ème} anniversaire du roi, pour la première fois il n'apparaît pas publiquement.

15 décembre : Abhisit Vejjajiva, 44 ans, leader du Parti démocrate est nommé Premier ministre grâce à un jeu d'alliances.

28 décembre : Manifestations à Bangkok de milliers d'opposants au gouvernement, les Chemises rouges, qui réclament la dissolution du parlement et la tenue de nouvelles élections.

2009

25 janvier : Message de Thaksin demandant la démission d'Abhisit et la tenue de nouvelles élections.

3 février : Thaksin annonce dans la presse internationale qu'il est prêt à revenir sur la scène politique.

24 février : Manifestation à Bangkok de 10 000 partisans de Thaksin.

28 février : Ouverture à Hua Hin du 14^{ème} sommet de l'Asean.

26 mars : Manifestations de Chemises rouges autour du siège du gouvernement.

28 mars : Thaksin appelle ses partisans à se soulever contre le gouvernement.

1er avril : Le gouvernement se déclare ouvert à des négociations avec Thaksin.

3 avril : Echanges de tirs entre les armées thaïlandaises et cambodgiennes autour de Preah Vihear (quatre morts).

8 avril : 40 000 partisans de Thaksin exigent le départ du gouvernement.

10 avril : Rassemblement de Chemises rouges à Pattaya. Ils menacent de perturber le sommet asiatique Asean +3.

11 avril : Des manifestants pro Thaksin prennent d'assaut le lieu du sommet qui est dès lors annulé. Les dirigeants de 16 pays présents au sommet sont évacués par hélicoptère.

12 avril : Arrestation d'Arisman Pongruangrong, leader des manifestants de Pattaya. Etat d'urgence à Bangkok et ses environs.

13 avril : Affrontements à Bangkok font deux morts et au moins 113 blessés, dont 23 militaires. Les manifestants anti-gouvernementaux sont cernés par les forces de sécurité près du siège du gouvernement.

14 avril : Fin des manifestations à Bangkok. Un mandat d'arrêt est lancé contre Thaksin et 12 de ses partisans.

15 avril : Annulation du passeport de Thaksin.

16 avril : Abhisit Vejjajiva regagne ses bureaux du centre de Bangkok qu'il avait quittés en mars en raison des manifestations.

Le Nicaragua accorde un passeport diplomatique à Thaksin Shinawatra.

17 avril : Tentative d'assassinat à Bangkok de Sondhi Limthongkul, leader du mouvement des Chemises jaunes.

27 juin : Reprise des manifestations des Chemises rouges à Bangkok.

17 août : 30 000 Chemises rouges remettent une pétition de 3,5 millions de signatures demandant au roi d'accorder sa grâce à Thaksin.

27 août : Retrait partiel des troupes cambodgiennes et thaïes stationnées à Preah Vihear.

19 septembre : Affrontements entre villageois et Chemises jaunes à Preah Vihear (une dizaine de blessés).

20 septembre : Hospitalisation du roi à l'hôpital Siriraj à Bangkok.

14 octobre : Chute de la bourse suite à des rumeurs sur l'état de santé du roi.

21 octobre : Le Premier ministre cambodgien Hun Sen est prêt à accorder l'asile à Thaksin.

24-25 octobre : Sommet à Hua Hin des dirigeants de l'Asean et de la Chine, du Japon, de la Corée du Sud, d'Inde, de Nouvelle-Zélande et d'Australie.

4 novembre : Thaksin est nommé conseiller économique du gouvernement cambodgien. Crise entre les deux pays : la Thaïlande rappelle son ambassadeur.

10 novembre : Arrivée de Thaksin au Cambodge. Le gouvernement d'Abhisit demande son extradition.

15 novembre : Manifestation à Bangkok de 20 000 Chemises jaunes contre la nomination de Thaksin comme conseiller du gouvernement cambodgien.

24 novembre : Décès de l'ancien Premier ministre Samak Sundaravej.

5 - 9 décembre : 82^{ème} anniversaire du roi. Il apparaît publiquement.

2010

14 janvier : Le Lieutenant-général Khattiya Sawatdiphon (alias Seh Daeng) est suspendu de ses fonctions par le général Anupong Paojinda, Commandant en chef de l'armée royale.

26 février : Verdict de la Cour suprême gelant 60% de la fortune de Thaksin pour abus de pouvoir. (45,5 milliards sur 70 milliards de baths). Suite à cette décision, les Chemises rouges reprennent les manifestations dans le vieux Bangkok.

11 Mars : Application par le gouvernement de la loi de sécurité intérieure (ISA) à Bangkok, Nonthaburi et plusieurs districts autour de la capitale.

14 mars : Rassemblement à Phan Fa, Ratchadamnoen, Sanam Luang de 150 000 Chemises rouges. Le gouvernement se réunit au quartier général du Onzième régiment d'infanterie.

15 mars : Explosion de deux grenades dans l'enceinte du Premier régiment d'infanterie (deux soldats blessés).

16 mars : Les Chemises rouges déversent du sang humain devant le Parlement et la résidence du Premier ministre.

29 mars : Intervention télévisée du Premier ministre Abhisit au cours de laquelle il se dit prêt à organiser de nouvelles élections d'ici la fin de l'année.

3 avril : Les Chemises rouges se réunissent à Ratchaprasong au centre de Bangkok. Plusieurs centres commerciaux et hôtels de luxe ferment. 50 000 militaires sont déployés dans les rues de la capitale.

6 avril : Jour de la Dynastie Chakri. Modeste rassemblement de royalistes multicolores au parc de Chatuchak.

7 avril : Etat d'urgence à Bangkok en réaction à une intrusion au sein du Parlement d'un groupe de Chemises rouges conduit par Arisman Pongruangrong.

8 avril : Annulation du déplacement d'Abhisit au Viêt Nam pour le sommet de l'Asean.

9 avril : Fermeture de la chaîne de télévision pro rouge *People's Television Channel* (PTV) et de plusieurs sites Internet rouges.

10 avril : Affrontements violents autour du monument à la Démocratie (25 morts et plus de 800 blessés). Apparition des premières Chemises noires.

12 avril : La Commission électorale recommande la dissolution du parti démocrate pour avoir perçu des donations jugées illégales lors des élections de 2005.

16 avril : Tentative d'arrestation de cinq leaders rouge. Arisman Pongruangrong réussit à s'échapper de manière rocambolesque.

Le Général Anupong Paochinda est nommé à la tête du Centre de résolution des situations d'urgence (CRES) en remplacement du Vice-Premier ministre Suthep Thaugsuban.

19 avril : Renforcement de la présence militaire dans le quartier de Silom. Des tireurs d'élites prennent position sur les toits au carrefour de Ratchaprasong.

21 avril : Des Chemises rouges bloquent à Khon Kaen un train militaire à destination de Bangkok. Trois bus militaires et plus de 200 hommes troupes dans le quartier de Ban Pai sont bloqués à Udon Thani.

22 avril : Explosions grenades M79 au métro Sala Daeng (1 mort et plus de 80 blessés).

24 avril : Le Premier ministre s'oppose à la proposition de l'UDD de dissoudre le parlement sous trente jours.

26 avril : Les Chemises jaunes demandent au gouvernement l'instauration de la loi martiale.

Apparition et discours du roi à l'occasion de la prise de serment de 101 nouveaux juges. La cérémonie se déroule à l'hôpital Siriraj.

27 avril : Occupation de la station de métro aérien Chitlom par un groupe de Chemises rouges autonome.

Rassemblements d'opposants multicolores dans le quartier chinois de Bangkok qui demandent au gouvernement d'utiliser des mesures fortes contre les Rouges.

28 avril : Affrontements dans le Nord de Bangkok (1 soldat tué par des « tirs amis », 19 blessés).

29 avril : Raid de l'hôpital Chulalongkorn par des Chemises rouges, sous l'impulsion de Payap Panket. Les leaders rouges s'en excusent et demandent pardon.

30 avril : 200 chemises rouges bloquent l'aéroport de Khon Kaen à l'arrivée du Dr Tul Sittisomwong, proche du PAD, venu participer à un rassemblement des Chemises multicolores.

Arrestation d'un homme d'affaire, partisan des chemises rouges, pour des propos sur Facebook jugés injurieux envers la monarchie.

4 mai : Feuille de route d'Abhisit Vejjajiva pour la réconciliation comprenant des élections anticipées le 14 novembre 2010.

Le DSI ouvre une enquête sur les activités des mouvements antimonarchistes depuis le coup d'Etat du 19 septembre 2006.

5 mai : Anniversaire du couronnement du roi, festivités organisées à Ratchadamnoen.

Les responsables de l'UDD acceptent la feuille de route du Premier ministre, le PAD s'y oppose.

7 mai - 8 mai : Explosions de trois grenades dans le quartier de Silom (1 soldat tué, 4 blessés).

11 mai : Suthep se présente au DSI pour les actes commis contre les manifestants le 10 avril dernier alors que les Chemises rouges exigeaient sa reddition à la police.

12 mai : Abhisit suspend la feuille de route face à l'intransigeance des leaders de l'UDD.

13 mai : Seh Daeng est blessé à la tête par un tir d'un sniper à la sortie du métro Silom. Plusieurs dizaines de blessés lors d'affrontements entre les forces de l'ordre et les manifestants.

14 - 16 mai : Heurts violents à Sathorn et Rama IV. Bilan des trois journées de combats : 37 morts, plus d'une centaine de blessés et de nombreuses arrestations.

17 mai : Mort de Seh Daeng.

19 mai : Assaut de l'armée contre le camp retranché de Ratchaprasong. Reddition des principaux leaders rouges (Jatuporn Prompan, Natthawut Saikua, Weng Tohjikarn, Wiphuthalaeng Pattanaphumthai, Korkaew Phikuethong, Yosvaris Chuklom, Nisit Sinthuprai). Trente-cinq bâtiments sont brûlés et saccagés : Central World, Siam Theatre, la chaîne de télévision Channel 3, la Bourse de Thaïlande. Bilan : 15 morts, plus d'une centaine de blessés.

21 mai : Le Centre de résolution des situations d'urgence (CRES) présente une liste noire de 125 personnes et sociétés ayant contribué au financement du mouvement anti-gouvernemental.

Violences dans les provinces de Mukdahan, Khon Kaen, Udon Thani, Chiang Mai, Ubon Ratchathani.

19-23 mai : Couvre-feu imposé par le CRES à Bangkok et dans 23 provinces. Bilan des affrontements depuis la mi-mars : 86 morts, plus de 2 000 blessés.

24 mai : Mandat d'arrêt pour terrorisme contre Thaksin Shinawatra.

Publications de l'Irasec

Études régionales Asie du Sud-Est

Anti-Trafficking Regional Cooperation in Southeast Asia and the Global

Linkages from Geopolitical Perspectives, note d'Anne-Lise Sauterey

Armée du peuple, armée du roi, les militaires face à la société en Indonésie et en Thaïlande par Nicolas Révisse et Arnaud Dubus

Asie du Sud-Est 2007, par la revue Focus Asie du Sud-Est

Asie du Sud-Est 2008, par la revue Focus Asie du Sud-Est

Asie du Sud-Est 2009, sous la direction d'Arnaud Leveau

Asie du Sud-Est 2010, sous la direction d'Arnaud Leveau & Benoît de Tréglodé

Atlas des minorités musulmanes en Asie méridionale et orientale, sous la direction de Michel Gilquin

Des catastrophes naturelles au désastre humain, conséquences et enjeux de l'aide humanitaire après le tsunami et le cyclone Nargis en Thaïlande et en Birmanie, Occasional Paper par Maxime Boutry & Olivier Ferrari

Des montagnards aux minorités ethniques, quelle intégration nationale pour les habitants des hautes terres du Viêt Nam et du Cambodge, par Stan Tan Boon Hwee, Nguyen Van Chinh, Andrew Hardy, Mathieu Guérin

Investigating the Grey Areas of the Chinese communities in Southeast Asia, Occasional Paper sous la direction d'Arnaud Leveau

La Monnaie des frontières - Migrations birmanes dans le sud de la Thaïlande, structure des réseaux et internationalisation des frontières, Occasional Paper série Observatoire par Maxime Boutry & Jacques Ivanoff

L'impact des catastrophes naturelles sur la résolution des conflits en Asie. Les cas du Sri Lanka, de l'Indonésie et du Cachemire, note de Clarisse Hervet

L'Islamisme combattant en Asie du Sud-Est par Philippe Migaux

Le destin des fils du dragon, l'influence de la communauté chinoise au Viêt Nam et en Thaïlande, par Arnaud Leveau

Les messagers divins, aspects esthétiques et symboliques des oiseaux en Asie du Sud-Est, sous la direction de Pierre Le Roux et Bernard Sellato

Les musulmans d'Asie du Sud-Est face au vertige de la radicalisation sous la direction de Stéphane Doyert et de Rémy Madinier

Mekong-Ganga Initiative, Occasional Paper par Swaran Singh

Outre-Terre, Asies, tiers du monde (revue)

Pavillon Noir sur l'Asie du Sud-Est, histoire d'une résurgence de la piraterie maritime en Asie du Sud-Est, par Eric Frécon

Perception of Borders and Human Migration - The Human (In)security of Shan Migrant Workers in Thailand, Occasional Paper série Observatoire par Ropharat Aphijanyatham

Présence économique européenne en Asie du Sud-Est, sous la direction de Guy Faure et David Hoyrup

Réfléchir l'Asie du Sud-Est, essai d'épistémologie sous la direction de Stéphane Dovert

The Resurgence of Sea Piracy in Southeast Asia, Occasional Paper by Eric Frecon

Yaa Baa, Production, Traffic and Consumption of methamphetamine in Mainland Southeast Asia by Joël Meissonnier and Pierre-Arnaud Chouvy

Yaa Baa, production, trafic et consommation de méthamphétamine en Asie du Sud-Est continentale par Joël Meissonnier et Pierre-Arnaud Chouvy

Brunei

Brunei, les métamorphoses d'un Etat-réseau, par Marie Sybille de Vienne (à paraître)

Birmanie

Back to Old Habits, Isolationism of the Self-Preservation of Burma's Military Regime, Occasional Paper par Renaud Egreteau and Larry Jagan

Birmanie contemporaine, monographie nationale, sous la direction de Gabriel Defert

Cambodge

Cambodge contemporain, monographie nationale, sous la direction d'Alain Forest

Cambodge soir, chroniques sociales d'un pays au quotidien, sous la direction de Grégoire Rochigneux

Le dictionnaire des Khmers rouges, par Solomon Kane

Indonésie

Islam and the 2009 Indonesian Elections, Political and Cultural Issues - The Case of the Prosperous Justice Party (PKS), par Ahmad-Norma Permata et Najib Kailani, Occasional Paper sous la direction de Rémy Madinier

La fin de l'innocence, l'islam indonésien face à la tentation radicale de 1967 à nos jours, par Rémy Madinier et Andrée Feillard

Les relations centre périphérie en Indonésie, note de Lucas Patriat
Aceh : l'histoire inachavée. La fière histoire d'une terre dévastée par les tsunamis par Voja Miladinovic et Jean-Claude Pomonti

Laos

Laos, From Buffer State to Crossroads, par Vatthana Pholsena & Ruth Banomyong
Le Laos au XXI^e siècle, les défis de l'intégration régionale, par Vatthana Pholsena & Ruth Banomyong

Malaisie

Economie de la Malaisie, par Elsa Lafaye de Michaux (à paraître en 2010)

Philippines

Elites et développement aux Philippines : un pari perdu ? par Cristina Jimenez-Hallare, Roberto Galang et Stéphane Auvray
La Croix et le Kriss, violences et rancoeurs entre chrétiens et musulmans dans le sud des Philippines, par Solomon Kane et Felice Noelle Rodriguez

Singapour

A roof Overt Every Head, par Wong Tai-Chee and Xavier Guillot
The Hegemony of an Idea: The Sources of the SAF's Fascination with Technology and the Revolution in Military Affairs, note de Ho Shu Huang

Thaïlande

Alternatives agricoles en Thaïlande, par Roland Poupon
Bangkok, formes du commerce et évolutions urbaines, par Davisi Boontharm
Education, Economy and Identity - Ten Years of Educational Reform in Thailand, Occasional Paper par Audrey Baron-Gutty et Supat Chupradit (Eds.)
Femmes prostituées dans la région du sud de la Thaïlande, Occasional Paper par Jean Baffie
Les musulmans de Thaïlande, par Michel Gilquin

State and Media in Thailand During Political Crisis, Occasional Paper sous la direction d'Arnaud Leveau et Chavarong Limpattamapanee

Thaïlande : ressources documentaires françaises, par Laurent Hennequin

Thaïlande contemporaine, monographie nationale sous la direction de Stéphane Dovert (réédition actualisée prévue en 2010)

The Muslims of Thailand, par Michel Gilquin

Trafficking for Sexual Exploitation into Southern Thailand, Occasional Paper sous la direction de Patacharawalai Wongboonsin

Timor-Leste

Catholicisme et protestantisme dans l'île de Timor : 1556-2003. Construction d'une identité chrétienne et engagement politique contemporain, par Frédéric Durand

East-Timor, How to Build a New Nation in Southeast Asia in the 21st Century? sous la direction de Christine Cabasset-Semedo & Frédéric Durand

Timor Lorosa'e, A Country at the Crossroads of Asia and the Pacific, a Geo-Historical Atlas par Frédéric Durand

Timor Lorosa'e, Pays Carrefour de l'Asie et du Pacifique. Un atlas géohistorique, par Frédéric Durand

Timor : 1250-2005, 750 de cartographie et de voyages, par Frédéric Durand

Timor-Leste en quête de repères, perspectives économique-politiques et intégration régionale, par Frédéric Durand

Timor-Leste, The Dragon's Newest Friend, note de Loro Horta

Viêt Nam

Agriculture, environnement et sociétés sur les hautes terres du Viêt Nam, par Frédéric Fortunel, Frédéric Durand, Rodolphe de Konnick

Japan-Viêt Nam, history of a relationship under influences par Guy Faure and Laurent Schwab

Japon-Viêt Nam, histoire d'une relation sous influences, par Guy Faure et Laurent Schwab

Viêt Nam contemporain, monographie nationale, sous la direction de Stéphane Dovert et Benoît de Tréglodé

Volées, envolées, convolées - Vendues, en fuite ou re-socialisées : les « fiancées » vietnamiennes en Chine, par Caroline Grillot